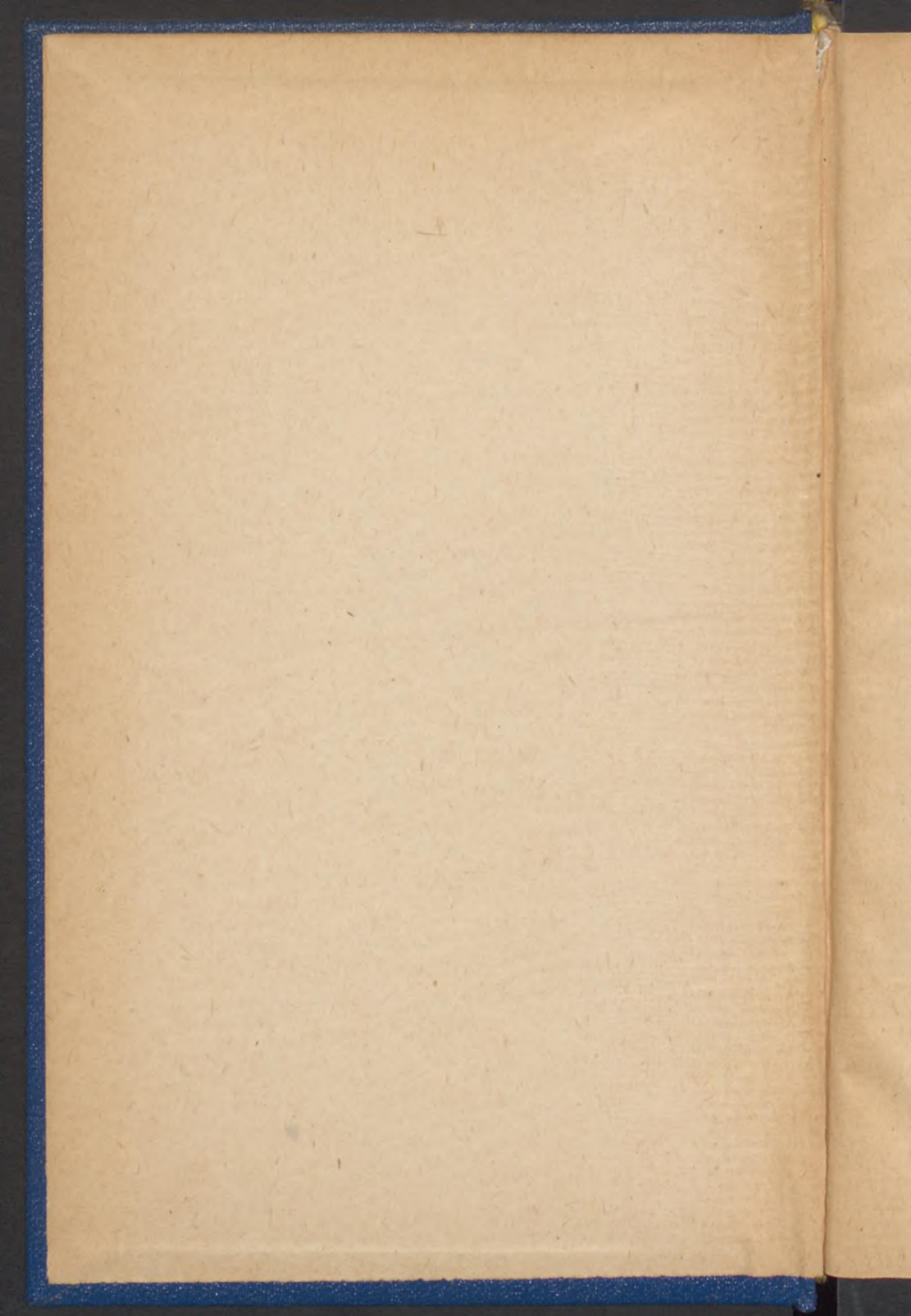
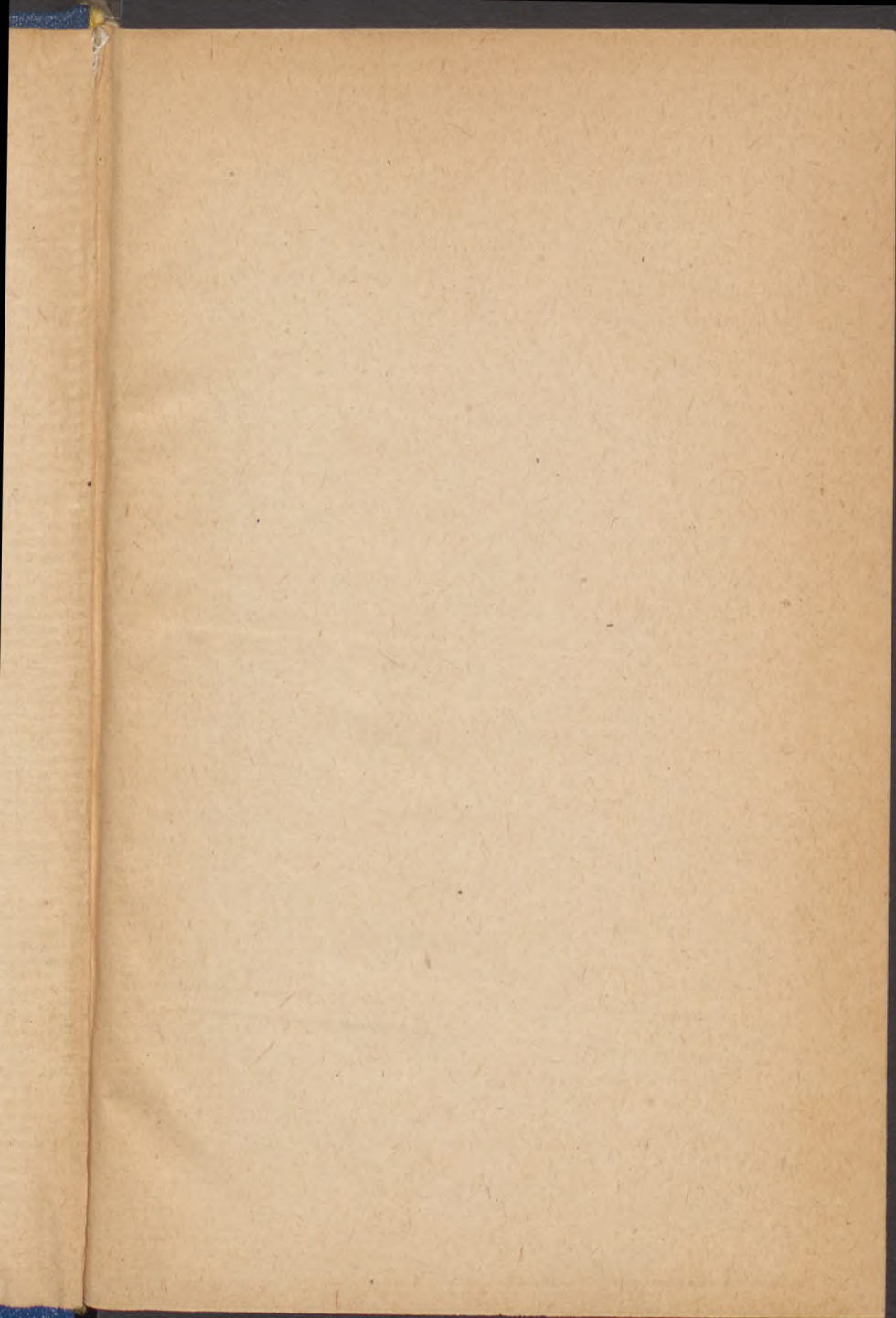


156.060





M

156060

157
ERNEST FLACHBARTH

HISTOIRE
DES
MINORITÉS
NATIONALES
EN
HONGRIE

HACHETTE ET C^{IE}

PARIS—CLERMONT-FERRAND

1944

reco
chèr
cert
l'Eta
Jose
indé
de l
l'em
le m
en r
publ
oppo
de r
host
ques
l'esp
peut
et ce
pas l
de le
de la
L
de l'I
orth
n'ava
offici
L'év
ont,
unive
un m
avec
libell

Flach

HISTOIRE
DES
MINORITÉS NATIONALES
EN
HONGRIE

PAR
ERNEST FLACHBARTH

HACHETTE ET C^{IE}
PARIS—CLERMONT-FERRAND

1944

*M. Ernest Flachbart est professeur de droit
international et de philosophie du droit,
directeur de l'Institut du droit des minorités
à l'Université de Debrecen*

156060



L
que le
de la
et des
slave
blie da
Nord s
régions
vallées
et à l'E
que l'A
le reste
Au XI
avec le
être pl
lation h
L'uniqu
grois h
les vall
grois
ancêtre
XI^e siè

LE MOYEN ÂGE

La philologie et l'histoire modernes enseignent que les Hongrois conquérants s'établirent aux confins de la montagne et de la plaine, à la lisière des forêts et des prairies où ils vinrent cohabiter avec une population slave (moravo-slave, slovène et bulgaro-slave) déjà établie dans ces contrées. Les conquérants se fixèrent au Nord sur le versant des montagnes, à l'Ouest dans les régions accidentées de la Transdanubie, au Sud dans les vallées et sur les plateaux des monts de Krassó-Szörény et à l'Est sur la périphérie du bassin des Carpathes, tandis que l'Alföld et le pays situé à l'Est du Danube ainsi que le reste de la Transylvanie étaient pour ainsi dire inhabités. Au XIII^e siècle cette population slave avait déjà fusionné avec les éléments hongrois, ce qui prouve qu'elle devait être plus faible sinon c'est elle qui aurait assimilé la population hongroise comme ce fut le cas pour les Bulgaro-Turcs. L'unique peuple slave qui ne se soit point assimilé aux Hongrois habitait dans la partie nord-ouest de la Hongrie dans les vallées de la Morava, de la Vág et du Garam. Les Hongrois ont occupé les territoires de ces Moravo-Slaves, ancêtres des Slovaques de l'Ouest le plus tard au XI^e siècle, époque à laquelle la défense de ces marches

fut confiée aux soldats hongrois, sicules, petchénègues et plus tard aux Comans.

L'extension des zones frontières (indagènes) et les donations de grandes propriétés, qui nécessitaient une nouvelle colonisation, modifièrent profondément l'aspect ethnographique du pays. Après l'établissement des chevaliers, des artisans et des commerçants ainsi que des paysans allemands vivant disséminés dans la campagne, une nouvelle vague, appartenant à la grande famille germanique, arriva et s'établit en Hongrie, vers le XIII^e siècle. Les colonies allemandes de Hongrie occidentale sont de date encore plus récente. Ce n'est qu'à cette époque que les Moravo-Slaves, les Polonais, les Russes, dont la fusion devait donner naissance aux dialectes de la Slovaquie centrale et de la Slovaquie orientale, se sont établis aux pieds du mont Tátra, dans l'actuelle Slovaquie orientale et centrale, dans les forêts de Zólyom (Silva de Zoliom) et de Szepes (Silva Scepus). Comme le faisait remarquer l'historien tchèque Chaloupecky, « l'histoire ancienne ne connaît pas de nation slovaque en tant qu'unité ethnique... Ce n'est qu'à partir du XIII^e siècle qu'on assiste à la formation des différents dialectes slovaques de la région des Monts Tátra, Mátra et Fáttra, idiomes les plus jeunes de toutes les langues slaves ». Le peuple slovaque qui résulta de la fusion de tous les éléments slaves ne s'est donc développé que plusieurs siècles après la conquête arpadienne. D'autre part, l'immigration des premiers Ruthènes dans la Subcarpathie actuelle ne date que du XIII^e siècle. Quant aux Roumains, d'après les sources historiques, ils ne se sont établis aux confins de la Transylvanie du Sud que vers cette même époque. La théorie de la continuité daco-roumaine est infirmée par le fait qu'il

y a très peu de dénominations géographiques de la Transylvanie qui tirent leur origine du roumain et que les cours d'eaux traversant au moins trois ou quatre communes ne portent point du tout des noms roumains. La langue et le peuple roumains sont originaires non point de Transylvanie et du Bas-Danube, mais des Balkans, de quelque part aux frontières de l'Albanie et de la Bulgarie. Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée par l'étymologie et par la syntaxe roumaines.

Malgré l'immigration des peuples à langue étrangère, mais de race apparentée aux Hongrois, tels les Petchénègues, les Comans, les Ouz et les Jazyges de même origine que les Alains, la population du pays — comme le fait remarquer l'historien Jules Szekfű — était constituée dans la proportion de 85 à 87% par des Hongrois.

Le peuple hongrois ramena de sa patrie primitive, des bords de la Mer Noire, des sentiments de tolérance envers les peuples d'autres langues et d'autres races que les siennes. Il avait emprunté ce trait de caractère aux fédérations de tribus auxquelles participaient des peuples divers et dont il devint d'abord membre, et, plus tard chef. Dans sa nouvelle patrie il a su associer la tolérance orientale à la tolérance chrétienne dont les manifestations les plus émouvantes sont les « Exhortations » de Saint Etienne (997—1038) adressées à son fils Emeric, décédé tout jeune. Voici ce que dit le grand roi de l'accueil et de l'hospitalité à accorder aux étrangers (de *acceptatione exterorum* et de *nutrimento hospitum*), sujet traité au VI^e chapitre des Exhortations : « Les immigrants venus de pays différents apportent avec eux des langues et des coutumes diverses, des connaissances et des armes différentes et tout cela donne de la grandeur et de l'éclat à la

cour royale et décourage la présomption des étrangers. Un royaume qui ne possède qu'une langue et qu'une façon de vivre est faible et fragile. Je t'ordonne donc, mon fils, de bien accueillir les étrangers et de les entretenir comme il faut pour qu'ils préfèrent vivre chez toi plutôt qu'ailleurs. » Les Exhortations, si elles n'ont pas été rédigées par Saint Etienne lui-même, ont cependant été suggérées par lui et la tradition hongroise les revêt d'une telle autorité que dans le *Corpus Juris Hungarici*, le recueil des lois hongroises, elles figurent en première place comme premier livre des Décrets de Saint Etienne. Il est indubitable que le VI^e chapitre — si l'on veut s'en tenir aux termes techniques modernes — révèle des traits communs avec le droit des étrangers plutôt qu'avec le droit des minorités. Il fait connaître les avantages que l'accueil des étrangers présente pour la cour, et réclame pour eux un traitement bienveillant et convenable. La supposition que dans « *nam regnum unius linguae uniusque moris imbecille et fragile est* » le « *regnum* » ne signifie pas le pays mais simplement la suite du roi, sa « famille », semble bien subtile. Etant donné que par « hôtes » (*hospites*) on entendait des habitants parlant une langue différente du peuple hospitalier, on a toute raison de supposer que ce passage des Exhortations — sans définir exactement la situation juridique des éléments ethniques étrangers aux Hongrois et sans leur accorder des privilèges, voire même l'autonomie — exhorte à un traitement juste et équitable des différentes nationalités établies dans le pays. « L'idée de Saint Etienne » dont on parle tant de nos jours, est simplement l'expression de ce principe.

Comment appliquait-on ce principe en Hongrie au moyen âge ? D'après certains historiens hongrois (Mályusz),

la royauté charismatique des XI^e et XII^e siècles s'efforça d'assimiler ces éléments ethniques étrangers qu'elle dissémina, sans leur accorder aucun privilège, sur tout le territoire de la Hongrie. Les appellations des localités terminées par Csehi, Némethi, Tóti etc. confirment cette opinion. La royauté féodale par contre rejeta l'assimilation et s'efforça de grouper les nationalités dans des agglomérations homogènes, organisées en unités juridiques et dotées de privilèges. Les rois de cette époque s'engagèrent dans cette politique pour soustraire ces groupements à l'emprise de l'oligarchie, pour assurer leur subordination directe au pouvoir royal, au point de vue administration, fiscalité et service militaire. Les privilèges qui leur étaient accordés n'allaient cependant point jusqu'à l'autonomie que les nationalités n'obtinrent que sous le régime des Ordres, au XV^e siècle. En face de cette thèse il y en a une autre (Szekfü), d'après laquelle, conformément aux idées qui prévalaient à cette époque, les populations non-hongroises bénéficiaient, au moyen âge, d'un traitement privilégié, d'une sorte d'autonomie — non point au sens moderne du mot — dont la caractéristique principale consiste dans le droit d'élire les fonctionnaires.

Il semble qu'au XIII^e siècle on n'ait pas instauré une nouvelle politique à l'égard des nationalités mais qu'on se soit contenté de continuer l'ancienne. Les recherches historiques n'ayant pas encore éclairci la situation juridique et sociale des populations allogènes de la Hongrie des XI^e et XII^e siècles, il est actuellement impossible de prendre définitivement position dans la discussion de ce problème. L'article 19 de la Bulle d'Or de l'année 1222, selon lequel les hôtes, à quelque nationalité (cuiusque nationis) qu'ils appartiennent, conservent les libertés qui

leur furent concédées auparavant, semble cependant contredire la théorie affirmant qu'au XIII^e siècle une nouvelle politique a été instaurée dans ce domaine. Les représentants des deux théories sont d'accord sur le point que dès le XI^e siècle les rois de Hongrie ont accordé l'unité juridique aux éléments étrangers, les avis ne sont divergents que sur le point de savoir si cette situation juridique était ou non l'autonomie. Avant de répondre à cette question esquissons brièvement la situation juridique des nationalités au moyen âge.

Nous ne nous occuperons pas dans le cadre de cette étude de la situation juridique des populations apparentées (Fétyénégues, Comans, Jazyges), ni des Sicules, peuple déjà hongrois avant la conquête arpadienne. Le *Diploma Andreanum* de l'an 1224, appelé par les Saxons « *Goldener Freibrief* », ouvre la série des documents historiques relatifs à la situation juridique des nationalités en Hongrie depuis le XIII^e siècle. Edicté par André II, il groupait les Saxons de la région de Nagyszeben en une unité territoriale (*unus sit populus*), transplantait les Sicules de ces régions dans d'autres endroits et proclamait solennellement que les seigneurs (*jobbagiones*) ne pouvaient acquérir des domaines en territoire saxon. Le roi nomma à la tête de ces territoires le comte de Nagyszeben qui exerçait la juridiction avec des juges élus par la population. Les Saxons élaient eux-mêmes leurs prêtres à qui ils payaient la dîme. Le territoire avait en outre son sceau particulier. Au XIV^e siècle, le territoire des Saxons, appelé *Királyföld* (terre du roi), se composait de sept districts (*Stühle*) dont l'administration judiciaire comprenait un « juge royal » nommé parmi les Saxons nobles (*gräven*) et des juges territoriaux (*judex terrestris*) élus par le peuple.

Comme le peuple était mécontent des juges royaux, le roi Mathias lui concéda le droit d'élire lui-même ses juges (1469). Cette organisation territoriale des sept districts a été ensuite étendue par le roi Mathias aux districts de Selyk, Medgyes (1486), puis au territoire de la Barcaság et de Beszterce. C'est ainsi que naquit « l'Universitas Saxonum » de Transylvanie. Cette dénomination de l'organisation administrative et judiciaire du territoire saxon remonte à 1497. Au cours du XV^e siècle, les Saxons ont conclu des unions avec les nobles hongrois et les Sicules. Dès lors les Saxons figurèrent à la Diète de Transylvanie comme unité distincte. C'est de cette époque que date le système des « trois nations » (tres nationes) qui va former la base de la constitution de la principauté transylvaine du XVI^e siècle. La dénomination de ce système est employée pour la première fois par l'Union de Segesvár en 1506.

En vertu d'une charte accordée par Etienne V en 1271, les Saxons de Szepes (Haute Hongrie) élisaient leur comte ou leur juge (comitem seu judicem) qui, avec l'officier royal, jugeait tous les litiges selon le droit et les coutumes de la province, exceptés les procès de peu d'importance qui relevaient de la compétence du comte. Les Saxons élisaient aussi librement leur prêtres qui de leur côté avaient le droit de prélever la dîme. Ces privilèges ne s'étendaient cependant qu'aux 24 villes et villages mentionnés dans les chartes de 1312 et de 1328 et non au territoire entier de Szepes habité par des Allemands. Onze des vingt-quatre villes ont par la suite été cédées par le roi Sigismond au roi de Pologne en 1412 et les autres, restées sous domination hongroise, furent réduites en villages à l'exception de

Lócse et de Késmárk, devenus villes libres royales. Par contre, dans les villes saxonnes de Transylvanie, l'autonomie croissait en étendue et en force.

Hors cette autonomie accordée aux Saxons de Transylvanie et de Szepes, de nombreuses villes de population allemande jouissaient également de divers privilèges. C'est un fait dont il faut évidemment tenir compte dans une étude de la situation juridique des Allemands en Hongrie au moyen âge. L'énumération de ces privilèges dépasserait toutefois les cadres de cette étude.

Les recherches historiques contemporaines relatives à la situation des Roumains au moyen âge nous apprennent que certains établissements roumains des XIV^e et XV^e siècles, situés à proximité des frontières, jouissaient d'une autonomie rappelant celle des comitats. Les districts de Déva et de Jófő par exemple jugeaient les affaires de faible importance. Dans les huit districts roumains des comitats de Krassó et de Temes, des juges élus participaient à la juridiction et dans celui de Hátszeg le tribunal se composait de 24, puis de 12 membres choisis parmi les « kenéz », les prêtres et les roturiers roumains. Dans le comitat de Máramaros les procès peu importants étaient tranchés par le voïvode roumain. Tous ces territoires autonomes rappellent donc les comitats des nobles hongrois et jouissaient d'une autonomie analogue à la leur. Ils étaient administrés par des « karajnok », « krajnik » ou « voïvode » dont la compétence était identique à celle des chefs de districts du comitat (szolgabíró).

L'autonomie restreinte des 9 villages ruthènes situés dans les domaines royaux de Munkács se développa au XIV^e siècle. Le chef appelé voïvode était élu pour un an par la population ruthène et son élection devait

être sanctionnée par le prévôt royal. La juridiction dans les cas de moindre importance relevait également de lui.

Fait remarquable, parmi les différentes populations non hongroises vivant sur le territoire de la Hongrie au moyen âge, les Slovaques étaient les seuls à ne jouir d'aucune autonomie. On ne possède aucun document prouvant qu'ils aient jamais soulevé des prétentions à ce sujet. Ceci s'explique par le fait que le peuple slovaque faisait déjà partie de la population du pays au temps où Saint Etienne organisa le territoire et qu'il a toujours partagé le sort du peuple hongrois. Aussi n'a-t-il eu aucune difficulté à s'adapter à l'organisation hongroise.

L'autonomie des Croates était plus étendue que celle des autres nationalités vivant dans le cadre de l'Etat hongrois proprement dit. Les Hongrois ont, dès la conquête du pays, occupé la plus grande partie du territoire situé entre la Drave et la Save, mais ils n'habitaient en groupements compacts que dans les parties orientales de cette région. La majorité de la population de ce territoire était composée de Slovènes qui comme les Slovaques se sont vite adaptés à l'administration et à la justice hongroises. La Slavonie, située au-delà de la Save jusqu'aux monts Kapella, jouissait d'une indépendance relative. Saint Ladislas étendit cependant sa domination en 1091 à ce pays et à la Croatie médievale. Ses successeurs ont placé à la tête de la Croatie et de la Slavonie un « ban » commun et les deux pays se sont joints à la Hongrie en tant que « pays associés » (*pars adnexa*). Durant tout le moyen âge ce territoire a joui aux points de vue administratif et judiciaire d'un statut particulier et a conservé ses propres coutumes.

Si nous entendons par autonomie le droit d'édicter ses propres lois, alors, outre la Croatie et la Slavonie, les Saxons de Transylvanie et de Szepes étaient également autonomes car ils vivaient suivant leurs statuts et leurs coutumes. Par contre, les territoires roumains de Transylvanie et le voïvodat ruthène de Bereg ne possédaient plus de statut spécial. Toutefois ils se gouvernaient par leurs propres organes, ils jouissaient donc d'une sorte d'autonomie, mais plus restreinte, d'une sorte de « selfgovernment ». Les Saxons de Transylvanie élisaient leurs juges et ceux de Szepes, dès le XIII^e siècle, leurs comtes ou juges. Cependant on ne peut pas parler d'une autonomie nationale au sens moderne du mot. La plus grande partie des Ruthènes de Hongrie vivaient en dehors du voïvodat de Bereg et la majorité des Roumains étaient établis en dehors des districts privilégiés. L'« Universitas Saxonum » s'étendit, à la fin du moyen âge, à presque tous les établissements saxons de la Transylvanie, mais la province saxonne de Szepes n'englobait qu'une minorité de la population allemande de ce territoire. Le reste de la population allemande de la Haute-Hongrie ne jouissait d'aucune sorte d'autonomie. Il appert de ce qui précède que, conformément à l'esprit particulariste du moyen âge, il n'y a que certaines parties de la population non-hongroise qui jouissaient de l'autonomie. Ce n'étaient point des considérations théoriques mais des principes pratiques d'administration qui déterminaient quels seraient les territoires habités par des nationalités disposant d'une autonomie et qui fixaient l'étendue de celle-ci.

L'autonomie toutefois ne formait point une cloison étanche entre les diverses populations et le reste des habi-

tar
lité
de
du
lég
« g
les
et
pri
ent
taie
qui
me
du
enc
hon
toir
nota
(XV
lang
fam
nell
auc
que
lus
le la
rédi
ne
groi
raie
dox
149

tants. Elle n'empêchait point les membres de ces nationalités d'accéder à la noblesse, qui d'après le Code Tripartite de Werbőczy (Livre II, titre 4) représentait au sens strict du mot le « *populus* », la nation participant au pouvoir législatif. Nous avons des preuves innombrables que les « *geréb* » (*gräven*) et les « *soltész* » allemands, les voïvodes et les « *kenéz* » slaves et roumains ont été élevés à la noblesse et qu'ils obtinrent même les plus hautes dignités. Les privilèges nobiliaires ont évidemment creusé un large fossé entre les anoblis et la communauté ethnique d'où ils sortaient, et ils les ont rapprochés de la population hongroise qui, en tant qu'élément constitutif de l'Etat, était plus fortement représentée dans la noblesse que la population totale du territoire. Les alliances matrimoniales favorisaient encore cette fusion et dans bien des cas l'anobli devenait hongrois même dans sa langue. Toutefois, dans les territoires de la Haute Hongrie, habités par des Slovaques, — notamment dans les territoires occupés par les Hussites (XV^e siècle) — les anoblis continuaient à parler leur langue non hongroise. Bien plus, il y avait même des familles de pure souche hongroise dont la langue maternelle n'était pas le hongrois. Ces faits n'avaient cependant aucune conséquence politique puisque chaque noble, quelle que fût sa langue maternelle, était membre du « *populus* » qui à la Diète, employait comme langue officielle le latin. Les lois et les livres scientifiques étaient également rédigés en latin. Parmi les classes inférieures non plus, la loi ne faisait aucune différence entre Hongrois et non-Hongrois. Au contraire même, certaines lois hongroises exonéraient les Serbes, les Ruthènes et les Roumains orthodoxes du paiement de la dîme (loi 4 de 1481, loi 45 de 1495).

Nous connaissons peu de cas où des conflits aient troublé la communauté de vie paisible entre les Hongrois et les diverses nationalités du pays. Tandis qu'en Bohême la révolution hussite était explicitement dirigée contre les Allemands et qu'en 1450 on expulsa de Wilno les instituteurs allemands, qu'en Saxe on interdit à la fin du XV^e siècle, sous peine de mort, l'usage de la langue wende (slave), en Hongrie deux différends infiniment moins graves furent soulevés pour des questions de nationalités. L'un remonte à 1438, date à laquelle les bourgeois hongrois de Bude se sont révoltés parce que leur chef avait été, lors de l'élection du roi Albert de Habsbourg, jeté par les Allemands dans le Danube. A cette occasion ils obtinrent que le maire serait alternativement choisi parmi les Hongrois et les Allemands, et que le conseil municipal se composerait désormais d'Allemands et de Hongrois par moitié. L'autre cas s'est produit en 1458 à Kolozsvár où les bourgeois hongrois ont obtenu les mêmes droits. Remarquons toutefois que, dans ces deux cas, les Hongrois se défendaient contre les empiètements allemands. Deutsch fournit d'ailleurs la preuve dans son « Histoire des Saxons en Transylvanie » que les Hongrois des autres villes étaient relégués à l'arrière plan par les Allemands. D'après lui, dans les couvents de Nagyszeben, les Allemands auraient été la majorité et à Segesvár les statuts de la ville n'auraient permis qu'aux Saxons d'habiter le bourg. A Brassó les Hongrois ne jouissaient de leurs droits publics que dans certaines limites. Dans d'autres villes saxonnes également ils ne parvinrent à l'égalité des droits qu'aux prix de luttes acharnées. Ces faits historiques prouvent mieux que tout la tolérance de la royauté hongroise envers les nationalités.

L
1526
plain
la D
A l'
de l
nord
la s
par u
temp
Slov
danu
sans
hong
natio

mod
niqu
bata
ridic
leurs
préc
Turc
main
orien
territ
s'étab
tale e

Flach

L'ÉPOQUE DE L'OCCUPATION OTTOMANE

Au lendemain de la désastreuse bataille de Mohács, en 1526, la Hongrie fut coupée en trois tronçons. La grande plaine hongroise et une partie de la région comprise entre la Drave et la Save passèrent sous la domination turque. A l'Est, la Transylvanie médiévale avec la partie orientale de l'Alföld et les régions situées aux pieds des Carpathes nord-orientales (« Partium ») devint une principauté sous la suzeraineté turque. Le reste du royaume, gouverné par un souverain commun avec l'Autriche, se réduisait, aux temps de la plus forte expansion de la domination turque, à la Slovaquie actuelle, à la partie occidentale de la Transdanubie et de la Slavonie du moyen âge et de la Croatie, sans la Dalmatie. La majeure partie des établissements hongrois du moyen âge étaient donc tombés sous la domination turque.

De ce grand changement politique résultèrent des modifications ethnographiques. Des territoires balkaniques envahis par l'Islam, les Serbes, déjà avant la bataille de Mohács, passèrent dans les régions méridionales de la Hongrie, augmentant le nombre de leurs frères de race réfugiés en Hongrie lors des précédentes invasions ottomanes. Fuyant devant les Turcs et l'oppression de leurs propres voïvodes, les Roumains se réfugièrent en Transylvanie et dans la partie orientale de l'Alföld. De nombreux Croates dont les territoires étaient également occupés par les Musulmans s'établirent dans la région frontière de la Hongrie occidentale et y fondèrent 180 communes. En Hongrie septentrio-

nale bon nombre de Hongrois s'établirent dans les villes auxquelles ils donnèrent un caractère hongrois plus prononcé. Mais à cette époque le sang hongrois coulait en abondance aux frontières ; la réforme et la contre-réforme, avec l'expulsion mutuelle des adeptes de l'une ou de l'autre religion, préparaient le déplacement plus au sud de la frontière linguistique hungaro-slovaque et hungaro-ruthène. Une autre conséquence ethnographique de l'occupation turque fut que des Valaques, population balkanique dont l'histoire raciale est plus ou moins incertaine, affluèrent dans la région située entre la Drave et la Save, par les Carpathes et par la Transdanubie en Haute Hongrie où ils fusionnèrent avec les Slovaques et les Ruthènes et augmentèrent la proportion des populations slaves au détriment des populations hongroises.

Ces changements ethnographiques ne modifièrent cependant pas la politique de la royauté hongroise à l'égard des nationalités. La situation juridique des nationalités privilégiées (Saxons de Szepes) et des pays annexés (Croatie, y comprises la Slavonie médiévale et la Slavonie moderne dont les frontières avaient été déplacées plus à l'Est) n'a point été modifiée. L'autonomie des Ruthènes de Bereg disparut complètement. Cette région tomba en effet à plusieurs reprises dans la sphère d'intérêts de la Transylvanie. Les nationalités nouvellement établies ne jouissaient d'aucun privilège et n'en réclamaient aucun. L'unique exception est une sorte d'autonomie (le statut des Vlach) accordée en 1630 et 1667, respectivement par Ferdinand II et Léopold I^{er}, aux Valaques établis en Croatie. En vertu de ces statuts la communauté des Vlach se composait de 3 districts à la tête desquels se trouvaient des chefs élus par les kenéz et les vieux (seniores) des villages vlach dont

l'élec
Vlach
dite
situa

jurid
const
des c
trans
libert
gions
catho
religi
consc
la cé
n'étai
de T
calvin
culte.

siècle
Le vo
Hong
de la
Si un
devai
étaient
princ
bien c
nation
Le cr
nelle
privil

l'élection était confirmée par le général. Par contre, les Vlachs vivant sur le territoire de la Hongrie proprement dite ne jouissaient pas de lois spéciales réglementant leur situation juridique.

Une des plus grandes œuvres du génie politique et juridique hongrois est, à cette époque, l'élaboration de la constitution de la Transylvanie, l'organisation du système des quatre religions et des trois nations. La principauté transylvaine, par la Diète de Torda de 1557, réalisa la liberté de conscience et assura le libre exercice des religions luthérienne, calviniste et unitaire à côté desquelles le catholicisme était le quatrième culte reconnu (*recepta religio*). Par cet acte, en ce qui concerne la liberté de conscience, la Transylvanie précédait de près d'un siècle la célèbre loi de Rhode Island. La religion orthodoxe n'était pas reconnue par la loi, mais, bien que les princes de Transylvanie eussent souhaité gagner les orthodoxes au calvinisme, ils n'entravaient en rien le libre exercice de ce culte. Le système des trois nations s'est formé au XV^e siècle de l'union des Hongrois, des Sicules et des Saxons. Le vote se faisait à la Diète par nations. Les parties de la Hongrie proprement dite se trouvant sous le gouvernement de la Transylvanie jouissaient également du droit de vote. Si une proposition était acceptée par trois votes, l'autre devait s'incliner. Les membres du conseil du prince étaient élus par les trois nations à proportion égale. En principe, les trois nations étaient dépositaires du pouvoir, bien qu'en réalité l'autorité du prince ait été absolue. Ces nations étaient donc des ordres, des corps de droit public. Le critère de la nationalité n'étaient pas la langue maternelle ou les sentiments nationaux, mais la participation aux privilèges de la nation.

Tandis qu'en Hongrie proprement dite la langue officielle était le latin, en Transylvanie les lois étaient depuis 1565 rédigées en hongrois et à la Diète on parlait le hongrois sans que les Saxons s'y soient opposés. Ceux-ci par contre faisaient librement usage de leur langue maternelle sur leurs territoires propres. Au XVI^e siècle, hors de l'« Universitas Saxonum », l'Eglise luthérienne devint la deuxième forteresse des Saxons. Après la réforme, toute la nation saxonne adhéra en effet au luthéranisme, tandis que les Hongrois de Transylvanie devenus protestants adhéraient en général au calvinisme et à l'unitarisme, de sorte que l'Eglise luthérienne fut la véritable Eglise nationale des Saxons. A cette époque également ces derniers vivaient, comme au moyen âge, suivant leurs coutumes juridiques propres.

La population roumaine, qui ne faisait pas partie de l'union des trois nations, n'avait aucune existence juridique en Transylvanie. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les Roumains établis dans cette région revendiquèrent le droit de former une quatrième nation. Cependant ceux qui avaient été élevés à la noblesse jouissaient des mêmes droits que les nobles hongrois. Ils étaient également membres de la « nation hongroise ».

3

L'ÉPOQUE DE LA GRANDE COLONISATION INTÉRIEURE

Après 1686 (reprise de Bude), la puissance ottomane se retira du bassin des Carpathes. Dès lors, Léopold I^{er}, roi de Hongrie et empereur du saint empire romain

germanique, étendit sa puissance sur tout le territoire de la Hongrie et de la Transylvanie à l'exception du Banat et de la Syrmie qui ne devaient être rattachés qu'en 1717. La Transylvanie cependant n'était point réincorporée au royaume de Hongrie ; en tant que principauté, puis grand-duché, elle fut gouvernée par des autorités et selon une législation particulières.

Le territoire libéré avait été tellement dévasté pendant les 150 ans de domination ottomane qu'il fallut le repeupler. Ce repeuplement, qui a duré plus d'un siècle, a amené dans l'Alföld (Grande Plaine Hongroise) des colons venant des différentes parties du pays et de l'étranger. L'Alföld se peupla en majeure partie de Hongrois, cependant des Slovaques de religion luthérienne et des Ruthènes abandonnèrent aussi volontiers leurs pays montagneux pour les landes hongroises. Les Slovaques ne se sont fixés en grand nombre que dans le comitat de Békés.

Les colons venus de l'étranger étaient surtout des Serbes, des Allemands et des Roumains. En 1690, environ 36.000 familles serbes vinrent dans la Bácska et dans le comitat Szerém. Ces Serbes qui, sous la conduite d'Arsène Tchernoevitch, patriarche d'Ipek, s'étaient joints à l'armée chrétienne en guerre contre les Musulmans, avaient dû s'enfuir devant l'invasion ottomane. Les Allemands étaient toutefois les colons les plus précieux au point de vue économique et culturel. Bien qu'une faible minorité de ces colons soit arrivée des territoires souabes de l'Allemagne, car la majorité était originaire des territoires franconiens et bavaro-autrichiens, la population hongroise les appela Souabes pour les différencier des Saxons médiévaux, dont l'appellation est également inexacte. Ils se sont établis

dans les comitats de Baranya, de Tolna, de la Bácska et du Banat. Il y avait même là des Français, venus d'Alsace, mais ceux-ci se sont vite germanisés. Les Bounievatz arrivés de la région de la rivière Buna en Bosnie et les Schokatz étaient des Slaves méridionaux catholiques qui se sont établis par essaims en Bácska et Baranya. Après la libération du Banat, ces territoires de l'est furent colonisés non seulement par des Roumains habitant à l'intérieur du bassin des Carpathes, mais également par ceux venant d'au-delà des Carpathes. Au XVIII^e siècle les voïvodes phanariotes de Moldavie et de Valachie plus encore que leurs prédécesseurs opprimèrent leur peuple, ce qui provoqua un exode des Roumains vers la Transylvanie. Une partie des immigrants prit le chemin du Banat, l'autre s'établit en Transylvanie où elle augmenta le nombre des Roumains déjà établis dans la région. Tandis qu'en 1700 il n'y avait encore que 250.000 Roumains en Transylvanie, en 1761—65 ce nombre atteignit 547.000.

Cet exode des populations ne fut pas sans influencer la configuration ethnographique des territoires libérés de l'occupation ottomane. La place des Hongrois affluant dans l'Alföld et celle des victimes des guerres de l'indépendance de Rákóczi fut prise par des Slovaques et des Ruthènes. L'afflux de la population rurale slovaque dans les villes, afflux qui avait déjà commencé à l'époque précédente, devint si intense que la proportion de la population allemande diminua. D'autre part, dans certaines régions la contre-réforme favorisa également la colonisation des Slovaques catholiques établis dans des localités allemandes luthériennes.

Quant à la situation juridique des nationalités, passées sous l'administration hongroise immédiatement après

l'occupation musulmane, elle resta inchangée. Les nationalités établies anciennement étaient contentes de leur sort ; les nouveaux venus ne réclamaient aucun privilège. Les Souabes, qui avaient abandonné la situation précaire qu'ils avaient en Allemagne pour chercher en Hongrie de meilleures conditions d'existence, ne songeaient pas encore à exiger des garanties juridiques pour la conservation de leur ethnie allemande. Les Roumains qui fuyaient la domination des Phanariotes y songeaient encore moins. Par contre, les Serbes, s'appuyant sur le diplôme de Léopold I^{er} de 1691, réclamaient la reconnaissance de leurs droits de nationalité. Cette lettre patente était, d'après les constatations de László Szalay, grand historien hongrois du XIX^e siècle, un mélange caractéristique du droit constitutionnel albanais reposant sur le « vladicat » et de l'ignorance des principes du gouvernement hongrois et civil. Elle autorisait en effet le peuple serbe de Tchernoyevitch à élire un métropolite de nationalité et de langue serbes (ex natione et lingua Rasciana) dont il dépendrait tant pour les affaires ecclésiastiques que temporelles. En même temps, Léopold I^{er} déclarait qu'il mettrait tout en œuvre pour reconduire le peuple serbe dans sa première patrie. En d'autres termes cela signifiait qu'il considérait l'établissement des Serbes en Hongrie comme provisoire. Or on n'est pas parvenu à refouler les musulmans de Serbie, les Serbes sont donc restés dans le pays et, pour les services qu'ils avaient rendus à la dynastie durant la Guerre de l'Indépendance de Rákóczi, ils ont obtenu de nouveaux privilèges. Une lettre patente de Joseph I^{er}, datée de 1707, reconnut le métropolite comme chef de la nation serbe (caput nationis). Ces privilèges furent confirmés en 1713. Les Serbes s'efforcèrent

dès lors d'étendre ces privilèges à l'ancienne population serbe de la Hongrie. Le patriarche de Karlovitz, après la liquidation du patriarcat d'Ipek, s'efforça d'obtenir, d'autre part, que les congrès réunis pour l'élection du chef suprême de l'église serbe prennent un caractère régulier et qu'ils soient constitués en corps de droit public.

La région frontière située entre la Save et le Maros a été peuplée par des Serbes qui ne dépendaient pas de l'administration hongroise mais du « Conseil de Guerre » de Vienne. A la suite du désir plusieurs fois exprimé de la Diète hongroise, les régiments de gardes frontières de la Tisza et du Maros ont été supprimés entre 1743 et 1751, à l'exception du bataillon de Titel qui n'a été dissous qu'en 1873. Une partie de la population serbe de ces régions prit du service dans le régiment de gardes frontières illyrien du Banat où l'administration civile n'a été remise en vigueur qu'en 1873. La population serbe de la zone affranchie n'était cependant point soumise sur tous les points à l'administration hongroise ; un comité spécial de la cour de Vienne gérait les affaires ecclésiastiques et scolaires, c'était la « députation de Transylvanie, du Banat et illyrienne », constituée en 1745. Elle devint ensuite (1755) la « députation illyrienne » et cessa d'exister en 1777. Le « Rescriptum Declaratorium Illyricae Nationis », édicté par Marie Thérèse, soumit à la chancellerie hongroise les affaires de la compétence du comité spécial et menaça de retirer au patriarche ses émoluments annuels s'il osait dans l'avenir se nommer « chef de la nation ». Ce décret régleme l'élection du patriarche et les conditions de la convocation du congrès électoral.

Le Banat, recouvré à la paix de Passarovitz de 1717, resta jusqu'en 1751 sous l'administration du Conseil de Guerre de Vienne. La Diète hongroise exigea ensuite que ce territoire fasse également retour à la Hongrie. Marie-Thérèse chercha une troisième solution. Elle fit partager le Banat en deux tronçons. L'administration de la partie septentrionale était assumée sous la présidence d'un général, par un gouvernement provincial siégeant à Temesvár dont l'activité fut jusqu'en 1755 surveillée successivement par la chancellerie de la cour de Vienne, puis par une commission spéciale. Dans la partie méridionale Marie-Thérèse fit organiser trois régiments dont un allemand, un serbe et un roumain. Ce territoire resta jusqu'en 1873 sous l'administration militaire. La partie septentrionale passa en 1778 sous l'administration civile hongroise. Toutefois la ville de Nagyikinda et ses environs, habités en majeure partie par des Serbes, furent déclarés district privilégié.

Comme on le voit, les régions de la Bácska et du Banat, habitées par les nationalités, ont été pendant des dizaines d'années, 150 ans même, soustraites à l'administration hongroise. La cour de Vienne à cette époque les exploita pour ses fins antihongroises et empêcha même l'établissement massif des Hongrois dans le Banat.

Nous devons également mentionner qu'en 1770, immédiatement avant le partage de la Pologne, les 13 villes du Szepes et les villes de Lubló, Podolin et Gnézda, formant le domaine de la couronne de Lubló, hypothéquées au XV^e siècle à la Pologne, sont revenues à la couronne de Hongrie. En 1778, Marie Thérèse les a organisées en municipalités indépendantes.

En Transylvanie le «Diploma Leopoldinum» de 1691 a confirmé le régime des cultes reconnus, de même que les droits de la Transylvanie et parmi eux ceux des Saxons et a déclaré que dans tous les postes administratifs, judiciaires et économiques on devait employer en premier lieu des Hongrois, des Sicules et des Saxons, sans distinction de religion, de sorte que le diplôme confirma indirectement le système des trois nations et réserva une place dans le conseil secret au juge royal (királybíró) de Nagyszeben qui, en vertu de la loi, était de nationalité saxonne. Bien que les Habsbourg n'aient pas modifié le système constitutionnel de la Transylvanie et que les Roumains aient continué de rester en marge de la constitution, l'union religieuse réalisée au début du XVIII^e siècle (conversion d'une partie des Roumains de religion orthodoxe au catholicisme tout en gardant le rite ancien) permit indirectement aux Roumains non nobles de jouer un certain rôle politique. La loi 6 de 1747 reconnut la religion uniate. L'évêque uniate devint en même temps membre de la Diète transylvaine. L'évêque de Fogaras, puis de Balázsfalva, Innocent Micu (Klein), d'origine allemande, réclama que la nationalité roumaine soit reconnue comme quatrième nationalité de Transylvanie. Toutefois ni les trois nations, ni la cour de Vienne n'étaient disposées à satisfaire à cette exigence. Etant donné que l'Eglise catholique entourait de plus de sollicitude la formation de ses prêtres que l'Eglise orthodoxe, les prêtres roumains formés dans les séminaires catholiques se trouvaient devant une immense tâche en ce qui concerne le relèvement du niveau culturel négligé de la population roumaine. La création de deux régiments de gardes frontières roumains (1762) contribua à l'amélioration de la

situation juridique d'une partie de la population de cette région. Elle permit aux Roumains de s'affranchir des liens de dépendance qui les unissaient à la ville saxonne de Beszterce.

Contrairement à l'avis soutenu par quelques-uns, le problème moderne des nationalités n'est pas né de la révolution française mais il existait déjà auparavant. Il est indubitable, d'autre part, qu'en Hongrie et en Transylvanie aucun conflit important ne troubla la bonne entente entre les Hongrois et les diverses nationalités. Les Saxons de Transylvanie, que Martin Opitz dénommait les « germanissimi germanorum », cherchaient souvent appui à la cour de Vienne contre les deux autres nationalités transylvaines. Mais ces agissements ressemblaient plutôt à une tactique politique tendant au renforcement de leur situation juridique sans pareille dans toute l'Europe. (Sur les 940.000 habitants que comptait en 1761—65 la Transylvanie, il n'y avait que 120.000 Saxons.) Les Saxons étaient liés aux Hongrois et aux Sicules par l'égalité juridique et par l'intérêt commun envers les Roumains. Pour atteindre leur but ils eurent recours à des procédés dont jamais ni Hongrois ni Sicules n'auraient usé. En 1776 par exemple, les Saxons du district de Szeben chassèrent la population de neuf communes en lui refusant le droit de cité, c'est-à-dire le droit de propriété et l'accès aux fonctions publiques. Ils aiment cependant la Transylvanie, leur patrie commune avec les Hongrois et les Sicules, que leur hymne national, né au début du XIX^e siècle, qualifie de « pays de bénédictions » (Land des Segens). Le soulèvement roumain de Hora et de Kloska, sous Joseph II, n'éclata point pour des raisons nationalistes, mais uniquement pour des raisons sociales. Les nobles et

les prélats roumains l'étouffèrent avec tout autant d'énergie que les Hongrois et les Saxons.

Pour mieux faire ressortir la bonne entente entre les nationalités en Hongrie proprement dite et la population hongroise, il convient de rappeler quelques exemples typiques. Un chant populaire slovaque du début du XVIII^e siècle invoque l'assistance de la Sainte Vierge « pour que la Hongrie, cette pomme d'or, ne périclite point, car ceux qui l'ont défendu (Rákóczi, Bercsényi) dorment déjà du sommeil éternel. » C'est Daniel Krman, le superintendant luthérien slovaque, alors pasteur à Zsolna, qui bénit les drapeaux de Rákóczi. Il fut son envoyé auprès de la cour de Suède. Peter Bod, l'auteur de l'« Athenas hongrois », première histoire de la littérature parue en 1766, désigne dans sa préface comme Hongrois les Saxons de Transylvanie et les Slovaques, « car, à l'étranger, ceux-ci se disent Hongrois ». D'après l'excellent historien slovaque Rapant, non seulement les Slovaques nobles, mais le peuple lui-même est pénétré d'une conscience hongroise. Au XVIII^e siècle, Mathias Bél, savant d'origine slovaque, écrit que les colons allemands adoptent des coutumes hongroises de leur propre gré et que les Souabes du comitat de Heves, récemment immigrés, sont froissés si on ne les prend pas pour des Hongrois. David Fröhlich, recteur du lycée de Késmárk, se nomme « Deutschungar » (1641). Les guerres de religion, menées côte à côte avec les protestants hongrois, le souvenir des galères où les pasteurs protestants hongrois, allemands et slovaques ont souffert en commun, le tribunal de sang du général Caraffa, institué au XVII^e siècle à Eperjes, ont établi une union si étroite entre les Hongrois et les Allemands de Szepes que depuis la guerre de l'indépendance

de
ho
cor
gre
pa
ch
Fr
loy
exi
me
gar
Zr
hén
à l
pet
au
qu
Pie
ne
hor
et f
la
Mu
exe
ple
hon

l'ex
ceu
le f
Hon
156

de Rákóczi ils participent à tous les mouvements politiques hongrois et apportent leur part de sacrifices à la cause commune. En effet, au début du XVIII^e siècle, Jacob Kray, greffier communal de la ville de Késmárk et Urban Czelder paient de leur vie leur fidélité au prince hongrois, champion de la liberté commune. Dans ses souvenirs François II Rákóczi établit le plus beau document du loyalisme des Ruthènes qui, même quarante ans après son exil volontaire, le considéraient comme leur seigneur. La meilleure justification de la communauté de sort hongaro-croate est l'histoire de la famille Zrinyi : Nicolas Zrinyi, ban de Croatie, tombe comme un des plus grands héros de la Chrétienté devant le château fort de Sziget, à la tête de ses preux hongrois et croates. Un de ses petit-fils Nicolas, homme d'Etat et poète hongrois, au XVII^e siècle immortalise dans une épopée remarquable le souvenir de son héroïque grand-père. Son frère, Pierre, l'illustre poète des Croates, paie de sa vie, à Wiener-neustadt, sa participation à la conjuration des seigneurs hongrois. Sa fille, Hélène, mère de François II Rákóczi et femme en seconde nocces d'Imre Thököly, autre héros de la liberté, défend avec un héroïsme viril la forteresse de Munkács contre les armées autrichiennes. Ces quelques exemples prouvent suffisamment que dans l'âme des peuples non-hongrois de cette époque l'idéal de la patrie hongroise était bien vivant.

A cette époque, comme au moyen âge, on ne constate l'existence que d'un seul conflit entre les intérêts hongrois et ceux d'une des nationalités. Et encore faut-il insister sur le fait que les intérêts des autres nationalités et ceux des Hongrois ont parfaitement concordé. La loi 62 de 1563 disposait que les nobles pouvaient acquérir des im-

mèbles dans les villes à condition de supporter les mêmes impôts et les mêmes charges publiques que les autres citoyens. La loi 13, votée avant le couronnement de 1608, ordonnait que dans toutes les villes libres les bourgmestres (*judices primarii*), les échevins (*senatores*) ainsi que les autres fonctionnaires devaient être choisis sans distinction de religion parmi les Hongrois, les Allemands et les Slaves. Les Hongrois et les Slovaques de Besztercebánya soulevèrent en 1751 une plainte devant la Diète parce que les Allemands les dépouillaient de leurs droits. Les municipalités à majorité allemande désavantageaient les Hongrois et entravaient l'exercice de leur droit de propriété et leur accès aux fonctions publiques. Il était donc tout naturel que la Diète les prît sous sa protection. Les lois hongroises de cette époque sont cependant de caractère défensif. Par contre en Bohême, en 1615, quelques années avant la bataille de la Montagne Blanche, on obligea, par mesure législative, tous les enfants à apprendre la langue tchèque et l'on fit dépendre de la connaissance de celle-ci leur droit de succession. En vertu de cette loi, les enfants parlant la langue tchèque avaient droit à un double part dans l'héritage de leur parents, tandis que ceux qui ne satisfaisaient pas à cette exigence ne pouvaient hériter que des biens en espèces. Les étrangers — dispose la loi tchèque — n'ont pas le droit d'habiter dans le pays et de bénéficier du droit de cité tant qu'ils n'ont pas appris la langue tchèque. Leurs descendants ne peuvent accéder aux emplois publics jusqu'à la troisième génération. Cette loi est particulièrement révélatrice du courant nationaliste du XVII^e siècle. Le nationalisme provoqua en Bohême une toute autre réaction qu'en Hongrie, où le législateur continua à écouter la sage voix de la modération.

ÉVOLUTION DES MOUVEMENTS NATIONALISTES MODERNES

Le problème des nationalités, en tant que facteur primordial, constitutif d'Etat, ne prend naissance que dans le tourbillon de la révolution française. Celle-ci, en effet, fit passer la souveraineté à la nation constituée par l'ensemble des citoyens. Contrairement à ce concept politique de la nation, Herder, Fichte, Arndt et d'autres romantiques allemands voient dans la nation une communauté ethnique et linguistique. A la question de savoir jusqu'où s'étendent les frontières de l'Allemagne, Arndt répond : «Soweit die deutsche Zunge klingt» (Jusqu'où résonne la langue allemande).

En Hongrie, le mouvement naquit au lendemain de la révolution française et se manifesta sous deux formes : Joseph II, souverain de l'absolutisme éclairé, voulut intégrer la Hongrie dans son empire, mais il mourut en 1790. Par la loi 10 de 1790-91, les Ordres hongrois déclarèrent que la Hongrie est un pays libre et qu'elle n'est point soumise à un Etat étranger. Elle a sa propre essence et sa constitution particulière, aussi le roi doit-il gouverner d'après les lois et les coutumes du pays. Etant donné que Joseph II avait voulu instituer l'allemand comme langue officielle, la loi 16 de 1790-91 stipula que la langue maternelle hongroise (native lingua hungarica) serait enseignée et approfondie dans les lycées, les académies, et les universités et qu'en conséquence les dites écoles emploieraient un professeur assistant pour le hongrois. La première loi est inspirée par l'idée de la nation politique, la seconde, par l'idée de la nation ethnique et linguistique.

Ces deux lois marquent un grand tournant dans l'histoire de la Hongrie. La cour de Vienne regarda d'un oeil méfiant cette manifestation de la conscience hongroise et chercha aussitôt à dresser les Serbes contre les Hongrois. Léopold II autorisa la convocation d'un congrès national serbe à Temesvár où il délégua le général Schmidfeld comme commissaire royal. Celui-ci accueillit avec sympathie la motion du congrès réclamant le détachement de la Hongrie d'un territoire propre à la nation serbe où l'on devait organiser les administrations de degré inférieur et l'institution d'une chancellerie illyrienne de la cour de Vienne. Ce dernier voeu ne manqua pas d'être exaucé. Cette chancellerie crut cependant que son devoir principal était de diffuser la langue allemande dans les milieux serbes et dans ce but elle créa des écoles « allemandes-illyriennes ». D'ailleurs cette institution fut de courte durée puisqu'elle fut dissoute par François I^{er} dès 1792 (loi 10). Les prétentions territoriales du congrès ne se réalisèrent pas non plus. Elles rencontrèrent, en effet, l'opposition des prélats et des Serbes modérés. Le leader du parti modéré, Sabbas Thököly, remarquait fort pertinemment qu'une telle situation ferait naître un Etat dans l'Etat. La loi 27 de 1791 fit cependant bénéficier les Serbes du droit de propriété et de l'accès aux fonctions publiques; elle les autorisait en même temps à pratiquer librement la religion orthodoxe et confirmait ceux de leurs privilèges qui n'étaient pas contraires à la constitution. Conformément à ces dispositions, la loi 10 de 1792 accorda au métropolitain et aux évêques orthodoxes le droit de suffrage à la Diète hongroise.

L'amitié séculaire hungaro-croate a été troublée par les lois qui prônaient l'emploi de la langue hongroise,

reconnaissaient les droits des protestants, et déclenchèrent les luttes politiques, suscitèrent même, chez certains délégués croates, l'idée de la séparation d'avec l'Etat hongrois, bien que tout récemment, à la mort de Joseph II, les Croates aient décidé de se lier par des liens indélébiles à la Hongrie et de se soumettre à la majorité de la Diète. Les Croates ont alors pris position contre l'emploi des langues hongroise et allemande et ont exigé le maintien du latin comme langue officielle. Ils refusèrent en même temps l'admission des protestants aux emplois publics. En s'engageant dans cette voie, les Croates se sont opposés aux idées de l'époque qui n'admettaient point de restrictions en matière de droit civil et qui étaient hostiles à l'usage d'une langue morte. Dans ces deux questions les Hongrois étaient les représentants de l'esprit nouveau. Les rapports hungaro-croates auraient peut-être évolué dans un tout autre sens si les Croates et certains délégués, dont la langue maternelle n'était pas le hongrois, avaient exigé, au lieu du latin, l'usage de leur propre langue, tout en reconnaissant la primauté de la langue hongroise familière à toutes les nationalités.

La loi 27 de 1790—91, reconnaissant l'égalité des droits de l'Eglise orthodoxe, était aussi à l'avantage des Roumains orthodoxes de Hongrie. Les Roumains de Transylvanie n'avaient pas renoncé au désir de se faire reconnaître officiellement comme quatrième nation de la Transylvanie. L'évêque uniate Bobb et l'évêque orthodoxe Adamovitch ont, sous le titre « Representatio et humillimae preces universae in Transylvania valachicae nationis etc. » adressé un memorandum à l'empereur. Le Saxon Eder le réédita avec ses annotations critiques sous le titre « Supplex libellus Valachorum » etc. Le memorandum demanda

que les expressions « toléré », « non reconnu », et « admis » soient supprimées dans les lois; que les Roumains soient reconnus comme quatrième nation; que l'égalité des droits soit accordée au clergé orthodoxe, aux nobles et au peuple, que l'on choisisse parmi les Roumains, proportionnellement à leur nombre, des fonctionnaires, des députés et des dignitaires de la cour; que l'on fasse usage pour les comitats, les districts, les régions et les villages à majorité roumaine, de dénominations roumaines et que dans les endroits mixtes, hungaro-roumains ou roumano-saxons, on puisse conjointement utiliser les deux dénominations à moins que ce ne soient des noms de cours d'eau ou des noms de châteaux. Les régiments de gardes frontières roumains demandaient également au roi la reconnaissance des Roumains comme quatrième nation. Au Conseil d'Etat de Vienne se fut le chancelier Kaunitz en personne qui déclara l'impossibilité de créer une quatrième nation en Transylvanie. D'autre part, ce n'étaient pas seulement les Hongrois et les Sicules qui s'opposaient à cette prétention, mais aussi les Saxons qui poursuivaient en matière de concitoyenneté une politique de temporisation et n'assuraient, par la loi 60 de 1791, que le libre exercice de la religion orthodoxe. Enfin Léopold II, par une ordonnance spéciale accordait aux Roumains le droit de remplir des fonctions publiques.

Les dissentiments qui ont surgi, à la Diète transylvaine, entre les Saxons et les deux autres nations, portaient le cachet d'un vrai mouvement nationaliste. En effet, pendant des siècles, les Saxons n'ont point protesté contre l'emploi de la langue hongroise à la Diète et dans la rédaction des lois, puis, tout d'un coup, ils déclarèrent ne vouloir prêter serment qu'en latin ou en allemand.

De
bour
natio
Jose
L'id
désa
des
vera
mem
que
char
tions
diat
lerie
égale
ment
rédig
C
mand
esprit
de la
enver
du p
tisme
le fai
raire
grois
au co
vers
la na
C
de Be

De leur côté, les Hongrois furent indignés de ce que le bourgmestre de Nagyszeben en tant que « consul de la nation saxonne » ne désapprouvât pas les décrets de Joseph II visant à la germanisation de la vie publique. L'idée d'union à la Hongrie fut aussi la cause du désaccord des Saxons. La Diète — avec l'assentiment des députés saxons — demandait seulement au souverain que la Transylvanie soit représentée par quatre membres à l'Assemblée du Couronnement hongroise, que la Hongrie et la Transylvanie aient un même grand chancelier, et qu'on organisât à la chancellerie des sections hongroise et transylvaine. Les Saxons ont immédiatement protesté contre la fusion des deux chancelleries et contre la réunion des deux pays. Ils protestèrent également contre le fait que l'administration gouvernementale demandait aux villes saxonnes des rapports rédigés en hongrois ou en latin.

Contrairement aux Saxons de Transylvanie, les Allemands de Hongrie étaient à cette époque animés d'un esprit de « patriotisme partiel ». Ils se sentaient citoyens de la patrie hongroise et avaient conscience de leur devoir envers la communauté. La seconde grande nationalité du pays, les Slovaques, étaient également imbus de patriotisme hongrois. Nous n'en donnerons pour preuve que le fait qu'Antoine Bernolák, fondateur de la langue littéraire slovaque, fut un partisan de la langue officielle hongroise. Bien que les relations ruthéno-russes, interrompues au cours du XVIII^e siècle, aient été renouées justement vers 1790, les Ruthènes s'identifiaient également avec la nation hongroise.

Contrairement aux intentions de l'auteur, la grammaire de Bernolák fraya la voie au réveil de la conscience nation-

nale slovaque dont la première manifestation a été la fondation, en 1801, à Pozsony, de l'Association Littéraire Slovaque. En 1824, Jean Kollár, pasteur luthérien de Pest, avait déjà écrit en langue tchèque son célèbre poème le « Slávy dcéra » (la Fille de la gloire), la première grande œuvre littéraire et l'apothéose du panslavisme. Ce panslavisme littéraire captivait une partie de la jeunesse slovaque luthérienne et en 1840, le comte Charles Zay, inspecteur de l'Eglise luthérienne, se vit obligé lors de la parution de l'almanach « Jitrenka », rédigé dans l'esprit panslaviste par la société secrète des étudiants du lycée de Lőcse, d'avertir le corps professoral qu'il ne tolérerait pas cette orientation panslaviste. Les Tchèques mettaient leur espoir dans les Slovaques dont ils attendaient le retour au slavisme abandonné sous l'influence de leurs voisins allemands. C'est avec joie qu'ils accueillirent la naissance du mouvement nationaliste slovaque. Le comte Léon Thun, le futur ministre autrichien de l'Instruction Publique, par une brochure parue en 1843, déclencha cette littérature polémique qui à elle seule suffirait à remplir des bibliothèques et qui formula des critiques peu méritées ou sans fondement au sujet de la politique du gouvernement hongrois à l'égard des nationalités. En opposition avec l'orientation tchèque de Kollár, le trio Štór, Hodža et Hurban, après 1840, sépare la langue slovaque du tchèque, et, contrairement à Bernolák, qui prit comme base de sa grammaire le dialecte slovaque occidental, le plus proche voisin du tchèque, il se basa sur le dialecte parlé au centre du pays slovaque. A la Diète hongroise, le représentant de ce groupe fut depuis 1847 Štúr qui s'était rapproché des conservateurs et du gouvernement Metternich-Kolowrat. Il adhéra au panslavisme culturel, mais son

pro
d'é
tiqu
pas
Dar
lors
l'ori
phil

man
dès
Tem
nan
élu,
pou
la ca
men
les
poéti
appr
péné
du s

vers
Kara
du p
entre
se h
il se
nant
djic
le di

programme national se contentait d'exiger la création d'écoles slovaques et la reconnaissance du droit linguistique. Les catholiques, en majorité des Slovaques, n'étaient pas attirés par ces mouvements politiques et littéraires. Dans l'évolution de la politique slovaque on observe dès lors trois facteurs constants: l'orientation tchéco-slovaque, l'orientation slovaque et l'orientation slovaque hungarophile.

Le mouvement politique, voire irrédentiste, serbe, manifesté déjà au XVIII^e siècle, s'est encore accentué dès 1791. Le ton radical qui dominait au congrès de Temesvár en est un indice connu. Il n'est donc pas étonnant que le métropolite Stratimirovitch, que l'on y avait élu, se soit adressé au ministre des affaires étrangères russe pour demander la réunion du comitat Szerém, c'est-à-dire la capitale de son diocèse, à la Serbie (1804). Le soulèvement serbe contre les Ottomans impressionna fortement les Serbes de Hongrie (1812). L'activité littéraire et poétique de Vouk Stefanovitch Karadjitch, écrivain fort apprécié, spécialement en Allemagne, est entièrement pénétrée de l'idéal grand-serbe. Il considérait tous les Slaves du sud, les Bulgares et les Croates, comme des Serbes.

L'illyrisme du croate Louis Gaj tendait également vers l'union des Slaves du sud. Cependant, tandis que Karadjitch se l'imaginait sous l'égide serbe, Gaj, imbu du panslavisme culturel, ne faisait point de distinction entre Serbes et Croates. Etant donné que son programme se heurtait au programme grand-serbe de Garachanin, il se serait contenté plus tard de la petite Illyrie comprenant la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie. Comme Karadjitch, Gaj admettait pour base de la langue croate moderne le dialecte de l'Herzégovine du sud et, à la place de l'ortho-

graphe se rapprochant du hongrois, il adopta l'orthographe tchèque.

En présence de la loi 8 de 1830, le premier pas vers la langue officielle hongroise, le comte Jean Draskovich émit dès 1832 l'idée de créer un Etat slave du sud catholique. La question linguistique a indubitablement contribué à l'exaspération des rapports hungaro-croates. La loi 8 de 1830 ne s'étendait qu'« intra fines regni Hungariae » à la Hongrie prise au sens restreint et ne s'appliquait ni à la Croatie ni à la Slavonie. Par contre la loi 3 de 1836, déclarant qu'à côté du texte latin des lois le texte hongrois était également « original et déterminant » donc authentique, ainsi que la disposition autorisant l'emploi de la langue hongroise à la cour d'appel, s'appliquait aussi à la Croatie. La conséquence pratique de cette loi était pourtant minime pour la Croatie. Elle signifiait tout simplement que les quelques Hongrois qui habitaient la Croatie pouvaient intenter des procès devant la Cour d'appel en langue hongroise. Bien que la loi linguistique suivante, la loi 6 de 1840, n'intéressât point du tout les pays associés, les délégués croates à la Diète de 1843—1844 reçurent comme instruction du « Sabor » de Zagreb de ne point parler en hongrois à la Diète hongroise. Lorsqu'un des députés croates se mit à parler en croate, la Diète, négligeant les formes, déclara que le hongrois était la langue unique des débats de la Diète et la loi 2 de 1844 donna à cette décision force de loi. Le parti illyrien exploita cette affaire pour une excitation anti-hongroise et empêcha par une terreur incroyable les gentilshommes croates de Turmező, à sentiments hungarophiles, d'exercer leur droit de vote. Les fautes commises des deux côtés firent le

jeu de l'illyrisme que Vienne ne cessait d'attiser. Gaj reçut en cadeau de la cour d'Autriche une bague précieuse, honneur qui n'avait été fait à aucun écrivain hongrois.

La réforme de la langue éveilla également la conscience nationale du peuple roumain. Les grammaires rédigées par Georges Sincai, Samuel Micu (Klein) et Pierre Maior déclarèrent la guerre aux caractères cyrilliques. Il est intéressant de relever que ces grammaires parurent à Bude avec l'appui des savants et des seigneurs hongrois tandis que les auteurs étaient critiqués par leurs propres évêques roumains. Ces trois philologues se firent les avocats d'une théorie sur la continuité daco-romaine que Maior exposa dans son « Istoria pentru inceputul... » (1812) et Sincai dans son « Cronica Romanilor ». Ils soutenaient que les Roumains étaient les descendants des Romains et des Daces restés en Transylvanie après le départ des légions romaines, et que, par conséquent, ils étaient des habitants autochtones. C'est sur cette base insoutenable que s'édifia l'idéologie du mouvement nationaliste roumain diffusé par la suite dans les deux principautés de Moldavie et de Valachie. En présence de cette thèse, il est inutile d'insister sur son inexactitude, que les recherches linguistiques et autres ont d'ailleurs suffisamment démontrée.

Le mouvement nationaliste roumain de Transylvanie était dirigé, en ce qui concerne la concitoyenneté (convivitas), contre les Saxons et aussi, en ce qui concerne l'introduction de la langue hongroise, contre les Hongrois. L'évêque orthodoxe Moga, en 1837, à la Diète transylvaine demanda protection pour les Roumains habitant le Királyföld (territoire saxon). Cette demande

fut réitérée en, 1842, en commun avec l'évêque uniате Lemény. Lorsque les députés hongrois demandèrent à la Diète de 1841—1842 la reconnaissance du hongrois comme langue officielle, Lemény protesta également.

Les Saxons s'opposèrent aussi au projet de loi linguistique de 1841. Remarquons pourtant que ce projet ne mettait aucune entrave à l'emploi de l'allemand dans les cadres de l'administration saxonne, qui pouvait d'ailleurs correspondre en latin avec le gouvernement (gubernium). Le désir de la Transylvanie de se voir réunir à la Hongrie accrut encore la nervosité des Saxons qui craignaient pour leur situation privilégiée.

Les Allemands de Hongrie n'ont pas seulement fusionné intimement avec les Hongrois, ils se sont encore montrés favorables à la diffusion de la langue hongroise. Quant aux Ruthènes il n'y avait chez eux aucune trace du « réveil national ».

Vers la moitié du XIX^e siècle le, problème des nationalités se trouvait déjà au premier plan de la politique hongroise et transylvaine. Le panslavisme, l'idée yougoslave et grande-roumaine, le « trialisme » et l'idée tchécoslovaque étaient en effervescence. Le gouvernement de Vienne, avec ses vues courtes, soutenait l'illyrisme, les Saxons et Štúr et ne songeait point qu'en affaiblissant les Hongrois il s'affaiblissait lui-même. Ceci inquiétait naturellement et à juste titre l'opinion publique hongroise, aussi s'explique-t-on qu'en même temps l'esprit radical ait pu se substituer à l'esprit modéré. Le représentant de la conception modérée était le comte Etienne Széchenyi, créateur de la Hongrie moderne, « le plus grand Hongrois » qui, dans son discours du 27 novembre 1842, prononcé à l'Académie des Sciences, attirait l'attention du public

sur le danger qu'une telle orientation présentait. François Deák, le « sage de la patrie », l'artisan du futur compromis austro-hongrois, était également du parti modéré. Mais l'opinion publique soutenait les radicaux conduits par le brillant orateur qu'était Louis Kossuth.

Si, avec le recul d'un siècle, nous devons rendre justice à Széchenyi, nous devons aussi reconnaître que certains leaders nationalistes ont largement contribué à envenimer le problème des nationalités. En méprisant les réalités politiques, ceux-ci contrairement aux idées modernes s'attachaient à la langue latine, et omettaient cependant de convaincre l'opinion publique hongroise que l'usage officiel des langues des nationalités n'était pas contraire aux intérêts de l'Etat, c'est pourquoi ils sont responsables de cette évolution de l'état de choses. La cour de Vienne a encouru une plus grande responsabilité encore, elle qui, conformément à l'ancienne devise « divide et impera », excita d'abord les Serbes contre les Hongrois et par ses intrigues innombrables parvint à jeter la discorde entre les Hongrois et les diverses nationalités.

5

LA GUERRE DE LA LIBERTÉ DE 1848—49

Sous l'influence de la Révolution de Paris de février 1848, le régime des Ordres fut aboli, les serfs furent affranchis et les rapports entre la Hongrie et l'Autriche évoluèrent vers une union personnelle.

Ces événements révolutionnaires déclenchèrent les différents mouvements nationalistes. Les Croates, à leur

congrès de Zagreb convoqué par Gaj, avaient adressé au souverain une pétition demandant l'union de la Croatie, de la Slavonie (y compris les trois comitats hongrois de l'Est), de la Dalmatie sous administration autrichienne, de Fiume rattaché à la Hongrie depuis le XVIII^e siècle en tant que « corpus separatum » et de la zone frontière de la Croatie. Tout en voulant maintenir les rapports formels avec la Hongrie, le congrès voulait un gouvernement croate indépendant du gouvernement hongrois. L'assemblée demanda que le colonel Joseph Jelačić soit nommé ban de Croatie. Sur la proposition de Kolowrat, celui-ci avait déjà été nommé ban et avait reçu comme mission d'empêcher tout rapprochement hongro-croate. Le « sabor » qu'il convoqua illégalement proclama la séparation de la Croatie et de la Hongrie et l'assujettissement direct de la Croatie à la Cour de Vienne. Le comte Batthyány, président du conseil hongrois, s'engagea à l'égard de Jelačić, qui, révoqué, avait obtenu son pardon de Vienne, à satisfaire à toutes les exigences croates. Les ministres Deák et Szemere furent chargés d'élaborer un projet de loi qui devait permettre aux Croates de constituer à Zagreb un gouvernement séparé, sauf pour les ministères de la Guerre, des Finances et du Commerce qui devaient rester communs aux deux pays. Pour ces portefeuilles on aurait également nommé des sous-secrétaires d'Etat croates. La langue officielle de la Croatie aurait été exclusivement le croate. Le 27 août 1848 le conseil des ministres hongrois se serait contenté d'un simple lien d'alliance si Fiume et ses côtes étaient restés à la Hongrie. Mais le 17 septembre, Jelačić franchit la Drave et marcha sur la capitale hongroise. Battu, il dut quitter le pays.

Les Serbes collaborèrent, en ces jours mouvementés, avec les Croates. Jelačić fut solennellement installé au pouvoir par le métropolite serbe Rajačić, lors d'un congrès serbo-croate. Le congrès national de Karlovitz exigeait que l'on retranchât du territoire de la Hongrie un voïvodat serbe comprenant le Banat, la Bácska et les comitats de Szerém et de Baranya (5 mai). Le même mois, le consul d'Autriche à Zagreb, en collaboration avec les agents du gouvernement serbe, fomenta une révolte ouverte à laquelle participaient environ 10 à 12.000 hommes de troupe serbes. Les rebelles massacrèrent, avec une cruauté inhumaine, les populations hongroise et souabe dont l'union s'est encore plus resserrée sous le coup de l'adversité commune. En été 1849, quelque temps avant la fin tragique de la Guerre de la Liberté, Georges Stratimirovitch, le chef suprême des Serbes, engagea des négociations avec le gouvernement hongrois. Celui-ci se montra disposé à déterminer la langue officielle des municipalités et des écoles, de l'Église et de l'état civil, sur la base de la majorité de la population, de créer au ministère de l'Instruction Publique une section spéciale pour les orthodoxes et d'instituer une chaire de théologie orthodoxe à l'Université de Budapest. Les intrigues du gouvernement de Belgrade et du consul d'Autriche ont fait échouer cet arrangement.

Le congrès populaire slovaque de Liptószentmiklós, (10 mai) convoqué par Štúr, Hurban et Hočžá, exprima en 12 points les revendications slovaques dont la principale réclamait que les Slovaques puissent disposer d'une assemblée nationale et qu'à l'intérieur des frontières ethniques le slovaque soit la langue officielle. Il

demandaient en outre de pouvoir faire usage de leur langue maternelle à la Diète, de fonder des écoles slovaques et une université slovaque, d'avoir un drapeau particulier et que la garde nationale soit commandée en langue slovaque. On ne parlait point du tout d'une séparation d'avec la Hongrie. Cependant au congrès slave de Prague, ouvert le 2 juin, Štúr espérait que la défaite hongroise apporterait « l'indépendance des populations slaves réunies par le Danube ». A Vienne on forma plus tard un Conseil National slovaque et le 19 septembre, quelques jours après l'irruption de Jelačić, les bandes hurbanistes pénétrèrent en Hongrie. L'entreprise échoua cependant. Les attaques suivantes, dirigées par des généraux autrichiens, eurent le même sort. L'attitude de la population slovaque vis-à-vis des hurbanistes était fort divisée. Parmi les 437.300 hommes de la garde nationale hongroise, le quart était formé par des Slovaques de Haute Hongrie et le quart des 15.545 soldats était également slovaque. Ce fait dit éloquemment les sentiments de la majorité de la population slovaque, qui ne cachait pas d'ailleurs ses sympathies pour la Guerre de la Liberté hongroise.

En Transylvanie, l'opinion publique hungaro-sicule exigeait la réunion avec la Hongrie que la Diète proclama le 30 mai. Les Roumains accueillirent d'abord la réunion avec sympathie, car elle réalisait la communauté politique avec leurs compatriotes habitant la Hongrie et cela raffermissait leur force. L'assemblée populaire de Balázsfalva (15 mai) demanda cependant l'ajournement de la réunion « jusqu'au moment où les Roumains formeraient une nation reconnue par la Constitution ». La décision de cette assemblée, rédigée en 16 points, demandait tout

d'abord que la nation roumaine « acquière, du point de vue politique, une indépendance nationale » et qu'elle soit représentée à la Diète proportionnellement au nombre de ses habitants, que les Roumains puissent accéder aux emplois dans l'administration, dans la justice et dans l'armée, qu'une assemblée nationale puisse être convoquée chaque année. On demandait en outre l'égalité de l'Église orthodoxe avec les autres églises de Transylvanie. L'assemblée populaire constitua un comité permanent qui devint dès lors un facteur décisif dans la politique roumaine. La loi sur la réunion a cependant été votée par le délégué roumain Bohecel et l'évêque uniate Lemény l'a également bénie. Mais l'opinion publique roumaine, sous la pression de l'agitation de Simon Barnuțiu, déclara la réunion illégale en alléguant que la nation roumaine n'avait pas été consultée. La Diète hongroise, élargie par les délégués transylvains, chercha à s'entendre avec les Roumains. Le baron Nicolas Wesselényi, remarquable homme politique transylvain, soumit un projet de loi à la Chambre Haute (24 août), proposant de réaliser l'égalité de l'Église orthodoxe et de l'Église uniate, l'emploi de la langue roumaine dans les écoles et dans les communes à majorité roumaine, la rédaction en hongrois et en roumain des procès-verbaux et des actes sous seing privé. La délégation envoyée pour discuter sur les détails de la réunion élaborait un projet qui assurait en plus aux Roumains l'emploi libre de leur langue maternelle, son usage à l'église et dans les écoles, aux conseils municipaux et communaux, la rédaction des lois en langues hongroise et roumaine, l'emploi de la langue roumaine dans la garde nationale, le droit pour tous les Roumains d'accéder à tous les postes

de l'administration, la délégation d'un avocat roumain près de chaque tribunal pour plaider la cause des Roumains sans ressources, la fondation à l'Université d'une chaire de langue et de littérature roumaines, l'indépendance des Roumains orthodoxes vis-à-vis du métropolitain serbe, la création au ministère de l'Instruction Publique d'une section spéciale dont la compétence s'étendrait à toutes les affaires ecclésiastiques et scolaires roumaines, etc. Ce projet très libéral ne parvint point devant le Parlement hongrois à cause des événements qui survinrent. Sous l'influence de l'affranchissement des serfs, des incidents éclatèrent, en effet, entre la garde nationale sicule et les paysans roumains qui pillaient les propriétés des seigneurs. La situation s'envenima au point que les députés roumains de Transylvanie quittèrent le Parlement hongrois tandis que ceux de Hongrie continuaient à y siéger. Le second congrès roumain de Balázsfalva, tenu après l'irruption de Jelačić, ne reconnut point le gouvernement hongrois et se soumit directement à l'empereur. Le commandant militaire autrichien de Nagyszeben attisait encore la discorde. Il se déclara l'unique gouvernement légal (18 octobre) et plaça l'évêque orthodoxe de Nagyszeben, Saguna, qui avait introduit à partir de la nouvelle année la langue hongroise dans le consistoire de son diocèse, devant l'alternative de se soumettre à lui ou bien de se laisser emprisonner. Saguna devint dès lors un instrument dévoué du gouvernement autrichien. L'évêque uniaste de Balázsfalva, Lemény, fut par contre destitué parce qu'il avait invité le peuple par une lettre pastorale à obéir au gouvernement et aux lois de Hongrie. Le commandant militaire confia aux Roumains, qu'il avait armés, le désarmement des troupes de volontaires et de la garde civile hongroises, d'où de nou-

vel
toi
gro
tain
obs
ma
stat
l'A
par
de
des
pré
nat
nal
ecc
toir
la c
sion
men
la p
mai
duc

Rus
et le
méta
du I
les a
Rou
Koss
les F
hong

velles échauffourées entre les deux partis. Après les victoires remportées par le commandant des troupes hongroises, le général Bem, sur Puchner, commandant militaire en chef, Saguna et le saxon Gottfried Müller, nonobstant l'opposition difficilement désarmée du comité roumain, appelèrent en Transylvanie le général russe Lüders, stationnant à Bucarest (31 décembre). Trois jours avant, l'Assemblée Populaire, convoquée par Puchner et présidée par Saguna, réclamait la réunion et la constitution en corps de droit public de tous les Roumains vivant sous le sceptre des Habsbourg. Sur la base de cette décision Saguna avait présenté à François Joseph I^{er}, à Olmütz, une « supplique nationale » demandant la convocation d'un Congrès national roumain, l'élection d'un chef national et d'un chef ecclésiastique pour tous les Roumains vivant sur le territoire de la monarchie, la constitution d'un sénat roumain, la convocation annuelle d'un congrès national pour la discussion des intérêts nationaux, une représentation au Parlement de Vienne proportionnelle au nombre des Roumains, la protection des intérêts roumains par un organisme roumain et l'acceptation par le souverain du titre de « grand duc des Roumains ».

Toutefois le Général Bem battit les Autrichiens et les Russes en Transylvanie et repoussa les rebelles roumains et leur chef Avram Iancu dans le Ércheegység (Montagne métallifère). Entre temps, Jean Dragoş, membre roumain du Parlement hongrois, obligé de fuir à Debrecen devant les armées autrichiennes, s'efforça d'intervenir entre les Roumains et les Hongrois et d'engager des négociations; Kossuth désirait en effet un arrangement pacifique avec les Roumains et Iancu. Il était prêt, tout en maintenant le hongrois comme langue officielle, à garantir aux Roumains

l'emploi de leur langue dans les écoles, à l'église et dans l'administration communale, il proposait d'autre part d'accorder des subsides aux écoles roumaines pour contribuer au relèvement du niveau de celles-ci. La publication en langue roumaine des lois et des décrets, l'égalité des droits du clergé orthodoxe et uniате, la liberté complète dans toutes leurs affaires ecclésiastiques, l'accession des Roumains à toutes les fonctions publiques, l'amnistie des rebelles à l'exception de Saguna; l'octroi de toutes ces faveurs aurait dû servir l'apaisement général. Mais un coup de main irréfléchi, exécuté sur la ville d'Abrudbánya par un officier hongrois, causa l'interruption des négociations. Les Roumains se crurent trahis et massacrèrent de nombreux Hongrois innocents ainsi que le député roumain Dragoş. Malgré cet incident tragique, Kossuth renoua bientôt ses négociations avec Iancu. Après que la révolution eût éclaté en Valachie, renversant le prince Bibescu, ce fut à Balcescu émigré de Bucarest que Kossuth confia la reprise des pourparlers. Iancu reçut Balcescu avec bienveillance et rédigea à l'intention de Kossuth un mémorandum dans lequel il s'engagea à préparer le peuple roumain à la paix. La médiation de Balcescu servit à la rédaction d'un projet de loi prévoyant que dans les comitats à population exclusivement roumaine la langue officielle serait le roumain, pour les procès-verbaux on emploierait parallèlement le hongrois et le roumain, dans les écoles l'enseignement se donnerait en roumain, les procès pourraient être intentés en roumain et les Roumains pourraient adresser en leur langue des requêtes aux autorités, les Roumains orthodoxes jouiraient d'une pleine liberté dans l'administration de leurs affaires ecclésiastiques et scolaires; au ministère de l'Instruction Publique on organiserait une

sect.
Bud
et le
gouv
main
scol
majo
roum
vern
roum
chier
avec
lachi
contr
aurai
roum

tude
Hong
par
Parle
retiré
nes,
assur
ment
cause
fried
pour
dant,
randu
Un é
fusill

Flach

section spéciale pour les orthodoxes, à l'Université de Budapest serait annexée une chaire de théologie orthodoxe et les écoles orthodoxes bénéficieraient des mêmes faveurs gouvernementales que les autres confessions. Les Roumains pourraient pour leurs affaires ecclésiastiques et scolaires convoquer des synodes et, dans les communes à majorité roumaine, la langue de la garde civile serait le roumain. Par un accord conclu le 15 juillet 1849, le gouvernement hongrois s'engagea à constituer une légion roumaine qui combattrait en Hongrie contre les Autrichiens et les Russes. Iancu recevrait le grade de général avec la mission d'attaquer les Russes dans la Petite Valachie. Mais un mois plus tard, l'armée hongroise était contrainte de déposer les armes à Világos et cet accord qui aurait pu avoir un effet décisif dans les rapports hungaroroumains devint caduc.

Les Saxons de Transylvanie eurent souvent une attitude semblable à celle des Roumains. La réunion avec la Hongrie fut acceptée par la majorité libérale conduite par Goos. Les délégués saxons siégeaient également au Parlement hongrois, mais dans la suite certains se sont retirés, à cause du rejet prétendu des exigences saxonnes, bien que le Parlement hongrois ait continué à leur assurer la libre élection du « comes ». Après le déclenchement de la Guerre de la Liberté, les Saxons prirent fait et cause pour Puchner et comme nous l'avons déjà vu, Gottfried Müller accompagna également Saguna à Bucarest pour appeler le général Lüders en Transylvanie. Cependant, l'opinion publique saxonne avait repoussé le mémorandum que Saguna avait présenté au souverain à Olmütz. Un épisode regrettable de la Guerre de Liberté a été la fusillade, sur ordre du tribunal de guerre hongrois (11 mai

1849), du pasteur luthérien saxon Etienne Louis Roth à la solde de Puchner, fait dont la littérature polémiste saxonne tient encore actuellement grief aux Hongrois. Les historiens saxons reconnaissent cependant avec une objectivité digne de louange la mansuétude et l'esprit de justice du Général Bem et des troupes hongroises de Transylvanie à l'égard de tous les vaincus. Il est également intéressant que ce fût le saxon Daniel Roth qui émit pour la première fois dans son ouvrage antiunioniste « Von der Union und nebenbei ein Wort über eine mögliche Daco-rumänische Monarchie unter Oesterreichs Krone » l'idée de l'union de la Moldavie, de la Valachie et de la Transylvanie et leur annexion à l'Autriche. Ce plan fut d'ailleurs défendu à la Diète de Francfort au nom du gouvernement révolutionnaire roumain par Ion Maioresco. C'est une conception analogue à celle émise par Popovici en 1905.

Contrairement aux Saxons de Transylvanie, les Allemands de Hongrie ont pris une part active à la Guerre de la Liberté aux côtés des Hongrois. Toute la population ruthène s'est auss' ralliée à la cause hongroise. La politique austro-slave d'Adolf Dobrianski peut être considérée comme l'entreprise isolée d'un homme qui veut arriver à tout prix. Les Roumains de Hongrie se sont également comporté loyalement et les députés ont honnêtement coopéré à la médiation entre le gouvernement et les Roumains de Transylvanie. Les nationalités moins importantes, tels les Vendes, les Bounievatz, les Schokatz et les Croates du Muraköz, épousèrent également la cause hongroise. A l'encontre des foules serbes, certaines personnalités marquantes ont héroïquement servi la cause hongroise. Il suffit de rappeler les noms du général Damjanich, qui a souffert le martyre à Arad et de Se-



bastien Vukovich, ministre de la justice, qui, après l'échec de la Guerre de la Liberté, a accompagné Kossuth dans l'exil.

On peut donc affirmer que dans cette période critique de l'histoire hongroise, la majorité des populations non hongroises de la Hongrie, prise au sens restreint, sont restées fidèles à la patrie. A l'exception d'une petite minorité de Slovaques, seuls les Serbes des régions méridionales, vivant à peine depuis un siècle et demi dans les cadres de l'Etat, se sont dressés contre la Hongrie. Le reste de la population a été emporté par l'élan révolutionnaire des Hongrois et de Louis Kossuth, élan qui força l'admiration de toute l'opinion publique libérale européenne. L'affranchissement des serfs renforça encore cette sympathie. Par contre, les populations roumaine et saxonne de la Transylvanie, tout récemment réunie à la Hongrie, luttèrent contre les Hongrois, l'une croyait ainsi sauver ses privilèges médiévaux, l'autre voulait se faire reconnaître comme quatrième nation alors que l'ancienne constitution transylvaine avait déjà perdu sa raison d'être. Dans cette lutte, c'était indubitablement la population hongroise qui représentait les conceptions modernes. La Croatie s'efforçait de transformer son ancienne autonomie en existence nationale; mais, au service des intérêts autrichiens, elle dépassa bientôt les bornes de ses aspirations et se dressa contre la Hongrie pour lui faire abandonner son nouvel ordre social. Il est évident que la Hongrie a dû se défendre contre ces prétentions. Les Serbes, les Roumains et les Saxons de Transylvanie, ainsi que les Slovaques hurbanistes, avaient lié leur sort à l'absolutisme autrichien, de sorte que cette lutte n'était pas menée contre « l'oppression hongroise » et « pour les droits des nationalités », mais elle

était plutôt le combat de l'absolutisme autrichien contre le constitutionnalisme hongrois.

Les exigences de ces nationalités étaient d'ailleurs inadmissibles. Le gouvernement hongrois ne pouvait pas plus accepter la séparation complète de la Croatie que la constitution d'un voïvodat serbe. L'« indépendance politique et nationale » des Roumains, esquissée dans la pétition que Saguna avait présentée à Olmütz, représentait l'application conjuguée des principes opposés de l'autonomie territoriale et personnelle. La frontière ethnique exigée par les Slovaques était irréalisable à cause du mélange des populations de Hongrie. C'étaient les excès des jeunes mouvements nationalistes qui discréditaient les revendications justifiées.

Le gouvernement hongrois s'est toutefois montré fort conciliant à l'égard des Croates et s'est efforcé dès le début de donner satisfaction aux Roumains. La loi du 21 juillet 1849, élaborée à la Diète de Szeged, était le fruit des négociations avec Iancu et Stratimirovich.

En vertu de celle-ci, aux assemblées des communes et des comitats, tout le monde avait le droit de prendre la parole dans sa langue maternelle. La langue des procès-verbaux était dans les communes celle de la majorité de la population et, dans les comitats, de la majorité des députés. A la Cour d'Assises également tout le monde pouvait employer sa langue maternelle. Aux écoles on enseignait dans la langue de la communauté ou dans celle de l'église et la langue de l'état civil et des églises était celle de la communauté religieuse. Chaque citoyen pouvait adresser des requêtes aux autorités en sa langue maternelle. Le synode orthodoxe réuni chaque année avait pleine liberté de décider en matière religieuse et scolaire; c'est le synode qui élisait l'évêque et c'est lui qui devait décider du maintien de l'union avec l'église serbe. L'Eglise orthodoxe et ses écoles jouissaient des mêmes avantages que les autres confessions, elle était autonome et gérât librement ses fonds, et la loi prévoyait la création à l'Université de Budapest d'une faculté de théologie. L'accès à tous les postes

et fo
pacit
reve
devai
gouv
ment

premi
l'emp
dans
naiss
accor
non
après
sans

à acc
tion
blém
défer

group
naux
tour
d'org
blerai
nation
autre
metta
et de
leurs
tout à
sa pa
tions

et fonctions publiques était uniquement conditionné par les capacités indépendamment de la nationalité et de la religion. Aux revendications présentées par les Roumains et les Serbes on devait donner satisfaction dans le plus bref délai soit par autorité gouvernementale, soit par un projet de loi à présenter au parlement hongrois.

Dans l'histoire du problème des nationalités, c'est la première fois qu'une loi réglementait avec tant de précision l'emploi des langues des nationalités. Celle-ci a été conçue dans le plus pur esprit libéral, c'est pourquoi tout en reconnaissant les Roumains et les Serbes comme nations elle accorda ces libertés à chaque individu en particulier et non point à la collectivité. Toutefois, quelques semaines après, l'échec de la Guerre de Liberté rendit cette loi sans objet.

Kossuth, émigré, alla encore plus loin dans les droits à accorder aux nationalités. Dans son projet de constitution de Koutaieh (1851), il projetait de résoudre le problème des nationalités de la manière suivante : pour la défense de leurs intérêts nationalistes, les nationalités se grouperaient en communes et les représentants communaux formeraient des associations cantonales qui à leur tour composeraient une association nationale chargée d'organiser la nationalité en question comme bon lui semblerait. Ces représentants pourraient se choisir des chefs nationaux qui s'appelleraient voïvodes, hospodars, ou autres, ils pourraient élaborer des statuts propres permettant d'organiser en toute liberté leur vie nationale et de favoriser leurs intérêts moraux et matériels suivant leurs aspirations nationales. Ces associations auraient été tout à fait indépendantes de l'Etat. L'Etat n'exigerait pour sa part qu'une seule chose : la publicité de leurs associations et la libre application des lois à tous les contrevenants.

Kossuth déclara que la nation présentait le même intérêt social que la religion. Il voulait favoriser « le développement national de la même façon que l'évolution religieuse » et voulait que l'on utilisât les mêmes procédés dans les problèmes de nationalités que lors de l'institution de l'autonomie ecclésiastique. Kossuth avait élaboré, sur le modèle de « l'Eglise libre dans l'Etat libre », le système de « nationalité libre dans l'Etat libre ». Il est intéressant de remarquer que le congrès minoritaire tenu à Genève en 1925 fit également le parallèle entre la liberté culturelle des minorités et la liberté religieuse.

6

L'ABSOLUTISME ET LE RÉGIME DU PROVISOIRE

La défaite de la lutte de l'Indépendance hongroise et l'incorporation de la Hongrie dans l'empire autrichien trahit toutefois les espérances des nationalités soulevées contre la Hongrie.

La charte impériale du 4 mars 1849, qui fut bientôt abrogée, avait déjà proclamé, antérieurement à la loi hongroise élaborée à Szeged, l'égalité des nationalités (Volksstämme), mais contrairement à la loi hongroise de Szeged elle n'avait pas concrètement réglementé les droits des « peuplades ». La Transylvanie et la Croatie avec la Slavonie, Fiume et le Muraköz, qui a de tout temps fait partie de la Hongrie, ont directement été soumis à Vienne en tant que pays de la Couronne (Kronland). Etant donné cependant

que
plus
zone
seil
chart
1850,
des R
ques
ration

C
impé
territo
vár »,
ments
de ce
introd
plus e
par d
du vo
lation
Allem
égaler

I
il est
de la
mais
l'adm
vaque
aspira
langu
avait
Hurb

que l'autonomie des pays de la Couronne était beaucoup plus restreinte que l'ancienne autonomie croate et que la zone frontière n'avait pas été rattachée à la Croatie, le conseil du Ban de Croatie refusa la promulgation de la charte de mars. Une lettre patente impériale, datée de 1850, a dissout le Sabor croate. Les aspirations territoriales des Roumains, des Saxons de Transylvanie et des Slovaques hurbanistes n'ont pas été non plus prises en considération.

Ce n'est que pour les Serbes qu'une lettre patente impériale, datée du 18 septembre 1849, a constitué un territoire propre, le « voïvodat serbe et le Banat de Temesvár », comprenant la Bácska, le Banat et deux arrondissements du comitat de Szerém. On plaça toutefois à la tête de ce territoire un chef autrichien (Landesschef) et l'on y introduisit comme langue administrative l'allemand. Qui plus est, les enseignes serbes durent même être remplacées par des inscriptions allemandes. Sur 1.436.000 habitants du voïvodat il y avait 436.000 Serbes, le reste de la population était formé par des Hongrois, des Roumains et des Allemands, de sorte que ces dispositions exaspérèrent également les Roumains.

La lettre patente impériale du 17 octobre 1849 avait, il est vrai, décrété qu'en Hongrie la langue de la majorité de la population serait considérée comme langue officielle, mais ce n'était que le prélude de la germanisation de l'administration. Dans les comitats septentrionaux, le slovaque, autorisé provisoirement, dut, contrairement aux aspirations hurbanistes, céder la place à la « bibliština », langue tchèque médiévale dans laquelle la bible de Králice avait été rédigée et que l'église luthérienne utilisait encore. Hurban et Štúr, en reconnaissance des services rendus à

l'Autriche furent placés sous la surveillance de la police. Le Roumain Iancu, pour avoir mené une campagne contre l'augmentation des charges fiscales, fut arrêté. On lui infligea un si mauvais traitement dans sa prison que « le roi de la montagne » en perdit la raison et c'est dans cet état qu'il parcourut les monts de Transylvanie. Le comité national roumain ainsi que les deux régiments de gardes frontières furent dissous et le journal des Roumains de Transylvanie, le « Gazeta de Transilvania », supprimé. Dans l'administration, les Roumains n'obtinrent que deux postes de sous-secrétaires d'arrondissements, alors que dans le Királyföld les Saxons les exclurent des écoles.

Les Saxons, même, furent fort déçus. *L'Universitas Saxonum* fut dissoute et il fut interdit aux Saxons d'appeler leur territoire « pays des Saxons ». La population saxonne détesta et méprisa les fonctionnaires étrangers venus de Galicie et de Bohême et fut blessée dans ses sentiments religieux du fait que le gouvernement absolutiste de Vienne essaya de leur imposer les cérémonies du culte catholique.

Le régime absolutiste du ministre Bach germanisa également les affaires scolaires. Il n'autorisa sur le territoire de la Hongrie, pris au sens restreint, que l'établissement de 3 lycées slovaques, un lycée hungaro-slovaque et un seul lycée roumain. Au lycée d'Ungvár on n'enseignait en langue russe que la religion, la littérature russe et l'histoire.

Aucune nationalité n'était satisfaite du nouveau système. Vers 1860, en plus des nationalités de la Hongrie proprement dite, les Saxons et Roumains de Transylvanie commencèrent à se rapprocher des Hongrois. De leur côté, les Allemands de Hongrie — malgré les efforts de germanisation du gouvernement — s'allièrent du point de

vue politique aux Hongrois. Sous l'influence des troupes russes, venues au secours des Autrichiens et des fonctionnaires tchèques du régime dit de Bach, le Ruthène, Alexandre Duchnovitch, essaya, par son activité littéraire et politique déployée d'abord en langue ruthène puis en vieux-slave proche du russe, puis, à la fin de sa vie, en langue russe, d'imprimer aux Ruthènes une orientation russophile. Ces efforts se sont toutefois heurtés à la résistance populaire. Ses confrères uniates, l'évêque de Munkács à leur tête, se sont ouvertement opposés à ses efforts.

Le diplôme d'octobre 1860 essaya de réorganiser l'empire Habsbourgeois sur la base des « individualités historico-politiques » de chaque pays de la Couronne. Le voïvodat serbe fut liquidé, ce que même les Serbes ne regrettèrent pas. Ceux-ci, en effet, avec Svetozar Miletič à leur tête, attendaient leur salut de l'indépendance de la Hongrie. Ils espéraient que le relèvement de la Hongrie amènerait l'affaiblissement de l'empire Habsbourgeois et qu'ils atteindraient ainsi plus facilement leurs buts irrédentistes. La ville de Fiume avait, dans une supplique à Sa Majesté, en date des 21 et 31 janvier 1861, demandé son rattachement à la Hongrie. Comme réponse à la supplique l'état de siège fut décrété. Lors des élections au sabor croate, 97% des électeurs de Fiume s'abstinrent de voter ou votèrent contre.

La lettre patente de février 1861 avait réuni à Vienne un grand conseil impérial pour tous les territoires de la monarchie. Toutefois ni la Hongrie et les Hongrois de Transylvanie, ni les Croates, ni les Serbes ne se firent représenter. En même temps le Souverain avait invité le sabor croate à communiquer au parlement hongrois ses

exigences relatives aux questions en suspens. La loi croate 42 de 1861 avait pris position en faveur de l'indépendance de la Croatie et exigé l'annexion de Fiume et du Muraköz à la Croatie. Sur la base du diplôme d'octobre, le comité délégué par le parlement hongrois, qui restait attaché aux lois votées en 1848, se réunit et élaborait un projet de loi relatif au problème des nationalités. Ce projet, conformément à la loi de Szeged de 1849 et à l'esprit libéral de l'époque, désirait assurer des droits aux nationalités non pas en tant que collectivités, mais à chaque individu. Ce projet servit de modèle à la loi hongroise sur les nationalités élaborée en 1868.

C'est à ce moment que les chefs slovaques anti-hongrois avaient présenté, d'abord au parlement hongrois puis à l'empereur, un mémorandum rédigé le 6 juin 1861 à Turócszentmárton. Ce mémorandum exigeait que l'individualité de la nation slovaque et ses droits linguistiques fussent garantis par des lois. Il exigeait en plus l'organisation du pays conformément aux frontières ethniques, et la création d'une province (okolie) slovaque distincte. Le mémorandum exigeait aussi que la langue officielle de ce territoire et des différents îlots fût le slovaque que l'on pourrait employer devant les autorités supérieures; en outre le mémorandum demandait l'organisation d'une cour d'appel slovaque et d'un tribunal slovaque statuant en matière de change, la modification des lois linguistiques hongroises, la rédaction des lois en langue slovaque, l'organisation de facultés slovaques de droit, la fondation d'une chaire universitaire slovaque, le subventionnement des associations culturelles slovaques par l'Etat hongrois, la fondation d'associations au bénéfice desquelles on pût organiser des quêtes. Ces exigences, il est vrai,

n'ont point été satisfaites par Vienne, mais les Slovaques rentrèrent de nouveau en grâce auprès de la cour qui les autorisa à fonder une association culturelle, le « Slovenská Matica », ainsi que les lycées slovaques de Nagyrőce et de Turócszentmárton. Le mémorandum de Turócszentmárton, cependant, aurait voulu organiser le territoire slovaque dans les cadres de l'Etat hongrois et il est caractéristique de l'état d'esprit d'alors que Hurban lui-même s'exclama ainsi dans un de ses poèmes écrits en 1861 : « Qui voudrait donc séparer ceux que Dieu même a unis, qui séparerait les Slovaques et les Hongrois ? Notre liberté, notre bonheur et notre malheur ne sont qu'un. Un même pays et un même roi nous ont unis pour toujours. » On peut en conclure que Hurban avait également tiré la leçon de l'expérience pénible de 1849.

Après le diplôme d'octobre, une partie des Saxons de Transylvanie désirait également l'union avec la Hongrie et lors du congrès de Gyulafehérvár, convoqué par le chancelier provisoire de Transylvanie en 1861, la majorité des représentants avaient adhéré à la proposition hongroise d'envoyer des députés transylvains au parlement de Budapest. Comme les Hongrois, les trois conseillers roumains de la chancellerie transylvaine avaient également déclaré que le diplôme d'octobre était illégal. Le diplôme cependant n'avait même pas satisfait Saguna, et l'opinion demandait que les droits de la nation roumaine fussent explicitement garantis, que l'on mît la langue roumaine sur le même plan que les deux autres langues ; bien plus, l'opinion publique réclamait la nomination d'un chancelier de Transylvanie de nationalité roumaine et la convocation d'un congrès national. Du côté hongrois on fit tout pour gagner les Roumains. C'est à cette époque que les Rou-

maines ont si bien pris pied dans l'administration de Transylvanie, que dans certains comitats les Hongrois ont partagé avec eux les postes de l'administration et que, sous le chancelier Nádasdy, on a introduit l'administration à trois langues. Le rapprochement social entre Hongrois et Roumains s'accroît également.

Les rapports hungaro-saxons et hungaro-roumains s'envenimèrent de nouveau au moment où les Saxons et les Roumains envoyèrent leurs représentants au conseil impérial constitué en vertu de la lettre patente de février. Les Saxons ne furent point satisfaits de l'esprit de ce conseil. Le Landtag de Nagyszeben, réuni en 1863—65, auquel les Hongrois à l'exception de trois députés ne participèrent pas, avait reconnu les Roumains comme quatrième nation ainsi que les religions orthodoxe et uniate. Un autre projet de loi accordait les mêmes prérogatives aux langues hongroise, allemande et roumaine dans l'administration publique, de sorte que les parties pouvaient toujours plaider dans une des trois langues. Les décisions judiciaires devaient être prononcées dans la langue de l'instance et les sentences pénales dans la langue de l'inculpé. La langue officielle des communes devait être établie par les conseils communaux et les autorités supérieures devaient correspondre en cette langue. En vertu de cette loi, c'est l'autorité qui subventionnait une école qui déterminait sa langue. Les registres de l'état civil devaient être tenus dans une des trois langues. Ce projet de loi avait préalablement été confirmé par le souverain, il n'a toutefois point été sanctionné, de sorte qu'il n'entra jamais en vigueur.

Les 18 années qui ont suivi l'échec de la guerre de l'indépendance hongroise ont prouvé que le gouvernement

de
le
ava
che
gue
solu
rais
Hor
loya
à l
tous
tout
cont
com
à l
n'au
étaie
était
l'Eu

men
(dua
pers
les
qui
souv
tion

de Vienne, comme dans le passé, était incapable de résoudre le problème des nationalités. Le mécontentement commun avait rapproché les Hongrois et ces nationalités et leurs chefs qui s'étaient dressés contre les Hongrois dans la guerre de l'indépendance. Si l'on ne put arriver à une solution satisfaisant tout le monde, il faut en chercher la raison dans les différences de principes existant entre les Hongrois et les nationalités. Les Hongrois s'efforçaient loyalement de satisfaire les nationalités et, conformément à l'esprit libéral de l'époque, d'assurer l'égalité de tous les citoyens devant la loi, et les droits linguistiques de toutes les nationalités. Les chefs des nationalités au contraire voulaient la reconnaissance des nationalités comme autant de personnes de droit public et aspiraient à l'autonomie territoriale. Ces exigences n'ont pas et n'auraient pu être satisfaites par les Hongrois car elles étaient en opposition avec l'esprit libéral dont la Hongrie était un des pionniers les plus enthousiastes de toute l'Europe.

7

LES LOIS SUR LES NATIONALITÉS

Le Compromis austro-hongrois de l'année 1867 réglementa sur la base de l'égalité entre l'Autriche et la Hongrie (dualisme) les rapports entre les deux pays. En plus de la personne du souverain, ce n'était que la défense extérieure, les affaires étrangères et les finances concernant celles-ci qui étaient communes. Dans toutes les autres matières la souveraineté de la Hongrie était complète. Par l'organisation du Honvéd royal hongrois et de l'armée territoriale,

la Hongrie disposait même en droit d'une partie de la force armée. Tandis que la langue de commandement de ces troupes était le hongrois (en Croatie et en Slavonie le croate), celle de l'armée commune et des ministères communs de la guerre, des affaires étrangères et des finances restait l'allemand. La réunion de la Transylvanie à la Hongrie a été confirmée par la loi 43 de 1868.

La loi 30 de la même année réglementa les rapports entre la Hongrie et la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie sur la base de l'autonomie. Ce territoire autonome comprenait également la zone frontière croate; toutefois cette zone n'a été réellement rattachée à celle-ci qu'en 1871 et 1881. La Dalmatie par contre n'a jamais été effectivement rattachée et resta sous administration autrichienne jusqu'en 1918. En ce qui concerne la ville de Fiume, son autonomie fut réglée par des négociations entre les délégués du parlement hongrois, du « sabor » croato-slavono-dalmate et ceux de la ville de Fiume. Toutefois, le Compromis, accepté par les délégués du parlement hongrois et de Fiume, ne satisfait pas les délégués croates et c'est pour trancher la difficulté que le roi par un décret du 28 juillet 1870 ordonna que Fiume dépendrait sur tous les points de l'administration du Gouverneur et du ministère hongrois.

La situation des nationalités en Hongrie, prise au sens restreint du mot (Transylvanie comprise, mais sans la Croatie), a été réglementée par la loi 44 de 1868.

Les déclarations du préambule de la loi définissent que tous les citoyens de la Hongrie forment aussi une nation en vertu des principes fondamentaux de la constitution: la nation hongroise, unie et indivisible, dont tous les citoyens à quelque nationalité qu'ils appartiennent sont les membres égaux. Du principe de l'égalité il ressort que pour l'accès à n'importe quelle

charge publique la nationalité du candidat ne peut constituer un obstacle, au contraire, le gouvernement veillera à ce que, dans le pays, comme magistrats, fonctionnaires administratifs et surtout préfets de comitat, soient employés autant que possible des personnes de différentes nationalités entièrement versées dans les langues respectives et possédant les aptitudes requises. (art. 27.)

En raison de l'unité politique du pays la langue de l'Etat est le hongrois. C'est la langue du Parlement (art. 1^{er}), toutefois les députés de la Croatie-Slavonie-Dalmatie peuvent se servir, aux débats parlementaires communs hungaro-croato-slavons, de leur propre langue maternelle (art. 29.). Les lois s'édicteent en hongrois, mais seront publiées également en traduction authentique dans la langue de chacune des autres nationalités. La langue officielle du gouvernement dans toutes les branches de l'administration centrale est le hongrois. (art. 1^{er}.) La langue officielle de tous les tribunaux nommés par le gouvernement est exclusivement le hongrois. (art. 13.) L'usage de la langue des nationalités devant la justice est réglementé comme suit : tout habitant du pays, dans les cas où sans l'intervention d'un avocat il fait usage du recours judiciaire, peut employer sa propre langue maternelle devant sa propre justice de paix ; devant d'autres justices de paix, la langue dans laquelle sont expédiées les affaires ou rédigés les procès-verbaux dans la commune en question ; devant son propre tribunal d'arrondissement, la langue de gestion ou des procès-verbaux de sa propre commune ; devant d'autres tribunaux, la langue des procès-verbaux du comitat auquel appartient le tribunal en question. (art. 7.) Dans ces cas le juge statuera dans la langue de la pétition ou demande (art. 8.). Les tribunaux de première instance sont obligés de publier et délivrer avis, décision ou jugement du tribunal d'appel à chaque partie dans la même langue que celle de la demande, pour autant que cette langue figure parmi les langues de gestion des tribunaux ou rédaction des procès-verbaux du comitat (art. 12.).

La loi accorde des droits plus larges encore dans les affaires qui relèvent des autorités administratives et ecclésiastiques. Tous les citoyens peuvent présenter dans leur langue maternelle leurs demandes à leur propre commune, à leur autorité ecclésiastique, à leur comitat et aux organes de celui-ci et au gouvernement. Dans leurs demandes à d'autres communes, comitats ou organes, ils peuvent employer la langue officielle de l'Etat ou la langue ou l'une des langues où se rédigent les procès-verbaux de ladite commune ou dudit comitat (art. 23). Dans les assemblées communales et ecclésiastiques, ceux qui ont droit à la parole peuvent employer librement leur langue maternelle (art. 24). Les as-

semblées communales choisissent elles-mêmes la langue des procès-verbaux et de la gestion. Le procès-verbal doit également être rédigé dans la langue exigée par un cinquième des membres admis au vote (art. 20). Les fonctionnaires communaux, dans leurs rapports avec les habitants de la commune, sont tenus de se servir de la langue de ces derniers (art. 21). La commune, dans ses actes adressés à son propre comitat, aux organes de celui-ci et au gouvernement, peut employer la langue officielle de l'Etat ou sa propre langue de gestion; dans ses actes adressés à d'autres comitats et aux organes de ceux-ci, la langue officielle de l'Etat ou l'une des langues de procès-verbal du comitat (art. 22). Les procès-verbaux des conseils municipaux sont dressés dans la langue officielle; mais ils peuvent être, en outre, dressés dans toute langue qu'au moins un cinquième des membres désire employer comme langue de procès-verbal (art. 2). Aux séances des conseils municipaux, tous ceux qui ont droit à la parole peuvent s'exprimer soit en hongrois soit dans leur propre langue maternelle, si celle-ci n'est pas le hongrois (art. 3). Dans les pièces adressées au gouvernement, les comitats emploient la langue officielle de l'Etat, mais ils peuvent également faire usage de n'importe quelle langue utilisée pour les procès-verbaux. Dans la correspondance entre les comitats, ceux-ci peuvent employer soit la langue de l'Etat soit l'une des langues des procès-verbaux du comitat destinataire (art. 4). Sur le territoire de leurs propres comitats, les fonctionnaires administratifs, dans leurs rapports officiels avec les communes, corporations, sociétés, institutions et particuliers, emploient autant que possible la langue de ces derniers (art. 6).

Les communautés ecclésiastiques peuvent, sans porter atteinte aux droits légaux de leurs autorités hiérarchiques, choisir à leur gré la langue employée pour la tenue des registres de l'état civil et l'expédition des affaires ecclésiastiques ainsi que — dans la limite de la loi sur l'instruction publique — la langue d'enseignement dans les écoles (art. 14). Les corps et les autorités ecclésiastiques supérieures fixent elles-mêmes leur langue de délibération, de procès-verbal, de gestion et de rapport avec les communes ecclésiastiques. Si celle-ci n'est pas la langue officielle de l'Etat, les procès-verbaux, au point de vue du contrôle de l'Etat, doivent être présentés également en traduction authentique dans la langue officielle de l'Etat. Si différentes Eglises et autorités ecclésiastiques supérieures sont en relations mutuelles, elles se servent de la langue officielle de l'Etat ou de la langue de l'Eglise avec laquelle elles sont en relations. (art. 15). Les autorités ecclésiastiques supérieures et suprêmes peuvent, dans leurs actes

adre
gesti
actes
l'Et
cong
à-vis
ploye
gesti
verba

ecclé
Dans
de la
de l'
autan
quelc
leur
jusqu
Sur l
instit
des ch
Tout
comm
d'inst
supér
pour
de l'
partic
en co
agir e
bler u
de l'E
Les
établi
La la
fonda

1868,
proje
nalité
d'une

Flach

adressés au gouvernement, se servir, à la fois, de leur langue de gestion ou de procès-verbal et de la langue officielle; dans leurs actes adressés aux comitats et à leurs organes, de la langue de l'Etat ou, s'il y a plusieurs langues de procès-verbal, de l'une quelconque d'entre elles; les communes ecclésiastiques peuvent, vis-à-vis du gouvernement de l'Etat et de leur propre comitat, employer la langue officielle de l'Etat ou leur propre langue de gestion; vis-à-vis d'autres autorités, l'une des langues de procès-verbal des autorités en question (art. 16).

Quant à la langue scolaire, la loi dispose que les communes ecclésiastiques peuvent choisir la langue d'enseignement (art. 14). Dans les établissements d'instruction publique de l'Etat, le choix de la langue d'enseignement appartient au ressort du Ministre de l'Instruction publique, mais celui-ci est obligé de pourvoir autant que possible à ce que les citoyens vivant en groupes, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, puissent s'instruire dans leur langue maternelle à proximité de leur domicile, et cela jusqu'au degré où commence l'enseignement supérieur (art. 17). Sur les territoires où l'on emploie plus d'une langue on doit instituer dans les écoles secondaires et supérieures de l'Etat des chaires de littérature pour toutes les langues utilisées (art. 18). Tout citoyen de n'importe quelle nationalité, ainsi que les communes, Eglises, communautés ecclésiastiques, ont le droit d'instituer des établissements scolaires de degrés secondaire et supérieur. Dans ce but et pour l'installation d'établissements pour le développement de la langue, de l'art, de la science, de l'agriculture, de l'industrie, du commerce ou autres, les particuliers peuvent, sous le contrôle prescrit de l'Etat, se grouper en corps ou en sociétés et, ainsi groupés, émettre des statuts, agir en vertu des règles approuvées par le gouvernement, rassembler un fonds financier et le gérer, sous le contrôle également de l'Etat, conformément aux besoins légitimes des nationalités. Les établissements ainsi créés sont égaux en droit avec les établissements de l'Etat de même degré et de nature analogue. La langue des institutions et sociétés privées est fixée par les fondateurs.

Le point de départ de la loi sur les nationalités de 1868, semblablement à la loi de Szeged de 1849 et au projet de loi de 1861, n'est point la conception des nationalités en tant que collectivités mais en tant qu'individus, d'une façon individualiste. Aussi, comme le fait remarquer

bien pertinemment Louis Eisenmann, que l'on ne peut certainement pas accuser de favoriser les Hongrois, cette loi a été « une loi très libérale » animée « d'un esprit vraiment large et d'un sincère désir de justice. » On a souvent reproché à la Hongrie l'introduction de cette loi qui — comme nous l'avons vu — avait proclamé que tous les citoyens, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, forment l'unité hongroise indivise. Plusieurs en tiraient en effet la conclusion que la loi sur les nationalités ne reconnaissait comme nation que les Hongrois pris au sens ethnique, c'est-à-dire les Magyars, tandis que les autres éléments ethniques étaient mis au rang de minorités. Cette opinion largement diffusée ne tenait pas compte du fait que les auteurs de la loi 44 de 1868, François Deák et le baron Joseph Eötvös, disciples généreux des doctrines libérales, visaient l'idée de nation admise en France et dans les pays occidentaux. Cette idée, — contrairement à celle établie par Herder et adoptée par les Allemands et les Slaves, et différente de celle proclamée par Mancini — n'entend point par « nation » des hommes appartenant à une même communauté ethnique ou raciale, mais la somme de tous les citoyens de l'Etat. L'idée de la nation hongroise « une et indivisible » analogue à la conception de « république une et indivisible » comprend tous les citoyens puisque la loi dit explicitement que toutes les nationalités sont membres de la nation. On ne doit point interpréter le mot « nationalité » comme exprimant quelque chose d'inférieur. Aux termes de la loi, les Magyars sont en effet également une nationalité. Ceci est fort explicitement déclaré dans le premier article : « les lois s'édicte en hongrois, mais seront publiées également en traduction authentique dans la langue de chacune des autres natio-

nalité
les
diffé
gyar
natio

la ba
a exp
natio
de 18
doxe
rang
La lo
a rec
rouma
siastic
ment,
gérer,
à ces
ressor
métro
Roum
rables

C
royale
les re
qui r
orthod
l'Églis
cerne
de lo
75 re

nalités du pays. » L'expression « dans la langue de toutes les autres nationalités » signifie qu'il s'agit des langues différentes du hongrois (magyar) et que le hongrois (magyar) est également une langue de nationalité, celle de la nationalité hongroise (magyare).

Bien que la loi sur les nationalités ait été élaborée sur la base de l'individualisme, le législateur hongrois de 1868 a explicitement reconnu la collectivité de certaines nationalités. Il faut en tout premier lieu mentionner la loi 9 de 1868 qui avait reconnu l'égalité du métropolitain orthodoxe roumain au métropolitain serbe et la promotion au rang d'archevêché de l'évêché uniato de Transylvanie. La loi, tout en maintenant le droit de contrôle suprême, a reconnu aux fidèles des deux métropolitains serbe et roumain le droit d'administrer leurs organisations ecclésiastiques et scolaires aux congrès convoqués périodiquement, à condition d'en aviser préalablement le roi et de gérer, par leurs propres organes, selon les statuts élaborés à ces congrès et approuvés par le roi, toutes les affaires ressortissant à ces domaines. Les autonomies assurées aux métropolitains englobant tous les Serbes et la majorité des Roumains de Hongrie étaient indubitablement très favorables aux Serbes et Roumains, bénéficiaires de ces droits.

Conformément à cette loi, ce sont les ordonnances royales des années 1868, 1871, 1875 et 1911 sanctionnant les résolutions du congrès de Karlovitz de l'année 1865 qui règlementèrent l'organisation de l'Eglise nationale orthodoxe serbe. En vertu de quoi les membres de l'Eglise métropolitaine étaient représentés, en ce qui concerne leurs affaires scolaires, religieuses et les affaires de leurs fondations, par le congrès composé de 75 représentants parmi lesquels 25 appartenaient au

clergé et cinquante aux laïcs. Ont droit à prendre part aux élections de ces derniers tous les fidèles qui, selon le règlement de leur communauté religieuse, sont autorisés à élire les représentants des communautés. Le Président du congrès, qui se réunit tous les trois ans, est l'archevêque de Karlovitz (métropolitaine-patriarche). Il entre dans les attributions du congrès de régler les questions relatives aux cures, aux archipresbytérats, aux diocèses, aux communautés religieuses, aux autorités métropolitaines et diocésaines, aux congrès et réunions diocésaines, aux établissements confessionnels d'enseignement et à leur système d'enseignement. Le congrès s'occupe des biens ecclésiastiques, des fondations, de la réglementation des couvents, il fixe les sommes à affecter aux fins culturelles et ecclésiastiques et décide de l'établissement des fonds ecclésiastiques, des institutions, des couvents, etc. . . . L'élection du patriarche par le congrès est validée par le roi. L'organe d'exécution du congrès est un comité composé de 4 représentants du clergé et de 5 représentants des laïcs, se réunissant quatre fois par an. L'un des fonctionnaires principaux de l'Eglise nationale est le rapporteur des affaires scolaires choisi par le congrès et validé par le roi. Il exerce une surveillance directe sur toutes les écoles primaires et complémentaires serbes, ainsi que sur les établissements d'enseignement supérieur et les institutions d'éducation générale, subventionnés par les fonds nationaux. Les six suffragants de l'Eglise métropolitaine sont élus par le Synode épiscopal et validés par le roi. Les organismes administratifs des diocèses sont les représentants diocésains et le Comité administratif diocésain. L'organe représentatif du diocèse est composé de l'archevêque, de l'évêque, d'archi-

prêtre
serbes
représ
qui so
césain
sant
de m
de l'a
élus p
ecclés
Serbe
forme
exerce
les m
munat
élisen
scolai
Le co
exercé
dence
des é
Contr
du G
évêch
écoles
les bi
F
mont
or. E
d'Eta
C
maine

prêtres, du rapporteur diocésain des écoles primaires serbes, des représentants des écoles, et de plusieurs représentants dont le nombre varie selon les diocèses et qui sont élus par le clergé et les laïcs. L'assemblée diocésaine élit le comité administratif diocésain se composant de deux tiers de membres séculiers et d'un tiers de membres ecclésiastiques, choisis parmi les membres de l'assemblée de la communauté. Les archiprêtres sont élus par les prêtres et les représentants des communautés ecclésiastiques appartenant à l'archipresbytérat. Tous les Serbes grecs-orthodoxes de la communauté ecclésiastique forment une communauté scolaire dont le comité local exerce une surveillance sur toutes les écoles serbes; tous les membres de cette communauté sont élus par la communauté ecclésiastique. Toutes les communautés scolaires élisent elles-mêmes leurs instituteurs. Le comité scolaire diocésain exerce un contrôle sur ces écoles. Le contrôle suprême sur les écoles primaires serbes est exercé par le conseil scolaire national qui, sous la présidence du métropolite, se compose du rapporteur principal des écoles primaires et de 6 membres élus par le congrès. Contre ses décisions il faut se pourvoir en appel auprès du Gouvernement. Les propriétés du métropolite, des évêchés, des diverses communautés ecclésiastiques, des écoles et des couvents ainsi que des fondations composent les biens nationaux de l'Eglise.

En 1905, selon Juga, la fortune totale de l'Eglise se montait environ à la somme de 98 millions de couronnes or. En 1918, le gouvernement lui accordait une subvention d'Etat de 400.000 couronnes.

Ce n'est qu'en 1865 que l'Eglise orthodoxe roumaine se libéra de l'autorité du patriarche et du synode

de Karlovitz. L'ordonnance royale de 1869 réglementa son organisation qui ressemble beaucoup à celle de l'Eglise nationale serbe. Là, le congrès (Synode métropolitain) se compose de 30 représentants du clergé et de 60 des laïcs. Chaque diocèse envoie respectivement 10 et 20 représentants. En dehors de la réglementation de toutes les affaires ecclésiastiques, scolaires et de fondation, l'élection du métropolite et du président du consistoire métropolitain entre dans ses attributions. Le congrès qui élit les métropolites se compose de 40 membres réguliers et de 80 séculiers, dont la moitié se compote des représentants de la communauté religieuse archi-épiscopale et l'autre moitié de ceux de la communauté épiscopale.

Le consistoire métropolitain composé du métropolite, des évêques et des assesseurs élus par le congrès, se divise en trois conseils : conseils ecclésiastique, scolaire et administratif. Là, les évêques ne sont pas choisis par le synode épiscopal qui valide seulement leur élection mais par le synode diocésain. Le nombre des évêques suffragants est de deux. Le synode diocésain a, en dehors de l'évêque et du président, 20 membres ecclésiastiques et 40 séculiers. Le consistoire diocésain règle les affaires ecclésiastiques, scolaires et d'administration diocésaine et se divise aussi en trois conseils dont les membres sont élus par le synode diocésain. Les organismes de l'archipresbytérat sont : le siège archipresbytéral, le synode, le comité et l'administration. Le synode et le comité archipresbytéral élisant l'archiprêtre se composent de deux tiers de membres séculiers et d'un tiers de membres ecclésiastiques. Les prêtres sont élus par le synode paroissial dont tous les fidèles majeurs sont membres. C'est dans le sein du

syno
char
et a

leva
tat u

est
a la
arch
des
doub
prof
hiéra
selon
évêq
ortho
élisen
l'évêq
en F
sur d
testar
soit p
les S
saient
nomi
tiques
organ
ractér
conse
scolai
étend

synode paroissial que les choisit le comité paroissial chargé de la gestion des affaires ecclésiastiques, scolaires et administratives de la communauté religieuse.

La fortune de l'Eglise nationale orthodoxe roumaine s'élevait à 12 millions de couronnes. En 1918 elle reçut de l'Etat une subvention de 9 millions deux cent mille couronnes.

L'organisation des deux Eglises orthodoxes de Hongrie est unique dans le monde orthodoxe. L'élément séculier a la prépondérance sur l'élément régulier; les prêtres, les archiprêtres et même les métropolites sont nommés par des corporations dans lesquelles l'élément séculier est le double de l'élément régulier. Cet organisme s'écarte donc profondément des principes d'organisation de l'Eglise hiérarchique et césaro-papiste. En Roumanie par exemple, selon la loi roumaine de 1872, ce sont les métropolites, les évêques et les archimandrites, d'une part, les membres orthodoxes de la chambre et du Sénat, d'autre part, qui élisent les métropolites; les prêtres sont nommés par l'évêque en accord avec le Ministre des Cultes. Par contre en Hongrie l'organisation de l'Eglise orthodoxe repose sur des bases démocratiques comme celle de l'Eglise protestante, bien que l'influence de l'élément ecclésiastique soit plus grande que dans cette dernière. Il en résulte que les Serbes Orthodoxes et Roumains de Hongrie jouissaient d'une autonomie très étendue, véritable autonomie nationale, car, en dehors des affaires ecclésiastiques, elle s'étend aussi aux affaires scolaires, avec un organisme spécial d'enseignement. L'organe le plus caractéristique de cette autonomie est, chez les Serbes, le conseil national scolaire, et, chez les Roumains, le conseil scolaire métropolitain. En autorisant ces autonomies étendues, la législation et le gouvernement hongrois ont

fait preuve de la plus grande tolérance vis-à-vis des Serbes et des Roumains.

Tandis que ces autonomies, s'appliquant à tout Serbe ou Roumain orthodoxe habitant le pays, reposaient sur le principe de la personnalité, la loi 30 de 1868 accordait aux Croates, que la loi sur les nationalités avait reconnus comme « nation distincte », une autonomie territoriale fort large. Cette autonomie, tant pour la législation que pour le gouvernement, s'étendait à toute la Croatie—Slavonie—Dalmatie. Les organes de l'autonomie étaient la diète croato-slavono-dalmate (sabor) et le ban, nommé par le roi sur la proposition et avec le contreseing du président du conseil hongrois, et responsable devant le sabor. Le ministre sans portefeuille croato-slavono-dalmate du gouvernement central assurait la liaison avec le gouvernement autonome, il avait droit de vote au conseil des ministres du gouvernement commun (gouvernement hongrois) et était responsable devant le parlement commun (hongrois). Le territoire autonome envoyait 40 membres de sa diète à la Chambre des Députés hongroise et 3 à la Chambre Haute. Le gouvernement central devait nommer les fonctionnaires de ses départements croato-slavons, ainsi que ses organes dans les pays associés, parmi les habitants de ceux-ci. Sur le territoire de la Croatie-Slavonie la langue officielle des fonctionnaires du gouvernement central tout comme celle du gouvernement autonome était uniquement le croate. Les députés de la Croatie-Slavonie avaient le droit d'employer au parlement hongrois la langue croate. Les pétitions provenant du territoire autonome devaient être admises et expédiées en langue croate. La Croatie pouvait, à l'intérieur de ses frontières, employer drapeau et armes surmontés de la Sainte

Couronne de Hongrie. En vertu de la loi 41 de 1868 les étendards des Honvéds en Croatie et Slavonie portaient les couleurs croates.

La situation de la ville de Fiume, peuplée en majeure partie d'Italiens, a été réglementée par le décret royal du 28 juillet 1870. D'après celui-ci et d'après les statuts de 1872, la compétence de la délégation municipale s'étendait à la création, réglementation et surveillance des organes de l'administration municipale, à la gestion économique et financière de la fortune communale, à la sauvegarde des intérêts et au développement de la prospérité de la ville et de son district par l'essor des institutions municipales, à la représentation de la commune en tant que corps juridique, enfin à la discussion des problèmes du pays et de droit public, à la manifestation de son opinion au sujet de ces problèmes, à la communication de celle-ci à d'autres municipalités et au gouvernement ou au corps législatif. Dans les questions échappant à l'autonomie municipale, c'était au gouverneur qu'incombait de servir de médiateur entre la ville et le gouvernement. Le gouverneur, en tant que chef de l'administration, présidait les élections communales et les assemblées générales. Dans les affaires ressortissant à l'administration autonome, le gouvernement confiait l'exercice de ses droits au gouverneur qui était en même temps le chef de l'administration maritime sur le littoral hongro-croate ainsi que le président de l'autorité royale maritime de Fiume. Tant dans l'administration que dans la justice, la langue officielle était l'italien. En vertu du décret 3.870/1871 I. M., l'italien était la langue officielle du tribunal royal de Fiume et ce n'est que dans les affaires de droit maritime qu'il était permis d'utiliser la langue croate.

D'autre part aux décisions judiciaires rédigées en langue italienne on devait annexer une traduction officielle en croate. Par contre les tribunaux d'appel devaient joindre aux décisions prononcées dans les affaires de Fiume une traduction italienne officielle (art. 27).

Les règles juridiques hongroises qui viennent d'être exposées permettent de conclure qu'à l'exception de la Suisse il n'y a pas d'Etat du continent européen qui ait réglementé d'une façon plus favorable que la Hongrie la situation juridique des nationalités.

Une fraction des nationalités ne se contentait toutefois pas de sa situation juridique avantageuse. Les Croates se refusaient à reconnaître la loi 30 de 1868 votée par le parlement hongrois et la loi croate 1 de 1868 correspondant à cette loi hongroise, parce qu'ils considéraient le décret électoral en vertu duquel le sabor croate avait été constitué et avait voté le Compromis hungaro-croate à une majorité écrasante — 69 voix contre 4 — comme une solution forcée. Les partis nationalistes roumain, serbe, saxon, slovaque et ruthène n'étaient pas satisfaits non plus de la loi de 1868 sur les nationalités, parce que le parlement hongrois l'avait acceptée à la place du projet élaboré par Alexandre Mocsonyi et soutenu par les partis nationalistes. Ce projet désirait faire reconnaître toutes les nationalités, y compris les Hongrois, comme « nations du royaume » et garantir l'égalité de leurs droits politiques, nationaux et linguistiques. En vertu de ce projet, les nationalités auraient joui du droit de hisser à l'occasion des fêtes nationales, à côté du drapeau hongrois, leurs propres drapeaux à elles. La langue officielle des comitats, des arrondissements et des communes aurait été la langue de la majorité locale, et la deuxième langue officielle, celle des minorités impor-

tantes. Les partis nationalistes proposaient que chacune des nationalités soit représentée à la Chambre Haute, au gouvernement central, aux tribunaux supérieurs et aux fonctions municipales, proportionnellement à son importance, que chaque député ait le droit de faire usage au parlement de sa langue maternelle, que les lois et les décrets soient communiqués aux autorités intéressées dans leur langue propre, que les écoles non-hongroises jouissent des mêmes subventions que les écoles hongroises, que le droit soit enseigné aux universités dans la langue des nationalités, que chacun puisse subir ses examens dans sa langue maternelle et que, dans les régions où les nationalités constituent une majorité, soient créées des facultés de droit où les cours se donnent dans la langue même de ces nationalités. Entre ces deux conceptions, la différence de principe apparaît de nouveau. C'est la question de savoir qui jouirait de ces droits : l'individu ou la collectivité.

Bien que les leaders roumains, serbes, slovaques et saxons aient lancé des attaques passionnées contre la loi sur les nationalités, les hommes d'Etat hongrois ont déjà, par l'interprétation fort large de la loi, donné la preuve de la sollicitude avec laquelle ils s'attachaient à la solution basée sur l'égalité complète des nationalités. François Deák, chef du parti gouvernemental lors de la discussion de l'affaire du théâtre serbe d'Újvidék, a déclaré, par exemple, qu'il fallait assurer pour le développement culturel des nationalités les subsides nécessaires à moins de ne pas concourir non plus aux frais des institutions hongroises analogues. Au sujet du lycée serbe d'Újvidék, il a affirmé d'autre part « qu'il serait difficile de relever le niveau culturel général si les lycées n'enseignaient pas pour la plupart dans la langue de la population de la région. » Cette ob-

jectivité bienveillante des hommes d'Etat hongrois n'a cependant pas été appréciée par les nationalités de sorte que sous la présidence du conseil de Coloman Tisza (1875—1890), la politique hongroise poursuivie en matière de nationalités dut prendre un aspect plus énergique.

8

LE GOUVERNEMENT COLOMAN TISZA ET LES NATIONALITÉS

Le prélude de cette politique fut que, dès avant l'avènement de Tisza, le gouvernement décida, dès 1874, la fermeture de trois lycées confessionnels slovaques de Haute Hongrie, notamment à Nagyrőce, Turócszentmárton et Znióvárálja, et, dès 1876, la dissolution de la « Matica », la plus grande association culturelle slovaque. L'enquête ouverte par les autorités ecclésiastiques, sous la pression de l'opinion publique et non point sous les instigations du gouvernement hongrois, a constaté entre autres que certains professeurs du lycée de Nagyrőce exaltaient les Russes, exprimaient le vœu que « cette terre » soit délivrée « de la gueule hongroise » et interdisaient à leurs élèves de saluer les Hongrois de la cité et d'épouser des jeunes filles hongroises. Le professeur de langue hongroise déclara devant ses élèves qu'il préférerait enseigner au lieu du hongrois la langue mongole. Les instituteurs sortis de l'école normale annexée à cette institution arrachaient à leurs élèves les insignes hongrois etc.

L'enquête établit au sujet des professeurs du lycée de Turócszentmárton que ceux-ci entretenaient des relations

politiques avec Prague, négligeaient l'enseignement de la langue hongroise et que le doyen luthérien de Turóc avait illégalement cédé la fortune du lycée au patronage de l'école. A Znióváralja, les professeurs avaient interdit à leurs élèves d'être en contact avec les élèves hungarophiles de l'école normale qualifiés de « rénégats ». Vu cette situation, le ministère de l'Instruction Publique et des Cultes s'était trouvé dans l'obligation de fermer les lycées de Nagyrőce et de Túrócszentmárton, tandis qu'il se montra prêt à transformer le lycée catholique de Znióváralja en école d'Etat à langue slovaque ; mais l'administration de cette institution posait des conditions qui auraient rendu impossible tout changement dans l'esprit du lycée. L'association culturelle « Matica » dut être dissoute pour la raison que sa gestion financière était irrégulière. Du point de vue littéraire, l'association se trouvait au service de l'idéologie panslaviste obscure et russophile dont étaient animés les dirigeants hurbanistes du mouvement nationaliste slovaque siégeant à Túrócszentmárton. Au sujet de l'orientation panslaviste de cette clique, il est intéressant de relever que ses journaux parurent encadrés de noir à l'occasion de la mort du tzar Alexandre II et que, lors du neuvième centenaire de la conversion des Russes, elle envoya une délégation de quatre membres aux fêtes organisées à Kiew. D'autre part, la clique de Túrócszentmárton collaborait également avec les Tchèques sous le signe de la solidarité tchéco-slovaque réalisée sous forme de dualisme ou de réciprocité (vzájemnost), ce qui voulait dire que depuis 1880 dans les journaux tchèques paraissaient des articles écrits en slovaque et réciproquement. Cette politique, qui ne tenait pas compte des réalités, ne par-

venait pas à influencer les masses slovaques et, étant donné qu'elle ne parvenait pas à faire élire ses candidats au parlement hongrois, cette clique se vit contrainte de se résigner dès 1884 à la « passivité ». Par contre les intellectuels slovaques hungarophiles ont, dès 1886, lancé le journal « Slovenské Noviny » rédigé par l'excellent philologue slovaque Czambel, dont l'édition a été assurée par la société Minerva qui depuis 1869 s'est mise au service de la fraternité hungaro-slovaque. Plusieurs poètes, tels Graichmann, Kubáni etc. ont également adhéré à ce mouvement.

La politique pratiquée par les Roumains de Hongrie, obéissant depuis 1859 aux mots d'ordre du nouvel Etat roumain, se faissait l'écho de la politique irrédentiste de Bucarest tendant à la création de la Grande Roumanie. Cuza, le premier prince roumain, avait déclaré qu'il ne pourrait jamais renoncer à la Transylvanie. Charles I^{er}, prince de Roumanie, a d'autre part déclaré à Vienne au comte Jules Andrassy, ministre des Affaires Etrangères austro-hongrois, qu'à son avis le seul moyen de neutraliser le mouvement irrédentiste roumain en voie de progression était d'accorder aux Roumains de Hongrie une autonomie analogue à celle des Croates. Après le succès remporté par l'armée roumaine à Plevna et la proclamation de la monarchie, la conscience nationale roumaine s'est encore accrue et l'irrédentisme augmenta. A partir de 1884, date à laquelle Jean Slavici, confident de Sturdza, secrétaire général de l'Académie roumaine, chef du parti libéral roumain et futur président du conseil, rentra de Bucarest en Transylvanie et lança à Nagyszeben le journal « Tribuna », le problème roumain de la Hongrie devint pour les politiciens de Bucarest un atout pouvant servir

mé
qu
et
de
rou
de
21
ma
don
rou
heli
vêq
l'ar
hab
la p
sylv
les
d'Al
Le
polit
bien
qual
man
Rou
Babe
form
de T
aux é
faire
pest.
avait
Le co

même à renverser le gouvernement. C'est sur cette question que les libéraux délogèrent les conservateurs et que, plus tard, ces derniers provoquèrent la chute de Sturdza. Quant aux buts irrédentistes de l'Académie roumaine constituée en 1867, il est caractéristique de relever que, d'après les statuts de l'Académie, sur 21 membres il n'y en avait que 6 originaires de Roumanie et que les autres étaient originaires de l'étranger, dont 6 de Transylvanie et de Hongrie. C'est à cette influence roumaine qu'il faut imputer que, lors du congrès de Szerdahely de l'année 1869, la majorité, conduite par l'archevêque uniata Vancea, se soit prononcée, contrairement à l'archevêque orthodoxe Saguna d'opinion activiste et chef habile du mouvement nationaliste roumain, en faveur de la passivité et ait rappelé tous les députés roumains transylvains siégeant au parlement de Budapest, tandis que les Roumains de Hongrie continuaient sous la conduite d'Alexandre Mocsonyi à siéger au parlement hongrois. Le congrès de Nagyszeben de 1881 approuva cette politique et décida d'adresser à François Joseph I^{er}, bien entendu en tant qu'empereur et non plus en sa qualité de roi de Hongrie, un mémorandum demandant que satisfaction soit donnée aux plaintes des Roumains. Par contre, l'opposition conduite par Mocsonyi, Babeş, Cosma et l'évêque Roman exigeait l'observation des formes constitutionnelles hongroises. Le peuple roumain de Transylvanie, malgré la passivité du parti, a pris part aux élections parlementaires et réussit de temps à autre à faire passer un candidat roumain au parlement de Budapest. Notons aussi que le parti gouvernemental hongrois avait également des membres de nationalité roumaine. Le congrès de 1887 décida, malgré l'opposition, la présen-

tation du mémorandum. Sur ces entrefaits, la jeunesse universitaire roumaine publia un mémorandum en roumain et dans quatre langues mondiales, dont les allégations furent par la suite démenties par la jeunesse intellectuelle hongroise, ce qui provoqua une nouvelle réplique roumaine.

L'assassinat du prince serbe Michel Obrenovitch (1868) dont on accusait le prince Alexandre Karageorgevitch, réfugié en Hongrie, et le chef des Serbes de Hongrie, Svetozar Miletitch, de même que l'organisation « Omladina » qu'il dirigeait, porta un coup à l'irrédentisme serbe et le nouveau prince, Milan Obrenovich, adopta une politique de rapprochement avec l'Autriche-Hongrie. Svetozar Miletich qui, encore en 1861, pratiquait une politique hungarophile, s'est, après le Compromis, dressé contre la Hongrie et, craignant que le dualisme ne renforçât la monarchie, il exigea la fédération de la Hongrie, l'introduction dans la Bácska et le Banat, territoire de l'ancienne voïvodie, de l'administration serbe ; bien plus, il préconisa l'union de tous les Serbes. Lors du déclenchement de la guerre russo-turque de 1876, il chercha à enrôler des volontaires pour la Serbie, sur quoi il fut condamné à 5 années de réclusion, au cours desquelles son esprit se troubla. En 1881 une nouvelle vague d'irrédentisme partit de Serbie : Pachitch, le futur créateur de la Yougoslavie, s'assigna pour but de soutenir les Serbes vivant épars en dehors de la Serbie et de stimuler la conscience nationale des Serbes de ces régions. Il faut toutefois remarquer que les propriétaires serbes qui prospéraient de plus en plus sur la terre bénie de Hongrie, cherchaient à nouer des relations sociales avec les Hongrois et du point de vue politique s'efforçaient de s'adapter aux cercles politiques de Buda-

pest
gear
hong

Com
tant

regre
dans

unan
dual

de
main

loi g
12 de

du
Saxon

susci
prim

revêt
siden

péter
s'éter

qu'à
Rema

pouva
la po

C'est
tune

1876,
intro

et le
entre

Flach

pest. Des Serbes ambitieux — à l'exception de l'intransigeant Michel Polit — entraient souvent au parlement hongrois comme députés du parti gouvernemental.

Les Saxons de Transylvanie se divisèrent, après le Compromis de 1867, en groupe de Jeunes-Saxons acceptant la nouvelle situation et en groupe de Vieux-Saxons regrettant l'ancien état de choses. Toutefois, en 1872, dans le programme de Medgyes, ils prirent de nouveau unanimement position contre tout relâchement du dualisme austro-hongrois et en faveur de la révision de la loi sur les nationalités, en préconisant le maintien de l'Universitas Saxonum et l'élaboration d'une loi garantissant les droits municipaux des Saxons. La loi 12 de 1876, votée aussi par deux députés saxons, disposant du Királyföld (terre des Saxons) et de l'Universitas Saxonum dans un sens opposé à leurs exigences, suscita une vive émotion parmi eux. Cette loi supprima les attributions du comte des Saxons et en revêtit le préfet de Nagyszeben en tant que président de l'assemblée de l'Universitas Saxonum. La compétence de l'Universitas, en tant qu'autorité culturelle, s'étendait à la gestion du fonds de l'Universitas, ainsi qu'à l'emploi régulier et au contrôle des fondations. Remarquons toutefois que la fortune de l'Universitas ne pouvait être utilisée que pour les besoins culturels de toute la population sans distinction de religion et de langue. C'est l'assemblée de l'Universitas qui disposait de sa fortune sous la surveillance du gouvernement. La loi 33 de 1876, ici comme dans les autres territoires privilégiés, introduisit le système général de l'administration publique et le Királyföld fut divisé, au point de vue administratif, entre les divers comitats. Ceci était la conséquence

naturelle des efforts du gouvernement hongrois libéral qui tendaient à uniformiser — comme dans les autres Etats unitaires — l'administration du pays en prenant pour bases des principes identiques.

L'Universitas Saxonum continua donc à subsister en tant qu'association culturelle, et bien que les revenus de sa fortune dussent profiter à toute la population du Királyföld, par conséquent également aux Hongrois et aux Roumains habitant cette région, les Saxons exerçaient une influence décisive quant à sa gestion. En effet, en vertu de la loi sur les 23 membres de l'assemblée, 9 étaient élus par les municipalités saxonnes. Le préfet de Nagyszeben — à une exception près — fut toujours un Saxon, de même que le greffier de l'Universitas; le vice-président était élu par l'assemblée, de sorte que, sur les 11 membres élus par les habitants non citadins, il suffisait pour les Saxons d'en faire élire un seul pour être en majorité à l'assemblée. L'Eglise luthérienne de Transylvanie (Landeskirche) resta aussi, après la loi 12 de 1876, à la disposition exclusive des Saxons qui ne voulaient même pas entendre parler d'une réunion des Eglises luthériennes de Hongrie et de Transylvanie. Bien qu'après la réorganisation de l'Universitas Saxonum le gouvernement hongrois ait nommé un Saxon comme préfet du comitat Szeben, les députés saxons, pour protester contre la loi, quittèrent le parti gouvernemental et prirent place au parlement en qualité de députés indépendants. La constitution à Berlin du Allgemeiner Deutscher Schulverein (1881) contribua encore à tendre les relations entre Hongrois et Saxons. Celui-ci, en effet, contrairement à la politique de Bismarck, voulait s'arroger un droit de protection dans les affaires scolaires des Allemands de Hongrie. Les Saxons se rallièrent à ce

mouv
man
tion
pend
Szap
en ac
les S
gouv
assez
grois
plus
I
perso
souple
croat
ment
et de
du Co
sans,
et fu
en m
Le b
major
basé s
netten
accor
l'écrit
l'accès
part il
que le
hongr
opposi

mouvement d'origine autrichienne, tandis que les Allemands de Hongrie ne voulaient rien entendre de l'association de Berlin et désavouaient l'attitude des Saxons. Cependant, en 1890, sous le gouvernement du comte Jules Szapáry, que les députés saxons avaient voulu faire mettre en accusation à cause de la présentation de la loi 12 de 1876, les Saxons rentrèrent de nouveau dans le sein du parti gouvernemental hongrois parce qu'ils ne se sentaient point assez forts pour lutter sur deux fronts : contre les Hongrois et contre les Roumains qui acquéraient de plus en plus de terres en territoire saxon.

En face du parti unioniste, le parti de Starčević, qui personnellement était fort honnête, mais manquait de toute souplesse politique, remporta la victoire aux élections croates de 1872. Il désirait régler la question croate directement avec le souverain sans tenir compte de la Hongrie et de l'Autriche et se proposait d'entreprendre la révision du Compromis hongrois-croate de 1868. Un de ses partisans, Eugène Kvaternik, fomenta une révolte à Rakovice et fut fusillé sur ordre du gouvernement qui fit en même temps arrêter les chefs du parti Starčević. Le ban Mazuranich (1873—1880), s'appuyant sur une majorité formée du parti unioniste et du parti national basé sur l'idéologie sud-slave, introduisit une orientation nettement croate qui — contrairement à l'égalité des droits accordée en 1867 aux Serbes — interdit l'usage officiel de l'écriture cyrillique et de la langue serbe et ne permit l'accès des fonctions publiques qu'aux Croates. D'autre part il gâchait les bonnes relations hungaro-croates au point que le receveur des contributions de Zagreb, d'origine hongroise, émit une ordonnance suivant laquelle, en opposition avec l'article 57 de la loi 30 de 1868, l'inscrip-

tion sur la plaque indicatrice de la trésorerie générale munie des armoiries hongroises et croates devait être redonnée en hongrois. La population enleva de force la plaque que l'autorité financière compétente fit de nouveau remettre. Cet incident aggrava encore les dissentiments entre Hongrois et Croates, tandis que les Serbes, de plus en plus opprimés par les Croates, se rapprochaient des Hongrois. Sous le ban comte Charles Khuen-Héderváry (1883—1903), le gouvernement s'appuya non plus sur les Croates mais de plus en plus sur les Serbes, dont l'influence ne cessa d'augmenter en Croatie.

L'orientation russe et tchèque des politiciens slovaques, l'irrégentisme ouvert des Roumains, l'entêtement des Croates et l'attitude « alldeutsch » des Saxons expliquent la défiance de l'opinion publique hongroise et la politique plus énergique du gouvernement à l'égard de tous les mouvements des nationalités. Ajoutons encore que la parution du célèbre ouvrage de Danielevskij, en 1869, mit au jour le panslavisme politique qui dès le règne du tzar Alexandre II figurait au programme politique du gouvernement de Russie, de sorte que vers 1890 le déclenchement d'une guerre russo-austro-hongroise projetait déjà son ombre menaçante. Dans ces circonstances, il était du devoir du gouvernement hongrois de rompre avec le libéralisme théorique des années qui suivirent le Compromis et de se dresser énergiquement contre les mouvements panslavistes et irrédentistes de certaines de ses nationalités.

Voyons comment se manifesta cette énergie.

Parmi les nombreuses critiques que l'on formulait à l'égard de la politique poursuivie en matière de nationalités par Coloman Tisza, celle que l'historien tchèque Macurek exprime dans son ouvrage sur l'histoire de la Hongrie prétend que cette politique reniait la loi sur les nationalités et commençait une magyarisation

cruelle
voulait
parti
fession
figurer
matière
plètem
ment e
roumai
nouvea
provisc
ecclési
1868 o
les lan
munale
confess
et pla
de l'H
à 17,
gatoire
hongro
Haute
de diffi
vanie e
qu'à S
tacts d
Hongri
l'impor
sastique
philes
même l
doxe et
ment l
hongro
aux for
hungar
rédigée
rédigée
hongro
Dans l
main o
était la
on ne
intérés

cruelle. Par la magyarisation des terres non-hongroises, Tisza voulait raffermir la position de son parti contre les radicaux du parti de l'indépendance. Dans certaines écoles secondaires confessionnelles serbes et roumaines, les langues non-hongroises figurèrent encore il est vrai pendant un certain temps comme matières non obligatoires, mais bientôt elles en disparurent complètement et le gouvernement introduisit, dès 1889, l'enseignement en hongrois dans l'unique lycée roumain. Il refusa à l'évêque roumain d'Arad l'autorisation d'ériger à Arad et à Karánsebes de nouveaux lycées. La magyarisation des écoles primaires rencontra provisoirement certaines difficultés, étant donné que les autorités ecclésiastiques avaient en vertu de la loi sur les nationalités de 1868 ouvert des écoles privées, mais la loi de 1879 élimina bientôt les langues non-hongroises des écoles confessionnelles et communales. Elle rendit obligatoire dans toutes les écoles confessionnelles et communales l'enseignement du hongrois et plaça les écoles confessionnelles sous la surveillance de l'Etat. On fixa l'enseignement du hongrois d'abord à 17, puis à 26 heures par semaine et on rendit obligatoire dans les écoles fondées après 1873 l'enseignement du hongrois. Il incombait à l'Association Culturelle hongroise de la Haute Hongrie, qui était appelée à succéder à la Matica dissoute, de diffuser la langue hongroise parmi les Slovaques. En Transylvanie et à Sopron on créa des institutions analogues, de même qu'à Szeged et à Nagyvárad. Le gouvernement entrava les contacts des Slovaques avec les Tchèques et ceux des Roumains de Hongrie avec leurs frères d'au-delà les Carpathes et empêcha l'importation des produits de presse étrangers. Les offices ecclésiastiques furent accaparés par des Hongrois et des « Hungarophiles » (Magyarons), on imposa aux Églises la langue hongroise même là où il n'y avait pas de Hongrois. Seules les Églises orthodoxe et uniates conservèrent leur langue nationale, mais là également le gouvernement a tenté par la création d'une Église uniате hongroise d'exercer une influence sur les autres Uniates. L'accès aux fonctions publiques n'était permis qu'aux Hongrois ou aux hungarophiles. Toutes les pièces officielles étaient exclusivement rédigées en hongrois. Les tribunaux n'acceptaient que des instances rédigées en hongrois et n'autorisaient l'usage des langues non hongroises qu'au cas où il s'agissait de parties ignorant le hongrois. Dans l'administration on acceptait les requêtes en slovaque, roumain ou en serbe, mais on les expédiait en hongrois. Le hongrois était la langue officielle intérieure. Aux assemblées des comitats on ne pouvait prendre la parole qu'en hongrois à moins que les intéressés ne connussent point cette langue. La réforme admi-

nistrative de 1886 abolit les privilèges accordés à certains territoires et l'autonomie des villes royales libres où l'égalité des langues continua en partie à subsister. Dans le domaine politique, la loi électorale de 1874, par la délimitation arbitraire des arrondissements électoraux et par la réglementation du droit de vote, assurait une majorité aux Hongrois, même sur les territoires habités uniquement par des Serbes, Roumains ou Slovaques. Les non-Hongrois étaient exclus du droit électoral en tant que population peu aisée, tandis que l'éligibilité n'était accordée qu'aux personnes parlant le hongrois. Aux électeurs qui auraient grossi l'opposition — surtout quand il s'agissait de candidats non-hongrois — on retira le droit de vote.

Cette énumération des griefs exagère les fautes de la politique des nationalités du gouvernement Tisza. Son attitude ne pouvait, pour des raisons de politique étrangère et intérieure, être aussi magnanime que celle de François Deák. L'application de la loi sur les nationalités présentait évidemment des lacunes. Les raisons en sont à chercher tout d'abord dans la loi même qui ne tint pas suffisamment compte des possibilités de la vie pratique; ainsi, par exemple, quand elle obligea les fonctionnaires à faire usage de la langue non-hongroise même dans le cas où il s'agissait de quelques immigrés venus d'une autre région. Lorsque la loi 4 de 1869, se basant sur les principes énoncés par Montesquieu, avait procédé à la séparation des pouvoirs judiciaires et exécutifs, de nombreuses dispositions de la loi devinrent caduques puisque dès lors c'était au gouvernement de nommer aux juridictions ordinaires dont la langue était déjà, en vertu de l'article 13 de la loi, exclusivement le hongrois. Remarquons que si les langues des nationalités ne prévalaient pas suffisamment, il faut en chercher la cause aussi dans le fait que les membres non-hongrois des assemblées communales et des conseils municipaux n'attachaient pas suffisamment d'importance à ce que leur langue devienne la langue du procès-verbal des municipalités en question. Les villes et communes saxonnes de Transylvanie — comme on peut le constater dans les archives du ministère de l'Intérieur hongrois — employaient régulièrement l'allemand dans les rapports avec les autorités supérieures. Le patriarche orthodoxe serbe de Karlovitz s'adressait également en serbe au gouvernement. Une partie des intéressés ne voulut donc pas profiter des droits garantis dans la loi sur les nationalités, soit parce qu'ils s'identifiaient complètement avec l'idée de l'Etat national hongrois, soit par indifférence. On ne pouvait pas attendre de l'Etat hongrois qu'il contraignît les nationalités à faire usage de leur propre langue si elles ne le voulaient pas.

touj
hongr
comm
Boun
mains
hongr
leurs
gagne
d'avo
public

I
encon
dans
hongr
candi
que d
oblig
les au
en eff
capab
jusqu
instit
grois
La lo
la lan
ne les
hongr
et la
en ho
lauré
les éc
ordin
presq
émue
const
l'Etat
confe
égaler

restai
scolai
prima
plus

Le nombre des fonctionnaires d'origine non-hongroise fut toujours très considérable en Hongrie, mais la propagande anti-hongroise qualifia ceux-ci d'hungarophiles (magyarons, rénégats) comme si des Allemands, des Slovaques, des Ruthènes, des Bounievatz, des Schokatz, des Vendes, des Croates et des Roumains ne pouvaient être qu'antihongrois et comme si l'amitié hongroise devait les dépouiller de leur caractère ethnique. D'ailleurs c'est tout à l'honneur de la politique hongroise d'avoir su gagner la sympathie d'une bonne partie de ses nationalités et d'avoir pu leur confier en toute tranquillité des charges publiques.

Les lois scolaires du gouvernement Tisza méritent moins encore les critiques des minorités. La loi 18 de 1879 a prescrit que dans toutes les écoles normales où la langue scolaire n'est pas le hongrois celui-ci soit enseigné pour qu'à la fin des études chaque candidat puisse l'écrire et le parler. La loi prescrit d'autre part que dans les écoles primaires le hongrois figure parmi les matières obligatoires. L'application de la loi montre avec quelle mesure les autorités hongroises ont procédé dans ce domaine. La loi dit en effet que dans les écoles primaires où il n'y a pas d'instituteur capable d'enseigner cette langue, l'application sera suspendue jusqu'à l'arrivée d'un instituteur ayant les capacités voulues. Les instituteurs déjà en fonction n'étaient obligés d'apprendre le hongrois que dans les quatre ans suivant la mise en vigueur de la loi. La loi 30 de 1883 laissa intact le droit des Eglises de réglementer la langue scolaire des écoles secondaires qu'elles entretenaient et ne les obligea qu'à l'enseignement de la langue et de la littérature hongroises. Dans les VII^e et VIII^e classes des lycées, la langue et la littérature hongroises devaient être expliquées et enseignées en hongrois et elles devaient figurer dans le programme du baccalauréat. Ces lois ne prévoyaient l'enseignement du hongrois dans les écoles secondaires et les écoles normales que comme une matière ordinaire. Actuellement, avec un recul de soixante ans, il paraît presque incompréhensible que les nationalités se soient tellement émues de ces lois puisqu'elles-mêmes, dans les Etats qu'elles constituèrent plus tard, elles trouvèrent normal que la langue de l'Etat soit obligatoire. La loi 28 de 1876 avait placé les écoles confessionnelles sous la surveillance du gouvernement ce qui est également naturel dans tous les Etats.

Après la loi scolaire de 1879 le nombre des écoles primaires restait fort considérable. Ainsi il ressort des données de l'année scolaire 1898—99 que la langue employée dans 6.015 écoles primaires n'était pas le hongrois (Jancsó); ce qui représentait plus d'un tiers de toutes les écoles. Les instituteurs de ces écoles

étaient formés, vers la fin du siècle, dans 6 écoles normales non-hongroises dont 4 étaient roumaines. Il y avait encore, au cours de l'année scolaire 1913-14, quatorze écoles secondaires et quatorze écoles primaires supérieures dont la langue n'était pas le hongrois; 9 écoles secondaires professaient en langue allemande, et 5 écoles en langue roumaine. (Ces données ne se rapportent qu'à la Hongrie proprement dite, tandis qu'en Croatie la langue scolaire était le croate ou le serbe, à Fiume l'italien.) L'allégation de Macûrek suivant laquelle on aurait introduit la langue hongroise dans l'unique lycée privé roumain n'est donc pas fondée. Il faut également désapprouver l'auteur de ne pas mentionner pourquoi la construction du lycée de Karánsebes n'a pas été autorisée. En effet, comme le fit le gouvernement pour des établissements hongrois, la fondation de ce lycée fut suspendue parce que celui-ci n'aurait pas eu à sa disposition les fonds nécessaires pour devenir un établissement équivalent aux autres. L'allégation de l'auteur tchèque suivant laquelle dans les écoles primaires non-hongroises la durée des cours de hongrois était de 17 à 26 heures par semaine est également sans fondement. L'auteur de cet ouvrage était, pendant les années scolaires 1902-1906, élève à l'école primaire luthérienne allemande de Gölnicbánya et il sait, par son expérience personnelle, que dans les trois premières classes la langue hongroise ne figurait au programme que deux fois par semaine.

Quant à la constitution de l'Association culturelle hongroise de Transylvanie, les nationalités ne pouvaient élever de justes objections contre elle pour la bonne raison que les Roumains eux-mêmes disposaient de plusieurs associations culturelles, en particulier de l'Astra (Asociatiunea Transilvania) disposant de plus de 50 filiales dont la fortune s'élevait à près d'un million de couronnes et dont le budget annuel était de 35.000 couronnes. Le maintien de la culture slovaque était assuré par l'Association du Musée slovaque et celle de la culture serbe par la Srpska Matica. Les faits suivants montrent jusqu'à quel point le service des postes hongroises a veillé à ce que les revues étrangères arrivent à leurs destinataires. En 1897, la poste de Királyháza a livré à son destinataire un livre suspect, ce qui a eu pour conséquence l'inculpation du maître de poste; le ministre du commerce a toutefois déclaré qu'il était interdit de retenir les envois postaux. Par contre la Tchéco-Slovaquie, après 1918, à l'exception d'un ou deux journaux de l'opposition n'a permis l'entrée d'aucun journal hongrois dans le pays et quant aux livres parus après 1918 elle ne les a admis qu'après censure.

Le gouvernement hongrois ne s'est jamais immiscé dans la question de la langue en usage dans les églises. La création du diocèse uniate hongrois après 1912 ne peut soulever d'objection du point de vue des *nationalités*. Dans le clergé catholique roumain et luthérien, les Slovaques et les Allemands étaient plus largement représentés que les Hongrois. Alexandre Rudnay qui déclara que « Slavus sum et si in cathedra Petri forem, Slavus ero » était prince primat de Hongrie, de même que le Slovaque Jean Csernoch, originaire de Szakolca. L'évêque luthérien Frédéric Baltik était, avant son élection, un des membres du mouvement nationaliste slovaque. Plus tard il a été l'objet de nombreuses attaques parce que c'est sous son pastorat que les diocèses ont été réorganisés et que dans ceux de Cis-Danubie les Slovaques ont perdu la majorité. D'autre part, le fait que M. Tuka, l'actuel président du conseil slovaque, et les ministres Fritz et Polyák ont été des fonctionnaires hongrois prouve également que ce n'est pas seulement des Magyars qui pouvaient accéder aux emplois publics.

La loi électorale de 1874 était indubitablement mauvaise, mais elle n'a en aucune façon été dirigée contre les nationalités. Au contraire, c'étaient encore les Hongrois qui avaient droit de se plaindre. En effet dans les circonscriptions hongroises, où la majorité des électeurs votait pour le parti de l'indépendance, il fallait beaucoup plus de voix pour un mandat que dans les circonscriptions électorales des nationalités que le parti gouvernemental considérait comme son domaine. C'est ce qui explique que les circonscriptions électorales des nationalités aient, grâce à leur députés gouvernementaux, pu faire ériger proportionnellement plus de bâtiments publics et d'écoles et qu'ils aient pu lors de l'industrialisation bénéficier d'autant de subsides du gouvernement que les villes et communes de l'Alföld.

La politique du gouvernement Tisza et des autres gouvernements qui se sont succédés après 1867 a été dans beaucoup de domaines plus favorable que la politique nationaliste de la plupart des Etats européens de l'époque. La Roumanie, par exemple, qui exigea l'autonomie pour les Roumains de Hongrie et qui attisa leur irrédentisme, n'accorda aux Hongrois de Moldavie aucun droit scolaire ou linguistique, bien plus, même, dans leurs églises des prêtres étrangers chantaient des chants étrangers et disaient des prières en roumain. La politique des nationalités de Coloman Tisza n'a pas été inférieure à celle de la plupart des Etats européens de l'époque et elle surpassait de loin la politique minoritaire des Etats tchèque, roumain et yougoslave d'après 1918. Coloman Tisza a indubitablement commis des fautes en

omettant de combler les lacunes de la loi sur les nationalités. Il faut reconnaître cependant que sa tâche était bien difficile car les nationalités auraient de suite crié à l'oppression bien qu'elles aient combattu elles-mêmes la loi de 1868 sur les nationalités.

9

LE RADICALISME DES NATIONALITÉS

Que les chefs des divers mouvements nationalistes aient moins à cœur l'amélioration de la situation de leur compatriotes que les résultats politiques, cela ressort du fait que le comité roumain de Nagyszeben ne s'est décidé qu'un an après la fondation de la Liga Culturala, organisme irrédentiste des Roumains (1891), à présenter à l'empereur le mémorandum préparé depuis plus de dix ans déjà. Toutefois le souverain, insistant sur des considérations constitutionnelles, n'a pas reçu la délégation qui s'est présentée à Vienne en 1892 et son cabinet a tout simplement transmis le mémorandum au gouvernement hongrois qui, de son côté, l'a fait remettre, sans l'avoir ouvert, au président du comité. D'après ce mémorandum les Hongrois auraient formé un Etat qui n'aurait eu d'autre but que de leur permettre d'exploiter leurs concitoyens. L'opinion publique hongroise accueillit les provocations du mémorandum avec une légitime indignation et le gouvernement hongrois poursuivit en premier lieu Aurel Popovici, l'auteur de la « Réplique », puis ceux qui avaient publié le mémorandum. La Cour d'Assises a condamné Aurel Popovici à 4 ans de prison, mais celui-ci se réfugia en Roumanie. D'autre part, 14 des accusés de ce procès, qui a même éveillé l'intérêt de l'étranger, ont été condamnés

à des peines allant de 8 mois à 5 ans de prison. Parmi eux il faut citer le président du comité, Rațiu, condamné à deux ans. En 1895, à peine un an après le verdict, le roi, sur la proposition du gouvernement hongrois, a grâcié tous ceux qui n'avaient pas encore fini de purger leur peine. Après le jugement, Charles Hieronymi, ministre de l'intérieur, interdit l'activité du comité, mais lorsque celui-ci se réunit sans autorisation, il prononça sa dissolution. Le ministre a d'ailleurs invité tous les jeunes gens roumains qui postulaient à des emplois, à se présenter à lui et les assura qu'il s'efforcerait de satisfaire à leurs demandes. Le comité a toutefois lancé le mot d'ordre que tous ceux qui accéderaient à des emplois grâce à l'intervention du ministre de l'Intérieur seraient considérés par l'opinion publique roumaine comme des renégats et des traîtres à leur race. Par sa réponse au geste de conciliation du gouvernement hongrois, le comité roumain a une fois de plus prouvé qu'il n'avait pas pour but le contentement des Roumains mais bien le maintien des sujets de discorde qui tendaient à affaiblir l'Etat hongrois.

Pendant le « procès mémorandum », les Roumains cherchèrent des alliés à l'intérieur même du pays et parmi les autres nationalités de Hongrie. En juillet 1892, les Slovaques étaient représentés par 3 de leurs politiciens à la réunion roumaine de Nagyszeben où l'on exalta l'entière solidarité roumano-slovaque. L'année suivante ce fut sur l'initiative roumaine que les représentants des mouvements nationalistes roumain, slovaque et serbe se réunirent à Vienne. Ils n'y votèrent d'ailleurs que l'unique résolution de se réunir en automne à Budapest. Or cette conférence n'a pu avoir lieu à cause du différend roumano-serbe sur le Banat. Le seul résultat de cette initiative fut que

dans le « procès mémorandum » trois avocats politiques slovaques se sont offerts pour plaider en faveur des accusés. La conférence de Budapest n'a eu lieu qu'au mois d'août 1895 sous la présidence du roumain Georges Pop, du slovaque Paul Mudroň et du serbe Michel Polit. Le projet de résolution que l'on y vota émit le vœu du maintien de l'intégrité territoriale de la Hongrie et reconnut d'autre part la primauté de la langue hongroise devant les instances supérieures. Elle protesta cependant contre le fait que les Hongrois étaient considérés comme l'élément constitutif de l'Etat et exigea que dans les écoles, dans l'administration, devant les tribunaux on puisse employer les langues des nationalités et que la loi sur les nationalités soit mise en vigueur en tenant compte de ces considérations; la motion réclama en outre l'autonomie de la Transylvanie et pour chacune des nationalités l'institution d'un poste de ministre chargé de défendre les intérêts des nationalités et de servir de médiateur entre celles-ci et la Couronne. Le Congrès prévut aussi la modification du système électoral et la garantie légale des droits d'association et de réunion. On y décida l'alliance entre les trois nationalités. Remarquons également qu'elles conclurent en même temps une alliance avec le parti populaire hongrois qui s'était constitué pour faire opposition aux lois de politique religieuse de 1894 et 1895 et qu'elles s'engagèrent à soutenir ce parti lors des élections. Pour l'élaboration du programme, le congrès désigna un comité exécutif composé de 4 délégués par nationalité et projeta de rédiger à l'intention du souverain, un mémorandum au sujet de la situation des nationalités de Hongrie. Ce comité exécutif a lancé en 1896, avant les fêtes du Millénaire (anniversaire de la fondation de l'Etat hongrois), une proclamation dans la-

quelle il protestait contre l'idée de l'Etat national hongrois et prétendait que les fêtes du millénaire, ainsi que l'exposition organisée à cette occasion, étaient des illusions étant donné que la majorité de la population de la Hongrie était mécontente. Le congrès nationaliste, en tant que coup politique roumain, n'a pas éveillé l'enthousiasme unanime slovaque. Ses résolutions ont été fort ironiquement commentées par le journal de Czambel et après la dissolution du comité roumain il a déclaré que le peuple slovaque voulait avant tout être en bons rapports avec ses frères hongrois et que ce n'était qu'en tout dernier cas qu'il désirerait l'amitié des Roumains et des Serbes.

A la politique panslaviste et hungarophile des Slovaques vint s'ajouter, à l'époque du millénaire, un troisième courant : l'orientation tchéco-slovaque. Le groupement de Túrőcszentmárton — comme nous l'avons déjà vu — entretenait des rapports excessivement cordiaux avec Prague mais n'accepta jamais l'idée d'origine tchèque de l'unité nationale et linguistique tchéco-slovaque; il professait l'idée de l'indépendance linguistique et nationale slovaque et attendait le salut non pas du côté de Prague mais de Saint-Petersbourg. En 1896 fut fondé à Prague l'association « Československá Jednota » (Unité tchéco-slovaque) qui lança le mot d'ordre suivant : « La Bohême, la Moravie, la Slovaquie et la Silésie sont notre patrie ! » Cette association étendit sa protection à l'association « Detvan » des étudiants d'université slovaques faisant leurs études à Prague, sur laquelle Thomas G. Masaryk, qui l'été séjournait à Túrőcsbeszterce, situé tout près de Túrőcszentmárton, avait dès 1897 exercé une influence profonde. Cette jeunesse, qui subit l'influence tchèque et lança dès 1898 la revue « Hlas », rédigée par Paul Blaho,

était imbuë de l'idée tchéco-slovaque. Ce rapprochement tchéco-slovaque avait été si rapide que le publiciste écrivant sous le pseudonyme de Meakulpinsky a dans son tract intitulé « Co hati Slovákov », exigé le rétablissement de l'unité linguistique interrompue par Antoine Bernolák. Aussi bien l'hungarophile Czambel que les adeptes du mouvement de Turócszentmárton prirent position contre cette orientation. En face de la tendance prônant l'unité linguistique tchécoslovaque, Czambel émit l'opinion que la langue slovaque était en réalité une langue appartenant à la famille des Slaves du Sud et recommanda que la « bibliština » soit bannie des églises luthériennes slovaques. Ceux de Turócszentmárton prirent, tant par la voie de leur presse que par leurs réunions politiques, position contre les « hla-sistes » mais il était difficile de combattre contre l'influence politique et en premier lieu l'influence économique des Tchèques. Remarquons également que le parti populaire hongrois de tendance catholique avait inscrit dans son programme l'exécution de la loi sur les nationalités, qu'il avait, dès 1895, cherché à gagner les Slovaques et que lors des élections de 1896 les Slovaques avaient de leur côté avantagé ce parti; bien plus, certains politiciens slovaques s'étaient présentés avec le programme du parti populaire slovaque, dans le cadre duquel André Hlinka avait aussi déployé son activité; ce parti a d'ailleurs bientôt fusionné avec le parti nationaliste slovaque.

Vers la fin du siècle tous les partis des nationalités étaient en état de désagrégation. Dans le parti nationaliste roumain, à côté de l'opposition dirigée par Mocsonyi, se dressait une fraction libérale et une autre conservatrice jouissant toutes deux de l'encouragement des partis res-

pectifs de Roumanie. Les scandales de la « Liga Culturala » et l'affaiblissement de l'organisation irrédentiste de Bucarest qui en résulta, ont exercé une influence sur la politique des Roumains de Hongrie. On apprit que le gouvernement roumain accordait des subsides annuels aux églises et aux écoles roumaines de Hongrie et le gouvernement hongrois, pour mettre fin à cette situation intenable, s'était mis d'accord avec le gouvernement roumain pour que celui-ci déposât la somme affectée à cette fin à la caisse d'Etat d'où les intérêts seraient transférés au gouvernement hongrois qui subventionnerait les écoles entretenues jusqu'alors par Bucarest. Parmi les Croates, les Serbes et les Saxons régnait un calme relatif. Par contre à Fiume des signes de mouvements irrédentistes se manifestèrent à la fin du siècle.

Sous le gouvernement du baron Bánffy (1895—1899), qui se disait chauvin mais demandait quand même grâce pour les accusés du procès « mémorandum », la législation hongroise a élaboré la loi 4 de 1898 qui rendit obligatoire l'usage des appellations géographiques hongroises dans la vie officielle et attira par là l'hostilité des nationalités. Sous Coloman Széll, successeur de Bánffy (1899—1903), les mouvements nationalistes connurent un nouvel essor. Sous l'influence des « hlasistes », le parti nationaliste slovaque abandonna sa passivité de deux décades et inscrivit dans son programme l'unité, l'indivisibilité et l'indépendance de la patrie hongroise, n'exigeant plus la révision de la loi sur les nationalités de 1868 mais uniquement son exécution. On ne parla plus alors de l'organisation d'une province slovaque. Lors des élections de 1900—1905 ce parti envoya au parlement 4 députés. Le parti nationaliste roumain garda encore provisoirement

sa passivité mais la jeunesse était si activiste que lors des élections complémentaires Aurel Vlad entra au parlement. En 1905 le parti, tout en maintenant son ancien programme et exigeant l'application de la loi sur les nationalités, se prononça en faveur de l'activisme. Lors des élections parlementaires de 1905, il envoya 8 députés au parlement de Budapest. Ceux-ci et un député du parti nationaliste slovaque, fortement affaibli lors des élections, et deux députés du parti nationaliste serbe avaient fondé le Club des Nationalités qui vota une motion de blâme au cabinet du général baron Géza Fejérváry, cabinet qui par son attitude anticonstitutionnelle a provoqué l'opposition du pays entier. Après la victoire de l'opposition nationale, le cabinet de coalition a procédé à de nouvelles élections grâce auxquelles le nombre des membres du Club des Nationalités passa à 26 (14 Roumains, 8 Slovaques et 4 Serbes) ; il faut également relever que le parti gouvernemental avait aussi des députés appartenant à différentes nationalités.

10

LE GOUVERNEMENT DE COALITION ET LA LOI APPONYI

L'antipathie que le prince héritier François Ferdinand nourrissait à l'égard de la nation hongroise et spécialement à l'égard du cabinet de coalition, rapprocha de nouveau les leaders des nationalités de la cour de Vienne d'où l'attitude distante du souverain les avait jusqu'alors tenu éloignés. Ce rapprochement ne se faisait point, il est vrai, avec la Hofburg, mais avec le Belvédère, résidence du prince

hérit
Vajd
avec
Buca
slova
avec
Popo
öster
influe
en 19
la m
fédér
ce n
mona
territ
Hong
et par
territ
les te
Soual
l'auto
Kron
mond
pesco
1848,
Roun
mona
Baviè
de Fi
et les
l'accu
« Viv
Flach

héritier, qui entretenait des rapports intimes avec Alexandre Vajda-Vœvod, le futur Président du Conseil roumain, et avec Miron Christea, le futur patriarche roumain de Bucarest, avec Hodža, futur président du conseil tchécoslovaque, avec Ivo Frank, leader du parti de droit croate et avec l'« allddeutsch » Edmond Steinacker. L'œuvre d'Aurel Popovici intitulée « Die Vereinigten Staaten von Gross-österreich » exerça à un certain moment une très vive influence sur l'héritier du trône. Dans cette œuvre, parue en 1905, le publiciste roumain proposa la réorganisation de la monarchie en 15 Etats autonomes unis par des liens fédéraux. D'après son projet élaboré dans tous les détails, ce n'est pas seulement la Croatie qui au sein de la monarchie aurait formé un Etat autonome, mais tous les territoires habités par les Roumains de Transylvanie et Hongrie de l'Est, par les Serbes des régions méridionales et par les Slovaques de la Haute Hongrie ; il voulait réunir le territoire habité par les Ruthènes à la Galicie orientale ; les territoires habités par les Saxons de Transylvanie et les Souabes du Banat auraient formé des enclaves soustraites à l'autorité des Roumains et des Serbes. Dans la suite, le Kronprinz a renoncé à ce projet, mais juste avant la guerre mondiale il a adopté le projet du politicien roumain Filipesco ressemblant à celui de Roth-Maioresco de l'année 1848/49 qui avait prévu l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie. La Roumanie, ainsi agrandie, aurait été liée à la monarchie par des liens analogues à ceux qui unissaient la Bavière à l'empire allemand. Les Roumains attendaient donc de François Ferdinand la création de la Grande-Roumanie et les Roumains de Transylvanie vivant en Roumanie l'accueillirent, lors de sa visite à Sinaia en 1907, aux cris de « Vive l'empereur des Roumains ».

L'héritier du trône pensa aussi, à un certain moment, au trialisme. Il envisagea la constitution des territoires de la monarchie, habités par les Slaves du sud, sous la conduite des Croates catholiques, en troisième Etat de la monarchie en tant que représentant de la politique impérialiste de la maison des Habsbourg dans les Balkans. Du point de vue hongrois, tant le projet Popovici que celui de Filipesco ou le trialisme étaient des visées irrédentistes, car ces projets signifiaient la séparation d'avec la Hongrie de certains de ses territoires, de sorte que la réaction hongroise était plus que légitime.

L'attitude de François Ferdinand contribua également à ranimer les mouvements nationalistes. Lorsque le comte Charles Khuen Héderváry quitta la dignité de ban de Croatie (1903) pour occuper le poste de président du Conseil hongrois, le parti nationaliste croate qui l'avait jusqu'alors appuyé échoua également. Une partie des Croates qui jusqu'alors étaient en opposition avec les Serbes se coalisa avec ceux-ci et la résolution de Fiume de l'an 1905 déclara que la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche était légitime car « chaque peuple a le droit de disposer librement de son sort ». La coalition croate-serbe s'est donc placée sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La résolution réclamait l'incorporation de la Dalmatie à la Croatie et le règlement des relations hungaro-croates « sur la base de l'indépendance politique, culturelle, financière et économique de la nation croate ». La résolution de Fiume était appelée à aplanir le chemin entre le parti de l'indépendance hongrois, arrivé au pouvoir en 1906, et la coalition croato-serbe ; toutefois la collaboration ne s'est point réalisée. Le règlement du service des chemins de fer

pré-
hon-
30
du
a e
con-
l'ob-
sem-
pou-
de
com-
tati-
Il fa-
déjà
men-
célè-
les r-
Hen-
Min-
légè-
la co-
men-
cont-
inter-
proc-
prés-
après-
aban-
charp-

un r-
quan-

présenté à la Chambre par François Kossuth, ministre hongrois du commerce, bien que l'article 57 de la loi 30 de 1868 ait prévu que la langue officielle des agents du gouvernement hongrois serait en Croatie le croate, a exigé des agents des chemins de fer, en plus de la connaissance du croate, celle du hongrois, ce qui entraîna l'obstruction des députés croates qui dura plusieurs semaines. Puis, quand le gouvernement, en vertu des pouvoirs accordés par la loi 49 de 1907, eut mis, par voie de décret, le règlement en vigueur, le ban de Croatie, le comte Théodore Pejachevich, démissionna et une orientation opposée à la coalition serbo-croate arriva au pouvoir. Il faut souligner qu'à part cette affaire et un autre incident déjà mentionné, le gouvernement hongrois a minutieusement observé les clauses du Compromis hungaro-croate. Le célèbre procès Friedjung a également contribué à envenimer les relations hungaro-croates. En effet, le professeur viennois Henri Friedjung, sur la base de documents faux que le Ministère des Affaires Etrangères austro-hongrois avait, à la légère mais de bonne foi, mis à sa disposition, a accusé la coalition croato-serbe de haute trahison. Le gouvernement de Zagreb ouvrit une instruction criminelle contre 53 membres de la coalition, tandis que celle-ci intenta à Vienne un procès contre Friedjung. Au cours du procès le faux fut constaté et l'historien autrichien obligé de présenter ses excuses aux accusés. A Zagreb par contre, après la sentence du premier degré, le procès fut abandonné. Cet incident regrettable n'est aucunement à charge du gouvernement hongrois.

Le mouvement nationaliste slovaque a été poussé vers un radicalisme plus accentué par la personnalité marquante d'André Hlinka. Celui-ci, lors des élections parle-

mentaires (1906), a appuyé avec tant de véhémence Laurent Šrobár, son futur adversaire, que son supérieur ecclésiastique, l'évêque de Szepes, l'invita de s'abstenir, en sa qualité de curé, de toute agitation électorale. Hlinka n'a toutefois point obéi et l'évêque l'a d'office, puis ab informata conscientia, suspendu de sa fonction quand il fit arbitrairement modifier un chant à la Sainte Vierge et remplacer l'invocation de « patronne de la Hongrie » par « patronne des Slovaques ». Les tribunaux l'ont d'autre part condamné à deux ans de prison d'Etat parce que durant la campagne électorale il avait soutenu avec Šrobár, sans aucun fondement d'ailleurs, qu'il était interdit de prier en langue slovaque et de faire le signe de la croix dans les écoles hongroises, que les jeunes gens hongrois étaient dispensés du service militaire tandis que les Slovaques ne l'étaient point etc. (La peine de prison d'Etat est en Hongrie une « custodia honesta ». Les condamnés peuvent librement disposer de leur temps, ils peuvent lire, correspondre, recevoir des visites etc.)

Avant de commencer à purger sa peine il fit une tournée en Bohême où la Československá Jednota avait déjà précédemment organisé des assemblées populaires en guise de protestation contre sa condamnation. C'est alors que se produisit la célèbre affaire de Csernova. La petite commune slovaque voulait que Hlinka, fils de ce village, procédât à la dédicace de l'église nouvellement bâtie. Etant donné que comme prêtre interdit il ne pouvait pas célébrer l'office de la dédicace, il déclara qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que celle-ci fût célébrée sans lui. Mais les prêtres venus pour cette cérémonie furent assaillis par la population et la gendarmerie accourue à leur secours ouvrit le feu sur les habitants : il y eut des victimes, 13 morts et 2 blessés qui

suc
hab
de
roi
pri
de
inte
de
dur
Slov
célè
com
con
Slov
litic
repe
exer
sout
par
terre
mon
attaq
ses o
parti
slova
loi s
mater
de la
instan
contr
des n

succombèrent par la suite. Le tribunal condamna 40 habitants de Csernova, mais sur la demande de l'évêque de Szepes et sur la proposition du ministre de la justice, le roi les gracia. Hlinka, entre-temps, alla purger sa peine à la prison d'Etat, mais, avant l'échéance de celle-ci, l'évêque de Szepes leva l'interdiction, se réservant le droit de lui intenter le procès ecclésiastique selon le droit canon. L'affaire de Csernova fut l'unique épisode sanglant qui soit survenu durant la vie commune et millénaire des Hongrois et des Slovaques. Elle fit beaucoup de bruit à l'étranger où le célèbre écrivain norvégien Björnsterne Björnson et le comte Léon Tolstoï ont pris, à ce propos, position contre le gouvernement hongrois, en faveur des Slovaques. Toutefois leur critique relative à la politique des nationalités du gouvernement hongrois reposait sur des renseignements erronés. Ainsi, par exemple, Björnson — contrairement à la réalité — soutenait qu'au parlement hongrois on jetait les Slovaques par les escaliers et que de nombreux enfants emmenés en terre hongroise mouraient ou se sauvaient etc. C'est à ce moment que Seton-Watson (Scotus Viator) commença ses attaques contre la politique hongroise des nationalités. Dans ses ouvrages publiés sur la base des informations reçues en particulier d'Antoine Štefanek, futur ministre tchécoslovaque, il réclama la réforme et l'application de la loi sur les nationalités, l'enseignement dans la langue maternelle dans les écoles primaires et secondaires, l'usage de la langue des nationalités dans les tribunaux de première instance, les postes, les chemins de fer, les bureaux des contributions etc. Cette attaque n'en constitua pas moins une des mailles de la politique d'encerclement du roi Edouard VII d'Angleterre. Chronologiquement, ce fut presque en

même temps que prit naissance le mouvement néoslave du Tchéque Kramář, qui, pour séparer l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne, voulait la transformer en un Etat slave. Cette idée fut défendue par les Tchèques lors des congrès slaves de Prague en 1908 et de Sofia en 1910. Les cercles nationalistes slovaques furent représentés à ce dernier congrès par Louis Bazovsky, qui, plus tard, sous la domination tchécoslovaque, devint hungarophile, mais qui déclara alors que les Slovaques sympathisaient avec les Tchèques. Le parti nationaliste slovaque, tout en se basant dans son nouveau programme sur l'intégrité du territoire, se rallia une fois de plus à un mouvement dirigé contre l'intérêt vital de la Hongrie. Malgré l'écho que ces mouvements éveillèrent tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, ils n'eurent pas une grande influence dans le fonds de l'âme slovaque de sorte qu'ils ne touchèrent que superficiellement le peuple et la classe intellectuelle. Même d'après les constatations postérieures de Seton-Watson et de Laurent Šrobár, on peut dire qu'avant la première guerre mondiale, dans toute la Hongrie, il n'y avait qu'à peine 500 familles de slovaques antihongrois « conscients ».

La politique nationaliste roumaine, lors des dernières années du gouvernement de coalition, devint également radicale et cela à partir de 1908, époque à laquelle la Liga Culturala, ses difficultés intérieures surmontées, invita les Roumains par la bouche de son secrétaire général Iorga, le futur président du Conseil roumain, mort dans des circonstances si tragiques, à lui communiquer tous les griefs qu'ils avaient contre les Hongrois. Iorga exerça une influence personnelle particulièrement importante sur Octavian Goga, le jeune poète roumain qui, en opposition avec la politique, peu démocratique d'après lui, du parti nationaliste

roum
repro

coali
Albe
publ
des
on t
nous
sition

dans
à la p
prise
placer
armo
tant d
nation
doit e
scènes

nistre
que, c
magya
se fasc
de cer
des é
moins
scolair
sionne
tuer d
hongro
établi
de tel
groise
par é

I
de lan
subsid
suivan

roumain, prônait la nécessité d'une politique radicale se reposant sur les couches larges de la société.

Parmi les lois élaborées sous le gouvernement de coalition, ce fut la loi 27 de 1907, proposée par le comte Albert Apponyi, ministre des Cultes et de l'Instruction publique, qui prêta à de nombreuses critiques de la part des nationalités. Etant donné qu'à l'heure actuelle encore on tire argument de cette loi contre l'Etat hongrois, nous en esquisserons brièvement les principales dispositions.

La loi prévoit avant tout que l'école et l'instituteur éveillent dans l'âme de chacun de leurs élèves le sentiment de l'attachement à la patrie hongroise et de l'appartenance à la nation hongroise — prise évidemment au sens politique du mot. — Elle prescrit de placer à l'entrée principale de chaque école et dans les classes les armoiries de la Hongrie, d'orner les murs de tableaux représentant des scènes de l'histoire hongroise, et de hisser lors des fêtes nationales le drapeau hongrois. D'après cette loi, l'instituteur doit expliquer à ses élèves le sujet des tableaux représentant des scènes de l'histoire hongroise.

Dans les localités où il n'y a pas d'école hongroise, le ministre peut ordonner sur la requête des pères ou tuteurs des élèves que, dans les écoles confessionnelles fréquentées par des élèves magyars dont le père ou tuteur le désire, l'enseignement scolaire se fasse pour ceux-ci dans la langue hongroise et que si le nombre de ces élèves est supérieur à vingt, ou atteint 20% de la totalité des élèves, l'enseignement du hongrois soit obligatoire. Si au moins la moitié de ces élèves est de langue hongroise, la langue scolaire doit être le hongrois; mais les autorités scolaires confessionnelles peuvent pour les élèves de langue non-hongroise instituer des cours en leur langue. Dans les écoles de langue non-hongroise le programme des leçons de langue hongroise doit être établi, de concert avec les autorités scolaires confessionnelles, de telle sorte que la durée de l'enseignement de la langue hongroise permette aux élèves au bout de quatre ans de s'exprimer par écrit et oralement en hongrois.

Les instituteurs des écoles communales ou confessionnelles de langue non-hongroise ne bénéficient de la part de l'Etat de subsides ou suppléments aux traitements qu'aux conditions suivantes : 1^o l'enseignement de la langue hongroise, du calcul,

de la géographie et de l'histoire nationales, des notions de civisme doit se faire à l'aide de manuels autorisés par le ministère de l'Instruction Publique; 2^o les livres de lecture patriotiques autorisés par le dit ministère doivent être employés. L'assentiment du ministère de l'Instruction Publique est requis pour la nomination des instituteurs dont le traitement est supérieur à 200 couronnes. Les instituteurs communaux commettent une faute disciplinaire s'ils négligent l'enseignement du hongrois, s'ils utilisent des manuels scolaires interdits ou non-autorisés par le ministère de l'Instruction Publique, s'ils s'engagent dans une voie contraire aux intérêts de l'Etat, spécialement contre la Constitution, le caractère national et hongrois, l'indépendance et l'intégrité du territoire, l'emploi de la langue de l'Etat prévue par la législation, les armoiries de l'Etat, le drapeau et les insignes. Si une telle faute est commise par un instituteur jouissant des subsides de l'Etat, c'est aux autorités confessionnelles d'engager, sur l'invitation du ministre, les poursuites disciplinaires; toutefois, s'il le juge nécessaire pour la garantie des intérêts de l'Etat, le ministre peut directement poursuivre les instituteurs des écoles privées et des sociétés. Si au cours de l'enquête il appert que l'autorité scolaire est responsable soit par action, par directive, ordonnance ou interdiction, de la faute commise, le ministre peut ou bien exiger des garanties que la faute ne se répètera plus, ou bien il peut retirer les subsides de l'Etat et dans des cas graves il peut ordonner la fermeture de l'école; dans le cas de récidive l'école doit obligatoirement être fermée. Si le ministre du culte respectif est également complice, les subsides d'Etat peuvent provisoirement ou définitivement lui être aussi retirés. Si l'autorité ecclésiastique ne donne pas des garanties suffisantes dans les six mois, le ministre peut fermer l'école et y établir une école d'Etat. Si l'insuccès de l'enseignement est dû au manque de capacités de l'instituteur, le ministre doit le mettre à la retraite en l'indemnisant. Si l'instituteur n'est pas affilié à la Caisse Nationale de Retraite des Instituteurs, les autorités scolaires doivent nommer près de lui un instituteur adjoint; si elles ne le font pas, dans les 60 jours le ministre en nomme un aux frais du ministère.

Nous ne voyons donc rien dans cette loi qui puisse heurter l'intérêt légitime des nationalités. La loi Apponyi n'a fait que compléter la loi de 1879 introduisant la langue hongroise dans les écoles primaires comme matière obligatoire et prévoir l'enseignement de la langue hongroise de

faç
s'e
sen
de
rab
que
seig
la l
d'a
inte
s'ex
obs
sa
pro
con
il a
la l
reg
poi
du
par
cré
hon
con
nell
ces
ceux
si la
mer
com
mul
enfa

façon que les élèves puissent après quatre années d'études s'exprimer dans cette langue sans difficulté. Un décret semblable a d'ailleurs été promulgué par le ministre de l'Instruction Publique du cabinet Fejérváry, favorable aux nationalités. Il a en effet jugé inadmissible que 40 pour cent des écoles primaires non-hongroises n'enseignent pas suffisamment le hongrois, même 24 ans après la loi 18 de 1879. L'enseignement de la langue d'Etat a d'ailleurs uniquement pour but qu'un enfant d'une intelligence normale puisse au bout de quatre ans écrire et s'exprimer dans cette langue. Ceci ne constitue aucun obstacle à ce que l'élève apprenne à lire et à écrire dans sa langue maternelle et que les autres matières du programme lui soient enseignées en cette langue. Au contraire, par suite de ses connaissances en langues il a différents avantages sur l'élève qui ne connaît que la langue de l'Etat. Dans d'autres pays, les nationalités regrettent justement que leurs enfants n'apprennent point dans leurs écoles la langue de l'Etat. En plus du réseau des écoles confessionnelles subventionnées par l'Etat, le gouvernement hongrois n'a pas pu créer dans chaque commune des écoles d'Etat à langue hongroise, c'est donc à juste titre qu'il a exigé des écoles confessionnelles que là où le hongrois est la langue maternelle d'au moins 20 élèves, ou du cinquième des effectifs, ces écoles prennent les dispositions nécessaires pour que ceux-ci puissent apprendre leur langue maternelle et que si la moitié des enfants sont hongrois, la langue d'enseignement soit le hongrois, tout en admettant que si la communauté ecclésiastique l'exige l'enseignement soit simultanément donné dans les deux langues. (Si les enfants hongrois sont moins nombreux il faut un décret

ministériel spécial pour qu'ils puissent dans ces écoles étudier le hongrois.) L'application de ces dispositions rencontrait d'autant moins de difficultés que déjà la loi de 1879 exigeait des instituteurs la connaissance du hongrois. Les dispositions relatives à l'éducation patriotique, à l'explication des armoiries de l'Etat, des tableaux historiques, à l'emploi des manuels patriotiques, à la responsabilité des instituteurs désobéissants ou professant des notions contraires aux intérêts de l'Etat, illégales ou anti-hongroises, au retrait des subsides aux écoles dont les autorités sont coupables de ces faits, toutes ces dispositions sont tellement évidentes qu'elles ne requièrent aucune explication. Au contraire, nous devons même insister sur le caractère conciliant de la loi qui n'engageait la responsabilité des instituteurs confessionnels ou communaux qu'au cas où ils jouissaient de subsides de l'Etat et se contentait au lieu du congédiement de l'instituteur ne jouissant pas du droit de pension de la nomination d'un suppléant, titulaire des diplômes de capacité. Les lois scolaires hongroises ne plaisaient pas à certains leaders des nationalités pour la simple raison que la langue hongroise devait être enseignée dans les écoles confessionnelles. Ce fait est bien illustré par le cas de Madame Aurel Vlad, épouse d'un politicien roumain de premier plan qui, lors des examens, éclata en reproches contre l'enseignement du hongrois.

Certains historiens étrangers imputent aussi à Apponyi le décret rendant obligatoire dans toutes les écoles l'enseignement de la religion en langue hongroise. La vérité est que ce fut déjà Lukács, ministre de l'Instruction Publique du cabinet Fejérváry, qui imposa *dans les écoles de l'Etat la langue hongroise*, parce que les ministres des cultes roumain et serbe orthodoxes, et les prêtres uniates

ense
sion
posi
tend
Appo
mett
dans
prin
gion
1797
ensei

LA

Etien
tions
Croati
(1910
1912)
cevain
hongr
les ge
comm
consi
comte
chauv
déclar
du pa

enseignaient dans leur langue les élèves de leur confession dont la langue maternelle était *le hongrois*. Cette disposition n'a donc été qu'une mesure défensive contre les tendances dénationalisatrices des clergés roumain et serbe. Apponyi a, au contraire, adouci cette disposition en permettant que les cérémonies du culte soient enseignées dans la langue des Eglises respectives, toutefois les principales prières et les notions fondamentales de la religion devaient être enseignées aussi en hongrois. Le décret 1797/1914 disposait dans la suite que la religion devait être enseignée dans la langue maternelle de chaque élève.

II

LA POLITIQUE DU COMTE ÉTIENNE TISZA
EN MATIÈRE DE NATIONALITÉS

Ce décret était déjà l'œuvre du second cabinet du comte Etienne Tisza (1912—1917), qui a aboli aussi les dispositions du règlement des chemins de fer, attaquées par les Croates. Immédiatement après l'échec de la coalition (1910), ce fut le second cabinet Khuen-Héderváry (1910—1912) qui prit le pouvoir, mais à l'arrière-plan déjà on apercevait le comte Etienne Tisza, cet illustre homme d'Etat hongrois qui, en 1918, fut victime d'un assassinat parce que les gens trompés ne savaient pas qu'il avait tenté, au conseil commun austro-hongrois, d'empêcher la guerre et le considéraient comme auteur responsable de celle-ci. Le comte Etienne Tisza a, dès 1883, pris position contre les chauvins et à partir de 1893 il a, à plusieurs reprises, déclaré que les Hongrois et les Roumains devaient, en face du panslavisme, trouver un terrain d'entente.

Lors des élections de 1910, seulement 8 sur 26 députés des partis des nationalités sont entrés au parlement : 4 roumains, 3 slovaques et 1 serbe. Les causes de l'affaiblissement du parti roumain sont avant tout à rechercher dans le mouvement lancé par Goga. Aux élections, ce furent, en effet, ses adeptes et ceux des partis roumains qui sympathisaient avec lui qui subirent un échec. La lutte violente engagée entre Goga et le journal « Tribuna » d'Arad ainsi que le comité du parti fut apaisée par Constantin Stere envoyé en Hongrie par le parti libéral de Roumanie. L'accroissement territorial de la Roumanie, survenu à la suite de la guerre balkanique, attisait encore l'irrédentisme roumain des deux côtés des Carpathes. Et après la paix de Bucarest, Goga considérait l'échec des négociations entre Tisza et le parti roumain comme un résultat du réveil de la conscience nationale roumaine. En effet, les comtes Khuen-Héderváry et Tisza avaient engagé des négociations par Vasile Mangra et Mihú, dès avant 1910, pour que, semblablement aux députés saxons, les Roumains fassent cause commune avec le parti gouvernemental ; toutefois les négociations ne purent aboutir car les Roumains avaient la prétention d'obtenir du parti gouvernemental qu'un certain nombre de mandats leur fussent réservés d'office. Dans son premier discours prononcé au nouveau parlement, Tisza s'occupa uniquement du problème roumain qu'il connaissait bien depuis son enfance passée dans le comitat de Bihar et qui était en effet le plus important problème nationalitaire du pays. A son avis, c'était au clergé roumain et au gouvernement hongrois qu'incombait la tâche de créer l'atmosphère favorable à un rapprochement. Le président du Conseil partageait son avis et certains députés de l'opposition accueillirent aussi favorable-

men
voir,
du c
appe
rapp
succ
sions
accor
rales
nomi
ment
lités.

4
prése
mand
certa
jusqu
ment
Hong
créati
slova
une s
la ma
d'une
nalist
tenta
catho
« Lud
gouve
achar
Hodž
défens

ment son discours. Lorsque le comte Tisza arriva au pouvoir, il renoua les pourparlers avec les Roumains. Des lettres du comte Tisza adressées à certains prélats roumains il appert qu'à la fin de 1913 et au début de 1914 un certain rapprochement eut lieu mais il ne fut point couronné de succès parce que du côté roumain on exigeait des concessions de droit public. Tisza se montrait disposé à leur accorder certaines faveurs scolaires, linguistiques et électorales mais la majorité du parti roumain exigeait déjà l'autonomie, ce qui était en opposition avec les principes fondamentaux de la politique hongroise concernant les nationalités.

Après l'échec des élections de 1910, le parti slovaque présenta au gouvernement un mémorandum (1911) demandant le rétablissement de la Matica et la fondation d'un certain nombre d'écoles secondaires à langue slovaque et jusqu'à la réalisation de son vœu il demandait l'enseignement obligatoire du slovaque dans les écoles de la Haute Hongrie et l'autorisation d'ouvrir une souscription pour la création de lycées privés avec enseignement en langue slovaque. Comme chez les Roumains, après les élections, une scission s'opéra également chez les Slovaques entre la majorité catholique et la minorité luthérienne jouissant d'une influence disproportionnée et aussi entre les nationalistes slovaques et l'orientation tchécoslovaque. Hlinka tenta en 1913 la fondation d'un parti populaire slovaque catholique. L'organe du nouveau parti, le journal « Ludové Noviny », accepta tranquillement l'appui du gouvernement hongrois et entreprit une campagne acharnée contre le groupement tchéco-philie de Milan Hodža; Hlinka — tempora mutantur — embrassa la défense de l'évêque de Szepes, Alexandre Párvy, tant

attaqué en son temps et le reçut pacifiquement lors de sa tournée de confirmation à Liptó. Le président du parti slovaque de Turócszentmárton, Mathias Dula, pour aplanir les différends existant, proposa la fondation d'un Conseil National Slovaque qui aurait réuni en son sein tous les groupements slovaques (1914), mais le déclenchement de la première guerre mondiale fit échouer ce plan. Le groupement hungarophile fut cruellement frappé par la mort de Sámuel Czambel (1909), un des adversaires les plus acharnés de l'orientation tchéco-slovaque.

Par suite des luttes intestines qui se déroulèrent au sein de l'Eglise orthodoxe serbe et la victoire que les partis politiques avaient remportée sur la hiérarchie ecclésiastique, le roi, invoquant son droit d'inspection supérieure, suspendit en 1912 l'autonomie de l'Eglise serbe. Les Serbes protestèrent et le patriarche de Karlovitz, Lucien Bogdanovitch, prélat hungarophile, fut victime d'un attentat à Gastein. Ces événements ont directement précédé la guerre balkanique qui devait faire de la Serbie la puissance la plus forte des Balkans. Ceci a naturellement contribué à renforcer la conscience nationale des Serbes de Hongrie et la jeunesse s'engagea de plus en plus fortement dans l'orientation par slaviste et dans la voie du nationalisme serbe.

Le renforcement de la Serbie avait aussi éveillé le désir d'indépendance en Croatie, où, depuis 1913, le nouveau ban, le baron Ivan Skerletz, s'appuyait de nouveau sur la coalition serbo-croate et cela à une époque où les Slaves du Sud étaient de plus en plus attirés vers la création d'un Etat yougoslave. L'heureux règlement de la question des chemins de fer, cause principale de la mésentente depuis 1907, ne suffit plus pour rétablir l'équilibre.

mon
dan
groi
cons
polit
le p
méd
trac
le co
depu
de l
slave
Sáro
qui d
qu'on
le co
cienn
cours
ont
dont
Les
sans
religi
Mais
motif
réalis
A
après
contre
d'être
Ce di

Dans les années qui précédèrent la première guerre mondiale, les Saxons de Transylvanie se sont rapprochés dans une certaine mesure de la conception étatique hongroise et un de leurs députés constate « qu'ils s'identifient consciemment et sans arrière-pensée avec le point de vue politique hongrois » (Neugeboren). Les intellectuels et le peuple ruthènes restèrent loyaux à l'Etat bien qu'immédiatement avant la guerre on ait pu apercevoir les traces d'un mouvement pravoslave, se manifestant dans le comitat de Máramaros. Parmi les Ruthènes, uniates depuis les XVII^e et XVIII^e siècles, c'est sous l'influence de l'émigration en Amérique que ce mouvement pravoslave (orthodoxe) débuta dans le comitat frontière de Sáros. Plus tard ce fut Iza, dans le comitat de Máramaros, qui devint le centre de ce mouvement schismatique. Lorsqu'on s'aperçut que derrière cette organisation se trouvait le comte Vladimir Bobrinskij, chef de l'Association Galicienne de Saint-Pétersbourg, les tribunaux hongrois, au cours des procès qui se sont déroulés en 1913 et 1914, ont condamné 32 accusés ruthènes sur 94 à des peines dont la plus grave allait jusqu'à 4 ans $\frac{1}{2}$ de prison d'Etat. Les condamnés étaient, sans exception, des pauvres paysans ruthènes attirés dans ce mouvement par le fanatisme religieux et le mécontentement à l'égard de l'Eglise uniate. Mais les facteurs russes ont sciemment mis en avant les motifs religieux car ils estimaient que la russophilie se réaliserait par le pravoslavisme, la religion russe.

Au moment de la déclaration de la guerre, six jours après le jugement de Máramarossziget, eut lieu l'attentat contre l'évêque uniate Etienne Miklóssy qui venait à peine d'être sacré évêque du diocèse de Hajdudorog (1912). Ce diocèse que l'on avait formé en grande partie en scin-

dant celui de Munkács et celui de Nagyvárad, l'un uniateruthène, l'autre uniateroumain, était destiné à sauver environ $\frac{1}{4}$ de million d'Uniates hongrois menacés d'être slavisés ou roumanisés. Contre la création de ce nouveau diocèse on mena une violente campagne tant en Russie qu'en Roumanie dont le résultat fut l'attentat de Debrecen. L'auteur en était un certain Catareu (Kataref), originaire de Bessarabie, qui se trouvait en relations tant avec le roumain Iorga qu'avec le russe Bobrinskij. Il se rencontra avec ce dernier à Bucarest immédiatement après le procès de Máramarossziget où on l'avait entendu comme témoin. Lorsque la police autrichienne invita les autorités roumaines à arrêter Catareu — selon l'opinion généralement répandue à Bucarest — la police roumaine fit transporter Catareu en auto jusqu'à la frontière russe. Cette circonstance fait supposer que certains éléments irrédentistes russes et roumains étaient complices dans l'attentat.

C'est dans cette atmosphère étouffante que débuta la première guerre mondiale. La majorité des groupements ethniques de la Hongrie remplirent loyalement leur devoir envers la patrie. Pour les Allemands cela était d'autant plus facile que l'Autriche-Hongrie était l'alliée de l'empire allemand. Les sentiments des Saxons, caractérisés par une correction froide — comme l'affirma sous le régime roumain l'un des plus illustres historiens saxons — évolua « peu à peu vers une intimité entre ceux-ci et l'Etat hongrois ». Contrairement aux Tchèques, les soldats slovaques ont fidèlement respecté leur serment, ils ne sont pas passés à l'ennemi et le comte Etienne Tisza a même reconnu leur attitude loyale. Dans la constitution des légions

tche
slov
relé
de
slov
mée
de l
les
part
avai
l'Et
Mas
avan
fran
ce q
tre
avai
quel
cédé
des
men
fait
délit
denu
égale
de r
priso
poin
une
l'arm
deux
guer

Flach

tchéco-slovaques, il entra relativement peu de soldats slovaques prisonniers de guerre ; les Slovaques y étaient relégués à l'arrière-plan et l'on avait refusé la création de détachements slovaques séparés et l'emploi de la langue slovaque. L'émeute du 71^e régiment d'infanterie de l'armée impériale et royale stationnant à Kragujevac, à la suite de laquelle on a fusillé 44 soldats, fut l'unique occasion où les Slovaques aient refusé d'obéir (1917). Toutefois, une partie des Slovaques émigrés avant la guerre à l'étranger avait appuyé le mouvement tendant à l'établissement de l'Etat tchéco-slovaque dont le principal auteur était, outre Masaryk et Beneš, le Slovaque Milan Štefánik qui, déjà avant la première guerre mondiale, s'était fait naturaliser français. On avait encore moins de sujet de se plaindre en ce qui concerne les Ruthènes. Si un certain nombre d'entre eux, à la fin de 1914 et au commencement de 1915, avaient rendu certains services aux Russes, qui pendant quelques mois occupèrent leur pays natal, la plupart ne cédèrent que sous la menace de mort ; d'autres cachèrent des soldats hongrois ; certains autres ont même ouvertement lutté contre les Russes. Le comte Etienne Tisza a fait preuve d'une grande compréhension pour la situation délicate de ce peuple et il désavoua les dénonciations dénuées de fondement. Les Serbes, en général, ont également vaillamment combattu même contre leurs frères de race de Serbie, les Croates également. Le nombre des prisonniers de guerre de nationalité croate ou serbe n'était point trop important. Cependant quelques jeunes officiers, une fois prisonniers de guerre, prirent du service dans l'armée serbe. Certains politiciens roumains, Goga et les deux Lucaci, immédiatement après la déclaration de guerre se sont sauvés en Roumanie. Ceux qui restèrent en

Hongrie prodiguèrent les plus belles assurances et cela même après l'entrée en guerre de la Roumanie, cependant nous savons maintenant que ces déclarations n'avaient aucune valeur puisque, plus tard, devenu président du conseil roumain, Alexandre Vajda Voevod avoua dans un discours qu'il prononça au sénat de Bucarest qu'en vertu des accords intervenus entre les politiciens roumains de Transylvanie et du Régat (ancienne Roumanie) ils devaient adopter une attitude commune, et que les gouvernements roumains, à quelque parti qu'ils aient appartenu, étaient obligés d'appuyer pécuniairement les Roumains de Transylvanie. La politique de la Roumanie a été, à cette époque, étroitement liée aux aspirations des Roumains de Transylvanie; à ceux-ci incombait de saper les fondements de l'Etat hongrois, tandis que la Roumanie avait à jouer un rôle constructif. Déjà avant l'entrée en guerre de la Roumanie il y avait en Transylvanie quelques procès d'espionnage importants, les recrues roumaines de la classe intellectuelle désertaient en masse l'armée et une atmosphère d'irrédentisme fanatique régnait parmi la jeunesse. Lorsque l'armée roumaine, en 1916, occupa pour quelques semaines la région frontière de la Transylvanie d'où les armées des puissances centrales les chassèrent peu après, grand nombre de professeurs et instituteurs roumains la suivirent dans la retraite car ils avaient peur des conséquences de leurs actes attentatoires à la sûreté de l'Etat. Les soldats roumains cependant — comme l'a constaté Tisza — se sont comportés loyalement.

Après les déclarations de loyalisme prononcées après le déclenchement de la guerre, Tisza saisit le moment psychologique le plus favorable et, nonobstant l'insuccès des négociations de 1913/14, essaya une fois de plus de réaliser

l'enter
21 sep
Metia
mains
réform
désirs
part
langue
rités d
que
placée
fut bie
du Co
tianu
térieur
hissées
condan
amnisti
se mo
négoci
espérai
allema
Le cle
de 191
doxes
la relig
prétati
qu'au
Rouma
solutio
pense
qu'apre

l'entente hungaro-roumaine. Dans la lettre qu'il adressa le 21 septembre 1914 à l'archevêque orthodoxe de Nagyszeben, Metianu, et à d'autres prélats orthodoxes et uniates roumains, il alla encore plus loin et se montra prêt « à une réforme de la loi scolaire de 1907 tenant compte des désirs des écoles confessionnelles » ; il voulait d'autre part prendre des dispositions permettant l'usage de la langue maternelle dans les rapports directs avec les autorités de l'Etat et promettait une réforme électorale de sorte que « la représentation politique des Roumains serait placée sur des bases plus équitables ». L'initiative de Tisza fut bien accueillie par les prélats roumains. Le président du Conseil hongrois publia sa correspondance avec Metianu et une ordonnance dans laquelle le ministre de l'Intérieur promettait que les couleurs roumaines seraient hissées près des couleurs hongroises et que les Roumains condamnés pour délits politiques bénéficieraient d'une amnistie. Le clergé et une partie de la presse roumaine, se montrèrent favorables à ces initiatives, mais les négociations n'ont pas abouti parce que les Roumains espéraient que Tisza serait forcé, grâce à une médiation allemande, de leur accorder une autonomie complète. Le clergé roumain a pour sa part interprété le décret 1797 de 1914 de telle façon qu'il enseignait aux élèves orthodoxes de langue maternelle hongroise des écoles hongroises la religion en roumain. Tisza protesta contre cette interprétation inattendue du décret. Mais même après et jusqu'au printemps de 1916 l'idée d'un compromis avec les Roumains continua à le préoccuper. Il aurait voulu que la solution de ce problème constituât la plus belle récompense de son activité politique et il ne cessa de répéter qu'après la guerre, sans égard à la situation de la politique

étrangère, il arriverait à une solution. Après l'irruption roumaine, et l'activité déjà mentionnée des instituteurs des écoles confessionnelles, il ne pouvait plus être question de continuer dans cette voie et le comte Albert Apponyi, ministre de l'Instruction Publique du cabinet Esterházy, fit savoir aux métropolitains orthodoxes et uniates qu'il étatiserait les écoles roumaines situées le long de la frontière, unique garantie qui restât contre l'influence étrangère, d'autre part il décida que les écoles normales roumaines se trouvant à l'intérieur des frontières ne seraient plus sous la surveillance des inspecteurs scolaires mais sous celle de commissaires ministériels nommés spécialement. Dans ces écoles étatisées, le roumain continuait à rester matière obligatoire. Le consistoire archiépiscopal de Nagyszeben, en prenant note de la décision ministérielle, saisit le gouvernement de certaines demandes que celui-ci était prêt à satisfaire. Ainsi par exemple, il était question de ne nommer dans les écoles étatisées que des instituteurs parlant le roumain et autant que possible de religion orthodoxe, de laisser à 15 ou 18 écoles leur caractère confessionnel, etc. Mais le consistoire métropolitain ordonna la transmission de cette affaire au syndode, aussi le ministre cessa-t-il de verser les subsides.

Durant la guerre mondiale, le gouvernement hongrois a maintes fois prouvé son objectivité et sa bienveillance envers les nationalités. C'est ainsi par exemple que le comte Tisza prit soin d'envoyer près des soldats de nationalité roumaine, soignés dans les hôpitaux du front de l'Isonzo, des hommes parlant leur langue qui puissent entendre leurs désirs, entrer en communication avec leurs familles et les aider dans toutes leurs menues affaires. Cette initiative de

Tisz
d'aic
à l'a
des
rigou
des
posit
C'es
liber
modi
en cl
ment
les l
Hrug
préter
l'emp
aux s
citait
de gu
du go

LA S
A
de la
Comp
dique
immé
I
Hong

Tisza a été inspirée par un cœur noble, désireux d'aider ses semblables. Dans une de ses lettres adressées à l'archiduc Joseph il déclara « aimer le peuple roumain des villages ». Il désapprouvait certaines dispositions rigoureuses de l'armée, appliquées à la population serbe des régions méridionales, et plus d'une fois il prit position « contre certains agissements des militaires ». C'est grâce à son intervention que l'on remit en liberté Pribitchevich et il réussit souvent à faire modifier certaines sentences rigoureuses du commandant en chef de l'armée, Charles Terstyánszky. Le gouvernement hongrois continua, même pendant la guerre, à respecter les lois envers les nationalités. Si l'historien slovaque Hrušovský ne peut invoquer comme preuve de l'attitude prétendue antislovaque du gouvernement hongrois que l'emprisonnement du curé Joseph Kačka, qui « donnait aux soldats slovaques certains renseignements et qui incitait le peuple slovaque à ne pas souscrire à l'emprunt de guerre », c'est la meilleure justification de la politique du gouvernement hongrois envers les Slovaques.

12

LA SITUATION DES NATIONALITÉS AVANT 1918

Après avoir résumé les événements les plus importants de la question des minorités en Hongrie à l'époque du Compromis, jetons encore un regard sur la situation juridique et effective des nationalités telle qu'elle se présentait immédiatement avant 1918.

D'après le recensement de 1910, la population de la Hongrie se montait à 20.886.487 habitants dont 10.050.575

Hongrois et 10.835.912 dont la langue maternelle n'était pas le hongrois. Sans la Croatie et Slavonie, possédant une autonomie territoriale, la population s'élevait à 18.264.533, à savoir : 9.994.627 habitants de langue hongroise (54,5%) et 8.319.909 de langue non-hongroise (45,5%). Ces derniers se répartissaient de la façon suivante :

Allemands	1.903.357*	soit 10,4%
Slovaques	1.946.357	soit 10,7%
Roumains	2.948.146	soit 16,1%
Ruthènes	464.270	soit 2,5%
Croates	194.808	soit 1,1%
Serbes	461.516	soit 2,5%
Vendes et Slovènes	77.398	} soit 2,2%
Bounietvatz et Schokatz	88.209	
Tziganes	108.825	
Italiens	29.249	
Autres nationalités	97.801	

La situation juridique des citoyens appartenant à ces différentes nationalités était réglementée en Hongrie par l'article 44 de la loi de 1868. A Fiume, le provisoire assurait aux Italiens un rôle prépondérant. La Croatie et la Slavonie jouissaient d'une autonomie très étendue. Selon l'article 9 de la loi de 1868 les Eglises orthodoxes serbe et roumaine possédaient aussi une ample autonomie, ce qui signifiait aussi l'autonomie culturelle de tous les Serbes et de la majorité des Roumains. (voir pages 67-71)

* Dont 196.967 juifs.

Les Saxons de Transylvanie avaient leur Église nationale, l'Église luthérienne de Transylvanie (Siebenbürgische evangelische Landeskirche) qui était complètement indépendante de l'Église luthérienne (adepte de la confession d'Augsbourg) de la Hongrie au sens restreint du mot, et dans laquelle, dit le Saxon Neugeboren, « non seulement la religion, mais toute la vie culturelle nationale a trouvé un bouclier et un défenseur dévoué »; selon lui, l'importance de l'Église consistait dans le fait que c'est elle qui avait pris en charge et qui entretenait les écoles saxonnes. Juste avant la guerre de 1914, l'Église avait 248 écoles primaires complétées par des cours de perfectionnement, 15 écoles primaires supérieures, 9 lycées sur le modèle allemand et 2 écoles normales, dans lesquels on enseignait à 44.000 élèves dont 42.000 étaient allemands. La grande fortune de l'Église rendait possible le maintien de cette immense organisation scolaire. En 1918, l'Église possédait plus de 35.000 arpents cadastraux de terre (1 arpent = 57 ares). La valeur nominale de ses obligations de guerre était de 7.600.000 couronnes, la valeur de ses autres obligations de 3.800.000 couronnes. Selon une décision de l'année 1850 elle pouvait soustraire de sa propre fortune, pour le maintien de ses lycées, la somme de 15.000 couronnes, et depuis 1906, l'Université Saxonne lui allouait 210.000 couronnes pour les dépenses scolaires. De l'article 12 de la loi de l'année 1876, il résulte que la fortune de l'Université Saxonne était la principale ressource de la culture saxonne. Malgré sa grande fortune, l'Église bénéficiait, de la part du gouvernement Hongrois, d'une importante subvention d'Etat qui en 1918 avait dépassé un demi million de couronnes. Les autres luthériens allemands

et slovaques ne possédaient pas d'Eglise nationale, ils étaient membres de l'Eglise luthérienne universelle de la patrie hongroise ; mais, comme dans celle-ci, les fidèles de beaucoup de communautés ecclésiastiques étaient en grande partie des Slovaques ou des Allemands, les nationalités en question pouvaient régler elles-mêmes leurs affaires religieuses et, dans le cas où les communautés ecclésiastiques entretenaient des écoles, elles avaient aussi le droit de régler leurs affaires scolaires. Il est à noter que cette Eglise possède une organisation presbytérienne et, partant, elle est plus démocratique que n'importe qu'elle Eglise luthérienne d'Europe. Comme dans toutes les communautés ecclésiastiques, celles de langue allemande et slovaque pouvaient aussi choisir eux-mêmes leurs pasteurs, de même que leurs inspecteurs séculiers ainsi que les membres de leurs conseils de communauté ecclésiastique.

La constitution de l'Eglise catholique est anti-autonome, cependant certains organes de l'Eglise catholique en Hongrie possédaient quand même une organisation nationalitaire, ainsi l'archevêché uniaste siégeant à Fogaras—Gyulafehérvár ainsi que les trois évêchés qui en dépendent sont de caractère roumain, tandis que les évêchés uniastes de Munkács et d'Eperjes sont de caractère ruthène. Sur la proposition du gouvernement hongrois, le roi nommait toujours à la tête des premiers un prélat dont la langue maternelle était le roumain et, à la tête des derniers, il nommait aussi ordinairement un prélat ruthène. L'archevêque de Balázsfalva était nommé parmi les trois candidats du synode élisant les archevêques. La situation financière des quatre diocèses uniastes roumains était également très florissante ; dans

leurs caisses centrales elles géraient en 1913 un fonds de près de 14 millions de couronnes. La subvention d'Etat avait dépassé, en 1918, trois millions de couronnes-or.

Les catholiques allemands, slovaques, vendes, serbes, etc., qui suivaient les rites de l'Eglise romaine ne possédaient aucun organisme spécial dans cette dernière, mais pouvaient faire librement usage de leur langage dans les sermons, les chants liturgiques et les annonces aux fidèles, et rien ne les empêchait d'accéder aux plus hautes dignités ecclésiastiques. Il est fort significatif de noter qu'en 1912, sur la proposition du gouvernement hongrois, le roi nomma prince primat d'Esztergom Jean Csernoch, prélat dont la langue maternelle était le slovaque.

Les Eglises nationales, de même que les diocèses à caractère national, complétaient d'une manière heureuse les droits stipulés par l'article 44 de la loi de 1868 des nationalités roumaine, serbe, ruthène et saxonne.

Dans ces Eglises, les ressortissants des nationalités étaient les maîtres pendant que les fidèles hongrois étaient relégués au second plan. Dans les diocèses catholiques uniates roumains, la langue liturgique était le roumain, dans les diocèses ruthènes l'ancien slave et il arrivait très souvent que les prêtres enseignaient le catéchisme aux enfants hongrois en roumain ou en ruthène. Ce n'est qu'en 1912 que fut créé l'évêché de Hajdúdorog dont la majeure partie des fidèles étaient des Hongrois, mais là encore la langue liturgique n'était pas le hongrois mais le grec ancien, et ce n'est que dans certaines parties de l'office que la langue maternelle des fidèles

était usitée. Si ces dispositions, prises par le Saint-Siège, furent violemment attaquées, surtout du côté roumain, ce fut moins à cause du désir de satisfaire les exigences légitimes des nationalités qu'à cause de l'amertume ressentie par la perte du pouvoir. Le fait qu'environ 41.000 orthodoxes hongrois (1910) appartenaient aux Eglises serbes et roumaines, prouve la tolérance dont fit preuve le gouvernement hongrois envers les Eglises des minorités.

Nous croyons que tout ceci démontre clairement ce que nous avons affirmé plus haut, à savoir que dans toute l'Europe, ce n'est qu'en Suisse que les droits des nationalités sont plus étendus que ceux des nationalités hongroises. La solution du problème des nationalités était bien plus facile en Suisse, car, jusqu'en 1876, l'Helvétie était une Confédération d'Etat dont les Etats souverains, les cantons, à l'exception de quatre, avaient la même langue, et ainsi la question de langues et de nationalités ne se posa même pas dans les cantons, mais seulement dans la fédération dont les attributions sont relativement limitées. Si nous considérons le droit autrichien des nationalités, il n'était pas dans son ensemble plus favorable que le droit hongrois. Le célèbre article 19 de la constitution de 1867 assurait le droit inviolable de chaque « tribu » (Volksstamm) pour le développement et le maintien de sa nationalité, mais ne règlementait pas, de plus près, les droits ethniques. Les lois autonomes de certains pays de la couronne donnaient aux tribus différents droits scolaires et de langue qui étaient certainement plus étendus que les droits accordés par l'article 44 de la loi hongroise de 1868. Cependant aucune des nationalités autrichiennes ne jouissait

d'une autonomie territoriale semblable à celle des Croates. Les pays de la couronne avaient bien une autonomie s'étendant à certaines questions administratives et législatives, mais comme aucune province héréditaire n'était d'une seule nationalité, il ne pouvait être question, en Autriche, d'autonomie nationale territoriale. En Bohême et en Moravie, par suite de la séparation des conseils scolaires de la province, la majorité tchèque avait une certaine autonomie scolaire. En Bohême le Conseil agraire, la Chambre des Médecins et la Chambre des Ingénieurs et au Tyrol le Conseil agraire étaient distincts. En Moravie, l'Assemblée provinciale se divisait en sections tchèques, allemandes et mixtes, en Bukovine en sections polonaise, allemande, roumaine, juive, mixte et orthodoxe qui élisaient les fonctionnaires et les rapporteurs des assemblées provinciales, les instituteurs, fonctionnaires et garçons de bureau dont une place était réservée à un ressortissant de quelque une des nationalités. Cependant cela n'était que le commencement de l'autonomie des nationalités et ne pouvait être comparé à l'autonomie croate. En Autriche, aucune Eglise de caractère nationalitaire ne possédait une situation de droit public analogue à celle des Eglises nationales serbe et roumaine. D'ailleurs en Autriche la situation différait complètement de celle qui existait en Hongrie, car pendant qu'en Autriche les Allemands ne constituaient que 35,8% de la population, en Hongrie, par contre (sans compter la Croatie et la Slavonie) les Hongrois formaient la majorité. Le droit des nationalités hongroises ne peut être comparé à celui des Belges, car en Belgique le problème des nationalités gravitait autour de l'amélioration de la situation juridique et effective de la majorité flamande, alors qu'en Hongrie même,

la plus grande minorité n'atteignait pas le sixième de la population.

Dans les autres Etats possédant des nationalités importantes, les droits de celles-ci n'étaient pas aussi avantageux que ceux des nationalités de Hongrie. Nous dépasserions le cadre de cette étude si nous voulions confronter les règles de droit correspondantes des autres pays, nous devons donc nous contenter de citer quelques exemples frappants. La constitution roumaine de 1866 ne connaissait que des « Roumains ». La constitution serbe n'avait pas, non plus, réglé les droits des nationalités. Le droit commun de la Russie tsariste infligeait aux « inorodzi » un traitement moins favorable qu'aux Russes. L'ukase de 1876 interdit l'édition des œuvres et des livres musicaux de langue ukrainienne ainsi que l'exercice du culte catholique uniâte. Sur les territoires polonais, la langue russe était la seule langue d'enseignement officielle. Le manifeste tsariste du 15 février 1899 limita l'autonomie accordée à la Finlande par le traité de paix de Frédérikshamn et par l'acte de Borgô, en stipulant que les droits du parlement se borneraient à présenter des motions et en introduisant l'emploi de la langue russe dans l'administration judiciaire ; selon l'ordonnance du 20 juin 1900 la langue russe devint la langue exclusive de l'administration supérieure. Selon la loi allemande du 31 mai 1911, la langue employée en Alsace-Lorraine par les assemblées provinciales (Landtag) était l'allemand, ainsi que par les autorités, les corps autonomes et par l'enseignement. Dans les territoires habités par une majorité française, des exceptions étaient possibles, le Statthalter du Reich pouvait permettre l'emploi de la langue française dans l'enseignement ; aucune loi n'assurait

donc les droits de la langue française dans les territoires habités en majeure partie par des Français, l'autorisation de parler le français dépendait uniquement du bon vouloir du gouvernement. Le paragraphe 12 de la loi d'empire du 19 avril 1908 ordonnait l'emploi obligatoire de la langue allemande dans toutes les réunions publiques, des exceptions n'étaient tolérées que pour les territoires où la population de langue non-allemande, établie depuis longtemps, formait au moins une majorité de 60%. Selon la loi de colonisation prussienne de 1886 et la modification apportée à cette loi en 1904 et selon la loi d'expropriation du 20 mars 1908, des Allemands furent établis dans les territoires habités par des Polonais à qui on interdit l'achat de nouvelles propriétés. Les minorités polonaise, danoise, lithuanienne et vende de Lausitz n'avaient pas le droit d'utiliser leur langue dans la vie officielle, sauf dans les écoles et encore dans des cas particuliers comme par exemple dans le domaine de l'enseignement religieux. Une ordonnance prussienne de 1888 limita, dans le Schleswig, l'enseignement en langue danoise à quelques cours. Conformément aux décrets de 1873, 1880 et 1881, il n'était permis de faire usage de la langue lithuanienne que dans les cours moyens et supérieurs des écoles fréquentées principalement par des élèves lithuaniens et seulement pour l'enseignement religieux; dans les cours moyens on apprenait également à lire en lithuanien. Depuis 1875 la Prusse ne tenait plus compte du tout de la langue vende, alors que dans les territoires saxons habités par les Vendes on autorisait au moins la lecture et l'enseignement religieux vendes et qu'en outre, dans un lycée et dans deux écoles normales, la langue vende était une matière *facul-*

tative. D'après Schücking, la langue de la plus grande des nationalités allemandes, le polonais, n'était employée que dans l'enseignement religieux. « Dans cette question écrit l'excellent juriste allemand — nous sommes bien plus sévères que les Hongrois qui exigent, depuis peu seulement, qu'en dehors de l'enseignement de la langue hongroise, d'autres matières soient également enseignées en langue hongroise ». Cette dernière affirmation est fausse car si dans les écoles saxonnes de langue allemande de Transylvanie l'enseignement de la langue hongroise était naturellement obligatoire, toutes les autres matières étaient enseignées en allemand, même dans les lycées. Schücking dit également qu'en Alsace la police interdit même les inscriptions funéraires en langue française. De pareilles mesures auraient été inconcevables en Hongrie. La Troisième République française ne donna aucun droit aux citoyens de langue bretonne, basque, flamande, etc... La situation était pareille en Italie, excepté dans le Val d'Aoste, où le français était enseigné. Conformément à une ordonnance du mois de novembre 1902, en Espagne, dans les écoles publiques, l'enseignement devait se faire uniquement en espagnol castillan, le catalan et le basque ne pouvant être que des langues auxiliaires.

En Hongrie le nombre des écoles primaires dans lesquelles l'enseignement se faisait dans la langue des nationalités était, en 1913, de 3.634 avec 5.393 instituteurs. (Depuis 1899 le nombre des écoles des nationalités avait diminué. On en trouve la cause dans la réduction du nombre des écoles primaires à cause de la fermeture des écoles peu fréquentées, et du remplacement de plusieurs écoles à un seul instituteur

par
éco
322
div
lang
et
men
3 ro
rent
mat
I s
écol
que
à sa
diff
dair
lesq
min
lang
lang
2 al
para
mun
faisa
théo
dans
Les
stric
voni
près
de C
supé

par une école à plusieurs instituteurs.) Parmi ces écoles, 2.578 étaient de langue roumaine, 417 allemande, 322 slovaque, 256 serbe, 47 ruthène et 14 de langues diverses. Il y avait en outre 2 écoles d'agriculture de langue allemande, 1 école mi-allemande mi-hongroise et 13 écoles de nationalités d'apprentissage pour le commerce et l'industrie (10 écoles de langue allemande et 3 roumaine). Pour les enfants de trois à six ans, de différentes nationalités, il y avait 61 asiles permanents et écoles maternelles, dont 23 allemands, 21 serbes, 5 roumains, 1 slovaque et 11 de différentes nationalités. Parmi les écoles primaires supérieures il y en avait 16 dans lesquelles l'enseignement se faisait dans la langue des élèves, à savoir : 6 allemandes, 4 roumaines, 3 serbes et 3 de différentes langues. Il existait en Hongrie 18 écoles secondaires (lycées, écoles supérieures de jeunes filles) dans lesquelles on enseignait dans la langue des différentes minorités : 10 allemandes, 6 roumaines, 1 serbe, 1 d'autre langue. Il existait en outre une école commerciale de langue roumaine ; 12 écoles normales : 8 roumaines, 2 allemandes et 2 serbes assumaient la charge de la préparation du cadre enseignant des écoles primaires communales de langue non-hongroise. Les prêtres roumains faisaient leurs études dans deux écoles supérieures de théologie catholique uniate et dans une école orthodoxe dans lesquelles la langue d'enseignement était le roumain. Les chiffres ci-dessus se rapportent seulement à la Hongrie strictement dite et ne concernent pas la Croatie et la Slavonie où les langues des écoles étaient, à peu d'exceptions près, le croate et le serbe. Les deux lycées orthodoxes serbes de Croatie, les deux écoles normales ainsi que l'école supérieure de théologie de Karlovitz complétaient l'enseigne-

ment scolaire serbe de la Hongrie pris au sens le plus strict, d'autant plus que ces écoles étaient entretenues par l'Eglise commune des Serbes de Hongrie et de Croatie.

L'Etat hongrois aidait par des subventions une grande partie des écoles confessionnelles, communales et d'association. Au cours de l'année scolaire 1913—1914, 2.048 écoles, en majeure partie des écoles roumaines et serbes, reçurent une subvention d'Etat de 2.615.000 couronnes, alors que dans l'année scolaire 1904—1905 elles n'avaient reçu que 678.000 couronnes. Si la subvention d'Etat quadrupla presque en dix ans, ce fut le résultat de l'augmentation du traitement des instituteurs, dont bénéficièrent les instituteurs et les institutrices des nationalités, exactement comme les Hongrois.

De ces documents nous ne voulons pas conclure qu'avant la première guerre mondiale le nombre des écoles dans lesquelles l'enseignement se faisait dans la langue des nationalités aient été suffisant. La proportion numérique des écoles primaires de langue roumaine approchait toutefois la proportion numérique des habitants de nationalité roumaine du pays, mais la proportion des écoles des autres nationalités était bien au-dessous de la proportion numérique de ces dites nationalités. Cela est dû au fait que le niveau culturel des Hongrois était plus évolué que celui des autres peuples non-hongrois, exception faite pour les Allemands, et qu'une partie des nationalités, et parmi elles en premier lieu les Allemands de Hongrie, ne profitaient pas des possibilités que leur offraient les lois hongroises d'enseignement scolaire. L'activité attentatoire à la sécurité de l'Etat des institutions slovaques et roumaines contribuait aussi à ce qu'il y ait seule-

men
Il e
Ro
disp
élèv
Nou
auss
lang
n'a
l'ens
scola
d'ap
chos
conn
seign
le d
des
aura
d'Et

1918
écart
nous
elles
l'obt
exem
Hon
avait
s'eff
renco
surto
indén

Flach

ment un petit nombre d'écoles secondaires des nationalités. Il est à remarquer que dans les autres pays, en Serbie, en Roumanie et même en Allemagne et en France, aucune disposition ne fut prise relativement à l'enseignement des élèves de langues étrangères dans leurs propres langues. Nous devons considérer également que dans des pays aussi démocratiques que l'Amérique, où la population de langue non-anglaise, établie depuis longtemps dans le pays, n'a tout au plus que des écoles primaires dans lesquelles l'enseignement se fait dans sa propre langue, les droits scolaires des peuples d'autres langues ne sont pas accordés d'après la proportion numérique. En considérant les choses sous l'angle actuel nous devons quand même reconnaître que les lacunes qui se présentaient dans l'enseignement scolaire des nationalités, principalement dans le domaine de l'enseignement technique et dans l'emploi des langues des nationalités devant les autorités d'Etat, auraient pu être éliminées sans porter préjudice à la raison d'Etat.

Si nous examinons la politique nationalitaire avant 1918, nous devons reconnaître que celle-ci ne s'est jamais écartée du principe de l'égalité des droits, et ceci, comme nous le verrons plus loin, fut reconnu par les nationalités elles-mêmes. La nationalité ne fut jamais un obstacle à l'obtention des plus hautes dignités. La juridiction exemplaire hongroise ne fit jamais de différence entre les Hongrois et les non-Hongrois. L'administration hongroise avait en vue l'intérêt de toute la population du pays, elle s'efforçait de favoriser la prospérité de tous, sans différence de nationalité, et si, parfois, l'administration et surtout celle des autonomies présentait des imperfections indéniables, les Hongrois n'en souffraient pas moins que

Flachbarth: Minorités en Hongrie

les citoyens des autres nationalités. La politique nationale hongroise fut supérieure à la politique minoritaire postérieure tchèque, roumaine et serbe, car elle ne considérait pas l'Etat comme la propriété exclusive des Hongrois, elle n'abusait pas du pouvoir pour déposséder les peuples non hongrois, mais elle s'efforçait de faire de la Hongrie un pays qui fût le foyer commun de tous les habitants, dans lequel tout le monde pût trouver son bonheur individuel. Elle puise sa justification politique et morale dans le fait que, dans le domaine économique, les Hongrois et les non Hongrois jouaient des rôles identiques.

La politique économique du gouvernement hongrois s'était efforcée depuis 1881 de contrebalancer, par le développement de l'industrie intérieure, la grande supériorité que l'industrie autrichienne, et surtout l'industrie tchèque, avaient acquise sur l'industrie hongroise dans la monarchie des Habsbourg depuis Marie-Thérèse, supériorité favorisée par l'existence de la zone douanière commune austro-hongroise. Dans le but d'intensifier l'industrie nationale, les gouvernements consentirent des subventions d'Etat, des prêts gratuits, des exemptions d'impôts, des réductions de transports, fournitures de machines, et ceci rationnellement, dans les contrées où, grâce à la proximité des matières premières, les conditions préalables garantissaient le succès, non pas dans « l'Alföld » mais dans les parties riches en houille blanche, en bois et en minerais. En dehors des raisons économiques, des raisons sociales jouaient aussi : par cette façon d'agir, la population pauvre des montagnes trouvait une possibilité de travail. Comme les minorités s'étaient installées en majeure partie dans ces contrées montagneuses, ce sont elles, et parmi elles

surtout
que l
la po
ment
avec
de ce
prop
qui n
trava
S
1333
de 48
couro
couro
7 cou
de Sz
Vas C
était
ment
(Szep
de ces
par de
ment
du pa
de l'in
la pap
Tchéc
trées in
Slovac
du ter
ne com
pays.

surtout les Slovaques, qui profitèrent, relativement plus que les Hongrois de l'Alföld, des résultats favorables de la politique de développement industriel du gouvernement. Les artisans des nationalités, dont les ateliers, avec l'aide de l'Etat, devinrent des fabriques, profitèrent de cette politique ; il en fut de même pour les très petits propriétaires terriens des nationalités ainsi que pour ceux qui ne possédaient pas de terres et qui purent, par le travail, gagner leur pain.

Selon les renseignements de Tarján, de 1881 à 1914, 1333 fabriques reçurent, en Hongrie, une subvention d'Etat de 48.000.000 couronnes, des prêts gratuits de 5.700.000 couronnes et des machines d'une valeur de 5.000.000 de couronnes. De ces sommes, la majeure partie, environ 7 couronnes par tête, échut à l'industrie des comitats de Szepes, Liptó, Trencsén, Nógrád, Pozsony, Gömör, Vas et Győr, parmi lesquels seul le comitat de Győr était purement hongrois, les autres étaient, ou complètement ou partiellement, des comitats de nationalités (Szepes, Liptó, Trencsén) mais les régions industrielles de ces derniers étaient aussi habitées, en majeure partie, par des nationalités. Grâce à l'appui vigoureux du gouvernement hongrois les deux plus grandes fabriques de textiles du pays fonctionnaient dans une région slovaque. 56,9% de l'industrie du cuir, 32% de l'industrie du papier et de la papeterie se trouvaient sur les territoires donnés à la Tchécoslovaquie par le traité de Trianon et dont les contrées industrielles étaient habitées, en majeure partie, par des Slovaques, bien que ce territoire ne constituât que 22,2% du territoire de la Grande Hongrie et que sa population ne comprît en tout que 19,6% de toute la population du pays. La moyenne des industries pour le traitement de

la pierre, de l'argile, du bois et des os dépassait le cadre correspondant à son étendue et le chiffre de sa population. (Renseignements de Ladislav Buday.) Dans une conférence qu'il fit le 25 novembre 1932, dans le Carolinium de Prague, André Hlinka, en critiquant la politique économique tchécoslovaque, reconnut que la Hongrie avait soutenu l'industrie de la Haute Hongrie, c'est pour cela que certaines branches de l'industrie avaient déjà une tradition lorsqu'elles tombèrent sous la domination tchécoslovaque. Un tiers des 48.000.000 de couronnes distribuées comme subvention d'Etat par le gouvernement hongrois échurent à la Haute Hongrie et c'est ainsi que furent créées les usines de textile de Rózsahegy, de draps de Zsolna, de cuir de Liptószentmiklós, de même que 60 autres fabriques dans les comitats de Liptó et de Szepes. Les villes et les comitats cités par Hlinka possèdent une caractéristique nationalitaire. Le centre de l'industrie du cuir de la Haute Hongrie, avec 16 fabriques de cuir, était justement Liptószentmiklós qui, avec Túrócszentmárton, jouait le plus grand rôle dans le mouvement nationaliste slovaque. Si malgré cela le gouvernement Hongrois a continué à accorder son aide aux familles des mégissiers qui ont toujours pris une part très active à ce mouvement, cela réfute catégoriquement le mythe de « l'oppression des nationalités ».

Dans le domaine des placements de l'Etat, il arriva que, proportionnellement, la majeure partie de ces sommes échut aux territoires cédés à la Tchécoslovaquie après le traité de Trianon, somme qui dépassait 230 couronnes-or. par tête. Après cela venaient les territoires annexés à la Roumanie avec 200—230 couronnes par tête et ensuite seulement la partie du pays laissée à la Hongrie après le

trait
dém
terri
les
hong

petit
Dan
(un
majo
la p
aller
habi
100
et de
et la
ouvr
Parn
moit
natio
Slov
Ruth
les
les
la p
les
cons
de la
tion
avan
par
qui

cadre
lation.
confé-
linium
écono-
avait
r cela
tradi-
chéco-
tribuées
ngrois
créées
solna,
autres
s villes
carac-
u cuir
juste-
jouait
vaque.
nué à
i ont
t, cela
natio-

traité de Trianon, avec 150—200 couronnes-or. Ceci démontre que le gouvernement, loin de négliger les territoires de majorité slovaque, ruthène, et roumaine, les soutenait davantage que les territoires purement hongrois.

Dans le domaine de l'agriculture, la situation des petits agriculteurs était meilleure que celle des Hongrois. Dans les catégories de propriétés dépassant 1.000 arpents (un arpent = 57 ares) les Hongrois étaient nettement en majorité, mais dans les catégories de 500 à 1.000 arpents la proportion numérique des propriétaires de nationalité allemande ou serbe dépassait la proportion numérique des habitants de même nationalité ; dans les catégories de 100 à 500 arpents la proportion numérique des Allemands et des Serbes était déjà plus grande que celle des Hongrois et la situation de ceux-ci dans la classe des domestiques et ouvriers agricoles était inférieure à celle des nationalités. Parmi les Hongrois s'occupant d'agriculture, presque la moitié, 48,4%, n'avaient pas de terres, alors que chez les nationalités le pourcentage était le suivant : Serbes 40,9%, Slovaques 33,6%, Roumains 31,5%, Allemands 28,5%, Ruthènes 23,7% et Croates 22,6%. Selon ces données, les grands domaines n'opprimaient pas principalement les agriculteurs appartenant aux nationalités — comme la propagande anti-hongroise veut bien le dire — mais les Hongrois eux-mêmes. Le Serbe Vélimir Jurga fit une constatation très caractéristique selon laquelle dans le sud de la Hongrie, dans les contrées les plus fertiles, la situation des Serbes comme propriétaires terriens était très avantageuse comparée à celle des autres nationalités. Ainsi par exemple, 60% de la superficie des finages de Ujvidék qui se montait à 27.617 arpents (katasztrális hold, arpent

de 57 ares) étaient dans les mains des Serbes, alors que ceux-ci ne formaient que 34% de la population. Des 41.959 arpents de Szenttamás, les Serbes possédaient 75%, des finages de Törökbecse 56%, alors qu'ils ne formaient respectivement que 59 et 25% de la population. La situation était semblable dans les riches contrées de Nagybecskerek, à Pancsova, à Ada, à Kevevár, à Oroszlámos, etc.

Ce ne sont pas seulement quelques individus appartenant aux nationalités qui profitèrent des avantages du développement considérable du capitalisme après le Compromis, mais aussi les mouvements nationaux dans leur ensemble. En 1870 il n'y avait dans le pays que 13 banques, caisses d'épargne et instituts bancaires de crédit foncier (12 allemands, 1 slovaque) qui aient possédé un caractère nationalitaire dû à leurs langues administratives ou à la majorité des membres de leur administration appartenant à une nationalité. Jusqu'au tournant du siècle, le nombre de ces institutions se monte à 138 (62 allemandes, 57 roumaines, 12 slovaques, 6 serbes et 1 italienne). Dès le début du siècle, le développement des institutions des nationalités, principalement celui des Roumains et des Slovaques, prit une cadence encore plus rapide. En 1918 leur nombre atteignait déjà 320, il avait donc doublé en peu de temps. Ces institutions se sont réparties parmi les diverses nationalités de la façon suivante : 156 roumaines, 95 allemandes, 36 slovaques, 30 serbes et 3 italiennes. En 1870 le nombre des sociétés de crédit mutuel des nationalités était de 7, dont 4 allemandes, 2 slovaques et 1 roumaine ; en 1919 il y en a déjà 410, dont 271 allemandes, 101 roumaines, 24 slovaques,

12
frap
de
que
créé
finan
cult
Albi
Les
buts
syste
met
Tra
envi
de f
rent
dém
néce
prié

les
hong
hong
1902
tion
natio
dire
de la
supp
leur
imp
prop

12 serbes et 2 italiennes. Le développement est surtout frappant depuis 1900: plus de la moitié des sociétés de crédit mutuel allemandes, serbes et italiennes, ainsi que plus d'un cinquième des sociétés roumaines furent créées à cette époque. La fondation d'établissements financiers des nationalités ne rencontre donc pas de difficultés. La plus grande banque roumaine fut la banque Albina, avec un capital actions de 6.000.000 de couronnes. Les sommes envoyées de Bucarest en Hongrie, pour des buts irrédentistes, passaient par cette banque qui achetait systématiquement les propriétés hongroises pour les transmettre en mains roumaines. Il est à remarquer qu'en Transylvanie et dans l'Est de la Hongrie, de 1908 à 1913, environ 96.000 arpents de terre de culture et 75.000 arpents de forêts, d'une valeur de 70.000.000 de couronnes passèrent de mains hongroises en mains roumaines, ce qui démontre que l'Etat hongrois, libéral, ne jugeait pas nécessaire d'intervenir efficacement pour sauver la propriété hongroise menacée.

Enfin, lorsqu'on compare les impôts qui pesaient sur les Hongrois et sur les nationalités, on constate que l'Etat hongrois ne faisait aucune différence entre les contribuables hongrois et non-hongrois. D'après le recensement de 1904, dans la Hongrie prise au sens le plus strict, la population mâle hongroise au-dessous de 24 ans, possédant la nationalité hongroise, payait 62,1% des contributions directes, bien que les Hongrois n'aient formé que 54,5% de la population. Le pourcentage des contributions directes supporté par les Allemands et les Serbes dépassait aussi leur proportion numérique, alors que la moyenne des impôts des autres nationalités était bien au-dessous de leur proportion numérique. Ainsi les Roumains qui formaient

16% de la population ne payaient que 8,7% des contributions directes, les Ruthènes malgré leur proportion numérique de 2,3% en payaient 0,8%.

En cas de besoin, l'Etat Hongrois offrait une aide directe à la population appartenant aux nationalités. L'œuvre entreprise par Egán en fait foi. A la fin du XIX^e siècle, le gouvernement hongrois, dans le but d'aider les Ruthènes, peuple le plus pauvre du pays, créa un commissariat s'occupant des affaires des contrées montagneuses, dont la direction fut confiée à Edouard Egán. Le commissariat loua, pour une somme minime, environ 21.000 arpents (1 arpent=57 ares) appartenant aux Domaines de l'Etat et les distribua entre les agriculteurs ruthènes. Pour empêcher des manœuvres usuraires dans les prêts et dans les ventes de marchandises, il créa 143 sociétés de crédit mutuel et 77 entrepôts de vente à crédit. Il importa des animaux reproducteurs et les distribua à des prix réduits. Il entreprit en outre des travaux d'assainissement, aménagea des pâturages et des prés, organisa des exploitations agricoles modernes, fonda des colonies agricoles dans le but de diffuser les connaissances agraires et, dans l'école professionnelle d'exploitation laitière qui s'y rattachait, on instruisit annuellement 24 jeunes garçons ruthènes. Le commissariat fournit aux cultivateurs des graines à bon marché, organisa des conférences agronomiques, procura annuellement du travail d'été dans l'Alföld à 7 ou 8.000 cultivateurs ruthènes et, dans les coopératives de l'industrie à domicile, occupa en hiver environ 3.400 ouvriers. Un commissariat semblable fut constitué en 1904 pour venir en aide aux Slovaques qui habitaient les comitats de Árva, Liptó, Trencsén et Zólyom. Des machines modernes furent

mises à la disposition des associations de petits propriétaires terriens créées par le commissariat: 95 associations de petits propriétaires terriens et 114 colonies modèles fonctionnaient en 1911. On organisa en outre des coopératives pour l'achat des machines, des coopératives laitières pour la vente des produits laitiers, on aménagea des jardins d'expériences pour encourager la culture des légumes, on construisit des foyers du peuple dans un but d'éducation populaire. Mais après l'occupation de la Haute Hongrie, le gouvernement tchèque ne continua pas ces entreprises. Les conséquences désastreuses de la nouvelle politique se firent surtout sentir dans les Carpathes Boisées. Sous la domination tchèque, dans la contrée de Verhovina, la situation économique des Ruthènes, qui était déjà mauvaise, empira encore et le communisme se répandit de plus en plus, de sorte que quelques importants journaux tchèques furent obligés de désapprouver le gouvernement d'avoir cessé les travaux d'Egán.

Le traitement équitable dont bénéficiaient les nationalités dans le domaine économique, ajouté au développement général économique du pays, ne fit qu'augmenter l'attrait exercé sur une partie des nationalités par la conception hongroise de l'Etat. Dans la Guerre de la Liberté de 1848—1849, comme nous l'avons vu, tous les Allemands — excepté les Saxons de Transylvanie — ainsi que les Ruthènes, les Vendes, les Bounietvatz presque sans exception et la majorité des Slovaques épousèrent la cause de la nation hongroise. Cette solidarité ne fut pas seulement la conséquence d'avoir vécu côte à côte et lutté ensemble pendant des siècles, elle trouve son explication dans le fait que la cause hongroise était aussi la cause de

la liberté pour laquelle s'enthousiasmait alors toute l'Europe. Le grand événement que fut la Guerre de l'Indépendance s'imprima, après le Compromis, dans l'âme des nationalités précédemment citées et leurs membres devinrent les citoyens fidèles de l'Etat Hongrois, tout comme les Allemands d'Alsace devinrent de fidèles patriotes français sous l'influence de la grande Révolution. Les déceptions causées par le gouvernement autrichien et l'accroissement de l'importance politique hongroise après le Compromis ne manquèrent pas d'influencer favorablement une partie des fils des autres nationalités. Beaucoup parmi eux acquirent la conviction que, par suite de l'essor économique du pays et de l'industrie des contrées habitées par les nationalités, industrie soutenue par le gouvernement, seule la Hongrie formant une unité naturelle géographique et économique pourrait leur assurer une vie prospère.

C'est cette solidarité politique qui explique la raison pour laquelle les citoyens des nationalités qui embrassèrent l'idée de l'Etat hongrois ne profitèrent pas des possibilités légales que leur offrait la loi des nationalités dans le domaine scolaire et linguistique. La solidarité politique fut accentuée par le fait que, petit à petit, le hongrois devint la langue de leurs sphères supérieures. D'après le recensement autrichien de 1850, en Hongrie (sans la Croatie et la Slavonie) les Hongrois formaient 44% de la population du pays. Au cours des 60 années qui suivirent, la proportion numérique des habitants de langue hongroise monta à 54,5%. L'accroissement graduel du nombre des Hongrois n'était pas un phénomène nouveau, car au XVIII^e siècle on avait déjà assisté à la magyarisation des nouveaux colons, il est cependant certain qu'à l'époque du Compromis la cadence de ce

accroissement s'accélérait. L'assimilation linguistique est un processus social très compliqué, il est le résultat de multiples facteurs. En dehors des facteurs politique et économique, déjà cités, les plus importants sont ceux que nous citons ci-dessous.

La Hongrie fut fondée par les Hongrois et ce sont eux qui travaillèrent à son maintien pendant de longs siècles, il est donc naturel que, dans le domaine social, ils en soient aussi les facteurs dirigeants. La forme de vie de l'aristocratie et de la noblesse était hongroise et fut adoptée par les étrangers naturalisés ainsi que par les habitants du pays qui acquirent un titre de noblesse. Les individus anoblis à l'époque des Ordres, de même que les membres de la bourgeoisie, dont la condition sociale s'était élevée, s'efforçaient de suivre ce mode de vie afin de paraître plus distingués. Et comme la langue de la conversation des personnes distinguées était le hongrois, la première condition de l'élévation sociale consistait à bien parler cette langue. Il ne restait plus qu'un pas à franchir pour penser en hongrois, c'est-à-dire devenir complètement hongrois. Il n'est pas possible de provoquer un tel processus par des mesures officielles coercitives, bien au contraire, la coercition ne peut être qu'un obstacle à l'assimilation linguistique ou autre, parce qu'elle éveille une répugnance envers ceux qui veulent appliquer de tels procédés. La remarque du grand écrivain hongrois d'origine allemande, François Herczeg, démontre clairement la relation étroite existant entre les lois de l'assimilation et de la capillarité sociale. Cet illustre homme de lettres dit, que dans sa jeunesse, d'après une opinion répandue dans le Sud de la Hongrie, on ne pouvait être Serbe ou Souabe que jusqu'à concurrence de 500 arpents, dépassé

cette limite, il fallait être hongrois si on voulait vivre une vie digne de sa fortune.

Les Hongrois jouent un rôle de direction, non seulement sur le plan social, mais aussi dans le domaine culturel. En dehors des Allemands, aucune autre nationalité n'atteint leur niveau intellectuel moyen : le pourcentage des gens sachant lire et écrire ne dépasse la majorité numérique des habitants que chez les Hongrois et les Allemands ; chez les Slovaques et les Croates les rapports s'égalisent, chez les autres nationalités, surtout chez les Roumains et les Ruthènes, le pourcentage des gens sachant lire et écrire est bien au-dessous de la majorité numérique des habitants. Dans les classes supérieures, non seulement le nombre absolu, mais aussi le nombre relatif des Hongrois dépasse celui des Allemands et ainsi la prépondérance des Hongrois, parmi les dirigeants de la vie culturelle, s'affirme davantage. Ceci se manifeste aussi dans le fait, qu'en 1918, parmi les intellectuels travaillant dans les carrières économiques absolument indépendantes du gouvernement, 84,5% étaient Hongrois, alors que ceux-ci ne formaient que 54,5% de toute la population ; 10,4% étaient Allemands, formant 10,4% de la population, les autres nationalités représentaient en tout 5,1% dans cette catégorie. C'est grâce à cette supériorité culturelle que les classes des populations non-hongroises qui aspiraient à des carrières intellectuelles prirent en affection les Hongrois et leur langue. Ni la littérature, ni la vie scientifique, ni la langue d'aucune autre nationalité, en dehors de celle des Allemands ne purent rivaliser avec le développement de la langue hongroise, avec la littérature et les sciences hongroises qui occupent, sur le plan européen, une place remarquable. Et même la vie littéraire et scientifique de la

nationalité allemande vivant sur le sol hongrois, comparée à celle de leurs frères d'Allemagne et d'Autriche, reste au-dessous de celle des Hongrois. Le phénomène le plus intéressant de la vie hongroise du XIX^e siècle fut que le processus de la magyarisation se répandit surtout parmi les Allemands qui attachaient une si grande importance à l'avenir et à la réussite de leurs fils. A côté des Allemands, l'élite intellectuelle ruthène, vende, bounievatz et slovaque participa activement à la magyarisation culturelle et linguistique. Le politicien Ivan Dérér, qui fut plusieurs fois ministre dans le gouvernement tchécoslovaque, fut obligé de reconnaître, en parlant de l'époque d'avant 1918, « que la grande majorité des intellectuels d'origine slovaque, s'étant dénationalisés, se considéraient comme faisant partie de la nation hongroise et que même beaucoup de ces intellectuels étaient plus chauvins que les Hongrois de pure souche ». Les classes intellectuelles roumaines et serbes résistaient davantage à ce courant, car l'Eglise orthodoxe, à laquelle les secondes appartenaient presque sans exception et les premières en majorité, creusait un large fossé entre ses intellectuels et les autres peuples de Hongrie appartenant au christianisme occidental.

La différence de religion s'opposait également aux mariages entre ces derniers et les Hongrois, alors que rien n'entravait les mariages des catholiques ou des protestants appartenant à d'autres nationalités avec des personnes hongroises de même religion. En cas de mariages mixtes entre des personnes instruites, la grande supériorité numérique des Hongrois instruits et le fait que le hongrois était la langue de conversation des gens cultivés et celle des transactions firent que le hongrois devint la langue

familiale et que l'éducation des enfants se fit dans cette langue plus souvent que dans une autre langue.

La magyarisation des basses classes des nationalités, dans les villages des zones linguistiques des minorités, était minime. Dans tous les Etats les paysans sont conservateurs et changent difficilement de langue.

Même aux frontières linguistiques, où deux nationalités sont constamment en contact, le changement de langue est un fait assez rare. Le Russe Petrov nous apprend que d'après le résultat du collationnement du « *Lexicon universorum regni Hungariae locorum populorum* » de 1773 et du recensement de 1900 il appert que sur une zone frontière hungaro-slovaque de 400 kilomètres de long et large de 10 à 25, en 117 ans, sur 112 communes slovaques, 24 seulement, soit 17,8%, devinrent hongroises et, que dans le même laps de temps sur 198 communes hongroises et hungaro-slovaques 49 soit 24,7% se slovaquisèrent. Les individus appartenant aux couches inférieures de la population des nationalités ne se magyarisaient en plus grandes masses que lorsqu'ils vivaient sur le territoire linguistique hongrois en îlots disséminés ou dans des villes hongroises situées en dehors des zones linguistiques.

Selon Petrov, sur les 160 communes slovaques, qui se trouvaient en 1773 sur des territoires de langue hongroise, 108 (67,5%) se magyarisèrent jusqu'en 1900 et des 12 communes hongroises situées sur des territoires de langue slovaque 5 devinrent slovaques (41,7%). Alors que sur la frontière linguistique les Slovaques gagnèrent plus de communes que les Hongrois, le gain de ces derniers, dans les îlots slovaques situés sur leur territoire linguistique, fut de 2 fois $\frac{1}{2}$ supérieur à la perte subie sur cette frontière,

en premier lieu parce que les îlots slovaques établis dans l'Alföld et condamnés à être engloutis tôt ou tard étaient bien plus nombreux que les îlots linguistiques hongrois que l'on pouvait trouver sur le territoire linguistique slovaque. La magyarisation des groupes des nationalités de Hongrie est donc exigée par une sorte de loi sociologique. Les petits groupements et les individus isolés des nationalités allant habiter sur des territoires hongrois sont, par la nature des choses, sujets à une magyarisation plus rapide. Le nombre de ceux-ci est bien plus important que celui des minorités allant habiter les territoires des nationalités. Depuis le XVIII^e siècle, en Hongrie, la migration intérieure se dirigeait principalement vers le Sud, vers l'Alföld fertile, et moins vers l'Est. Ce qui veut dire que les Slovaques et les Ruthènes affluaient sans cesse des contrées du Nord vers les territoires de langue hongroise qui absorbèrent en peu de temps les Slaves, éloignés de leur milieu habituel. En ce qui concerne les villes, il faut savoir qu'en Hongrie les éléments citadins étaient en premier lieu des Hongrois et des Allemands, ensuite des Slovaques et des Serbes et que les autres nationalités n'ont jamais fondé de ville. En 1910, en Hongrie (sans la Croatie, la Slavonie et Fiume) parmi 26 villes érigées en municipalités autonomes, 18 villes possédaient une majorité absolue et 1 ville une majorité relative hongroises; 1 ville une majorité absolue et 3 villes une majorité relative allemandes; 1 ville une majorité absolue slovaque et 2 villes une majorité relative serbe, alors qu'aucune ville n'avait de majorité roumaine, ruthène, etc... La population totale des villes possédant une majorité non-hongroise s'élevait à 266.000 habitants, alors que la ville de Budapest avait à elle seule une popu-

lation de 886.000 habitants. Le développement de la grande industrie attira à Budapest, et dans les autres villes, de grandes masses de travailleurs des nationalités qui, englobés dans la foule des travailleurs hongrois, s'assimilèrent, en une ou deux générations aux Hongrois. Le même résultat fut obtenu par l'afflux des cheminots hongrois et par suite du rôle médiateur joué par la langue hongroise dans les contrées des nationalités au moment de la création de nouvelles usines et de nœuds de communication ferroviaires.

L'accroissement des Hongrois, dépassant la moyenne nationale (en 1911—14 l'accroissement naturel de la Hongrie fut de 59,4%), ainsi que l'émigration proportionnellement plus intense des nationalités vers l'Amérique contribuèrent à augmenter la proportion numérique des Hongrois. Il ne faut pas négliger non plus le fait que la majorité des Juifs connus pour leur facilité d'adaptation et qui immigraient en masses de plus en plus importantes de la Galicie voisine, se disaient Hongrois. (En 1910 parmi 911.000 israélites 700.000 se disaient Hongrois, 197.000 Allemands et seulement 13.000 juifs en tout se disaient appartenir à d'autres nationalités.)

En face de tous ces facteurs, le rôle de l'école est très minime dans le domaine de la magyarisation. Jusqu'en 1910, l'effet magyarisant des écoles d'Etat de langue hongroise, créées en 1871—1880 sur les zones linguistiques des nationalités, fut uniquement qu'en 40 ans, dans les communes en question, le nombre absolu de la population de langue hongroise augmenta de 7.486 âmes et que sa proportion numérique monta de 10,4% à 16,4%. Dans les communes des nationalités, où dans les 10 années qui

sui
nor
por
cou
fure
de
sur
nun
par
villa
tion
mag
que
situ
écol
les
les

18
18
18

tour
tion
ter !
que
conf
Flach

suivirent de telles écoles furent créées, en 30 années le nombre des Hongrois augmenta de 9.845, portant la proportion numérique des Hongrois de 6,1% à 10,8 %. Au cours des années 1890—1900, dans les communes qui furent dotées d'écoles élémentaires d'Etat, le recensement de 1910 fit ressortir une augmentation de 11.027 Hongrois sur celui du précédent recensement, soit une proportion numérique de 14.8 % au lieu de 12.8 %. Mais dans une partie de ces communes, des fabriques et la proximité d'un village hongrois contribuèrent également à la magyarisation, et la question est de savoir quelle fut dans cette magyarisation de faible proportion la part de l'école et quelle fut celle des autres facteurs. Dans les communes situées sur les zones des nationalités qui avaient des écoles élémentaires d'Etat de langue hongroise, et où les facteurs précités manquaient, les chiffres étaient les suivants :

Ecoles créées en	Accroissement des Hongrois
1871—1880 ... 1.643	de 13,1% à 15,9%
1880—1890 ... 3.228	» 4,8% » 7,3%
1890—1900 ... 922	» 11,8% » 11,2%

Malgré les écoles primaires d'Etat créées juste avant le tournant du siècle, dans la totalité des communes en question, la proportion numérique diminua au lieu d'augmenter ! D'ailleurs les écoles primaires d'Etat ne formaient que 14,1% de toutes les écoles (1908), alors que les écoles confessionnelles, dans lesquelles la langue d'enseignement

était choisie par la population intéressée elle-même, constituaient 75,7% de toutes les écoles. De ce qui précède il ressort que la magyarisation obtenue par les écoles primaires d'Etat était tout à fait minime. Les récompenses attribuées de temps en temps aux instituteurs pour leur activité magyarisatrice étaient, en général, de l'argent perdu, car nous connaissons plus d'un cas où l'instituteur récompensé se mua, en quelques années, après le démembrement de la Hongrie par suite du traité de Trianon, en Ruthène, Roumain ou Slovaque, et affirma avoir été magyarisé de force à l'époque.

Parmi les élèves des nationalités ayant fait des études supérieures, il y avait bien plus de magyarisés que parmi ceux qui n'avaient fréquenté que les écoles primaires de langue non-hongroise. Sur cette question nous ne possédons pas de données statistiques exactes, mais du fait que chez la jeunesse des nationalités ayant fait des études secondaires la proportion numérique des Allemands s'accorde avec celle de la population, alors que chez les autres nationalités elle est bien au dessous de la moyenne, nous devons conclure que ces écoles n'exercèrent pas non plus une influence notable dans le domaine de la magyarisation. Que l'enseignement en langue hongroise ne magyarisait pas, nous en avons l'exemple frappant dans le fait que les chefs des mouvements nationalistes : Hodža, Vajda-Voëvod, Hlinka, Maniu, Steinacker, Polit, etc... parlaient tous parfaitement le hongrois. La majorité de la jeunesse hongroise, rattachée après 1918 aux Etats-successeurs, fut obligée d'aller dans les écoles de langue étrangère, d'apprendre les langues de ces Etats, et, malgré cela elle garda sa fidélité envers sa langue maternelle et sa

natio
facte
de la

passé
la fo
riorit
de l'
à la
la vie
etc.

magy
natio

A
mouv
leurs p
refusé
donné
volon

I
de rom
et l'A
de la
la for
vembr
serbe,

nationalité, prouvant ainsi qu'en dehors de l'école d'autres facteurs doivent aussi intervenir pour que quelqu'un change de langue et de nationalité.

Nous avons déjà énuméré ces facteurs plus haut : un passé historique commun avec le peuple créateur d'Etat, la force politique et économique de ce dernier, sa supériorité sociale et culturelle, etc... Les facteurs négatifs de l'assimilation sont : l'attachement à la nationalité et à la langue maternelle, le manque de compensation dans la vie familiale de l'influence de l'école de langue étrangère, etc... Ces facteurs négatifs contribuèrent fortement à la magyarisation d'un nombre important de personnes des nationalités appartenant à la classe intellectuelle.

13

L'ÉPOQUE DE TRIANON

Après la guerre mondiale de 1914—18 les leaders des mouvements nationalistes en Hongrie ont invoqué pour leurs peuples le droit de disposer d'eux-mêmes, mais ils ont refusé ce droit aux Hongrois, bien plus, ils n'ont même pas donné à leurs nationaux l'occasion de manifester leur volonté.

Le sabor de Zagreb a décidé, dès le 29 octobre 1918, de rompre tous ses liens de droit public avec la Hongrie et l'Autriche et de réunir une assemblée constituante de la nation unie croate, slovène et serbe pour décider de la forme du gouvernement du nouvel Etat. Puis le 25 novembre, Pribitchевич fit voter par la coalition croato-serbe, au conseil national yougoslave, l'union à la Serbie.

Le nouvel Etat S. H. S. réclamait la ville de Fiume, occupée le 15 octobre par les troupes croates, et, de plus, il élevait des prétentions sur le Muraköz et les territoires habités par des Vendes que les troupes yougoslaves n'avaient pu occuper qu'en brisant la résistance populaire armée. L'union de la Bácska et du Banat avec le nouvel Etat fut déclarée par une assemblée populaire tenue à Újvidék le 25 novembre. Notons bien qu'à cette occasion, les Hongrois, les Allemands et les Roumains, soit 61% de la population n'ont pas été représentés.

Après que le 28 octobre la République Tchéco-Slovaque eut été constituée, une conférence improvisée réunie à Turócszentmárton déclara le 30 octobre qu'elle était l'unique représentant légal du peuple tchécoslovaque en Hongrie et que le peuple slovaque faisait partie intégrante de la nation tchéco-slovaque pour laquelle elle demandait le droit de disposer d'elle-même. A cette réunion participaient 103 membres, dont 38 de la petite ville de Turócszentmárton et 17 du comitat de Turóc; la population slovaque des 8 comitats était représentée par 1 député par comitat et 6 comitats n'y étaient point représentés. Bien que les luthériens ne constituassent qu'un sixième du peuple slovaque, 73% des participants étaient de religion luthérienne. Les populations hongroise, allemande et ruthène de la Haute Hongrie représentant plus d'un million et demi d'âmes ne participaient point du tout à la réunion. Le texte publié avait été rédigé par Milan Hodža. Remarquons que dans le texte original il n'était pas question du droit de disposer d'elle-même de la nation *tchécoslovaque*, mais de celui de la nation *slovaque* vivant en Hongrie. A la réunion tenue le lendemain, les délégués présents décidèrent d'exiger la réglemen-

tati
les
verb
de
réun
les
émig
vert
adm
prop
de la
Lors
Hlin
peup
paix
Slov
natio
la su
slova
pote
à la
cette
slova
(mag
repr
de l'
acco
vaqu

de l'
du p
centr

tation définitive des rapports avec les Tchèques dans les dix ans. Cette décision ne fut pas fixée par un procès verbal et les Slovaques l'appelaient « la clause secrète de Turócszentmárton ». D'ailleurs les membres de cette réunion ne savaient point que le 30 mai 1918 les organisations des Slovaques et des Tchèques émigrés en Amérique avaient signé un accord en vertu duquel les Slovaques devaient bénéficier d'une administration, d'un parlement et de tribunaux propres et que dans les écoles et les administrations de la Slovaquie la langue officielle devait être le slovaque. Lorsque l'accord de Pittsbourg fut connu en Slovaquie, Hlinka et Jehlička adressèrent au nom du parti du peuple slovaque un mémorandum à la conférence de paix de Paris demandant l'autonomie politique pour les Slovaques. Pour démontrer que ce désir était celui de la nation slovaque entière, ils proposèrent un plébiscite sous la surveillance des troupes de l'Entente. Du côté tchéco-slovaque ce fut Laurent Šrobár, premier ministre plénipotentiaire pour la Slovaquie, qui dans un mémoire adressé à la Ligue Slovaque d'Amérique expliqua que le rejet de cette demande était motivé par le fait qu'au parlement slovaque se seraient les Hongrois et les hungarophiles (magyarons) qui seraient en majorité. Milan Ivánka, autre représentant de l'orientation tchéco-slovaque, déclara lors de l'audience principale de l'affaire Tuka que si l'on avait accordé aux Slovaques l'autonomie, le premier parlement slovaque aurait sans aucun doute décidé le retour à la Hongrie.

Pour échapper à la domination tchèque, les Slovaques de l'est, différents, tant du point de vue linguistique que du point de vue ethnique, des Slovaques occidentaux et centraux, proclamaient, sous la conduite de Victor Dvorčák,

le 12 décembre 1918, la république des Slovaques de l'Est. Toutefois, par suite de l'occupation tchèque, ce gouvernement slovaque oriental n'a pu subsister.

A Gyulafehérvár, le 1^{er} décembre 1918, les leaders roumains ont décidé l'union à la Roumanie des territoires transylvains, du Banat et des territoires de la Hongrie de l'Est habités par des Roumains. L'article III de la résolution de Gyulafehérvár promet à tous les peuples habitant ce territoire une complète liberté nationale, le droit pour chaque nationalité de se gouverner dans sa propre langue, avec sa propre administration et les personnalités choisies parmi ses ressortissants. Chaque peuple aurait eu le droit de se faire représenter au corps législatif et au gouvernement en proportion de son nombre. Cette décision n'a toutefois jamais été reconnue par le gouvernement roumain ni par l'opinion publique, de sorte qu'elle est restée lettre morte.

Le plus important des Conseils nationaux Ruthènes constitués après la guerre a affirmé, le 9 novembre 1918, à Ungvár, sa fidélité à l'intégrité territoriale de la Hongrie. L'assemblée nationale ruthène, le 10 décembre 1918, fit de même. Le 26 décembre 1918, 17 jours avant l'entrée des Tchèques, la « rada » d'Ungvár a unanimement protesté contre l'affirmation de Masaryk déclarant que la nation ruthène désirait appartenir à l'Etat tchécoslovaque. La « rada » de la ville de Huszt, à tendance ukrainienne, déployait ses efforts pour aboutir à l'union avec l'Ukraine et ce furent pour quelques semaines les légionnaires ukrainiens de Petljura qui occupèrent une partie du comitat de Máramaros. Le conseil national organisé à Eperjes, le 18 novembre 1918, s'est déclaré favorable au rattachement à la Russie et ce n'est que le 6 janvier,

après
décl

de R
mar
1918
Hon
de S
n'on
cons
Hau
Kés
déci
leur
Hon
siècl
patri
Les
ratta
asser
man
nifes
la fin
l'Au
l'uni
toujo
déci
de T
lafeh
natio
C'est
d'esp

après que les Tchèques eurent occupé la ville, qu'il s'est déclaré pour la Tchécoslovaquie.

Pendant ces temps critiques, la majorité des Allemands de Hongrie sont restés fidèles à l'Etat hongrois. Les Allemands de Szepes, lors de leur réunion tenue le 4 novembre 1918 à Késmárk, ont déclaré qu'ils resteraient fidèles à la Hongrie. D'après la déclaration de Késmárk, les Allemands de Szepes se sont toujours considérés comme Hongrois et n'ont jamais pensé que leur nationalité allemande pouvait constituer un obstacle quelconque. Les Allemands de Haute Hongrie, lors de la réunion tenue le 9 décembre à Késmárk, ont également protesté contre le fait qu'on avait décidé de leur sort sans les consulter et sans demander leur assentiment. Leurs ancêtres avaient reçu des rois de Hongrie des privilèges qui leur garantissaient pour des siècles une autonomie complète. La Hongrie était leur vraie patrie, ils prenaient part à son malheur ou à son bonheur. Les Souabes du Banat et de la Bácska furent également rattachés à la Yougoslavie et à la Roumanie sans leur assentiment. Une proportion considérable des Allemands de Hongrie occidentale qui eurent l'occasion de manifester leur volonté lors du plébiscite de Sopron organisé à la fin de 1921 se sont déclarés non pas en faveur de l'Autriche mais de la Hongrie, montrant par là que l'unité linguistique et ethnique ne correspondent pas toujours à l'unité nationale. Par contre, en vertu de la décision de Medgyes du 8 janvier 1918, les Saxons de Transylvanie, se reportant à la résolution de Gyulafehérvár, se sont déclarés en faveur de leur unité nationale et politique dans le cadre de l'Etat roumain. C'est toutefois une manifestation caractéristique de l'état d'esprit du peuple que les pasteurs saxons, qui assistaient

à la réunion de Medgyes, aient été accusés par l'opinion populaire de trahison et de corruption (Teutsch).

Oscar Jászi, ministre des Nationalités dans le gouvernement révolutionnaire de Károlyi, imbu de principes internationalistes et pacifistes, juif ne disposant d'aucun sens politique, tendait à la constitution d'un système d'Etat fédéral garantissant à chaque nationalité l'autonomie sur une base territoriale ou personnelle. Lors de la réunion du Parti National Roumain, tenue à Arad le 14 novembre 1918, il se déclara prêt à lui céder le pouvoir sur des territoires habités par une majorité roumaine à condition que ceux-ci soient représentés dans le gouvernement hongrois, mais les Roumains déclinèrent ce projet et une semaine plus tard les troupes du royaume de Roumanie franchissaient les frontières de la Transylvanie. Le 1^{er} décembre les dirigeants du mouvement nationaliste roumain — comme nous l'avons déjà vu — décidèrent la réunion à la Roumanie. Il est caractéristique que Jászi ait mis un train spécial à la disposition des politiciens roumains se rendant à Gyulaférvár. Le gouvernement poursuivit des négociations analogues avec le Conseil National Slovaque, toutefois le ministre de la Guerre hongrois, quelques jours après, se mit d'accord avec le ministre tchéco-slovaque Hodža sur une ligne de démarcation entre les troupes tchéco-slovaques et hongroises.

La loi populaire 10 de 1918 a accordé aux Ruthènes, en ce qui concerne l'administration, la justice, l'instruction publique, l'exercice des cultes et l'usage des langues, une autonomie législative et exécutive telle que les Ruthènes habitant les comitats de Máramaros, Ung, Bereg et Ugocsa ont eu la possibilité de constituer un territoire autonome. Les organes de l'autonomie étaient les suivants : l'assem-

blée nationale, le ministère et le gouverneur. A la tête du ministère se trouvait un ministre responsable devant l'assemblée nationale ruthène et devant le parlement hongrois. Dans les affaires qui ne jouissent pas de l'autonomie, ce ministre était un membre du gouvernement hongrois; dans les affaires autonomes il était l'organe gouvernemental suprême sur le territoire autonome. Le gouvernement autonome se trouvait sous son contrôle et sa surveillance. Le peuple ruthène disposait au parlement hongrois de représentants dont le nombre était proportionnel à la densité de la population. La loi garantissait à la population non ruthène une autonomie locale et culturelle. La loi populaire 6 de 1919 a également englobé les citoyens hongrois de langue allemande en nation unie, et ordonné que les territoires habités par les Allemands, s'ils sont des territoires cohérents, soient, avec le consentement des autres nationalités habitant le pays, organisés comme des territoires autonomes où la langue de la communication avec les Allemands, même dans les affaires non-autonomes, soit l'allemand. L'étendue de l'autonomie des Allemands aurait été la même que celle des Ruthènes. La loi leur assurait également le droit de représentation aux assemblées nationales. La loi 30 de 1919 constitua la Slovaquie (Slovenská Krajina) en territoire autonome en ce qui concerne l'administration, la justice, l'instruction et les affaires religieuses et la divisa en trois gouvernements. Le substitut du ministre slovaque dont la compétence était la même que celle des ministres ruthène et allemand aurait été un sous-secrétaire d'État. Les conditions d'admission au poste de gouverneur auraient été fixées par l'assemblée nationale slovaque. Cette autonomie n'aurait pas entravé la vie culturelle et l'usage de

la langue des autres populations habitant sur ce territoire. La langue officielle des nationalités habitant ce territoire aurait été dans les affaires communales leur langue propre.

Ces lois ont été promulguées par le gouvernement révolutionnaire hongrois au moment où la Haute Hongrie était déjà pour ainsi dire presque complètement occupée par les Tchèques, où les Serbes et les Roumains s'étaient déjà emparé de la région méridionale et de la Transylvanie, de sorte que les lois populaires, à l'exception de celle s'appliquant aux Souabes de la Hongrie mutilée, étaient déjà inapplicables au moment de leur élaboration. Elles étaient l'œuvre d'un gouvernement faible qui dissolvait méthodiquement les régiments revenus du front, qui favorisa même les efforts de désagrégation et relâcha les liens patriotiques qui unissaient une partie des nationalités au pays. La cause de la dislocation fut moins le problème des nationalités que la défaite et surtout la révolution qui envenima ce problème, désorganisa l'armée et, se plaçant dès le début sur une base fédéraliste, encouragea les leaders irrédentistes des partis nationalistes, négligea les éléments patriotiques non-hongrois et ne leur accorda point une aide suffisamment efficace pour accepter la lutte avec les troupes tchèques, roumaines et serbes qui avaient fait irruption dans le pays. Le relâchement de la sécurité publique ainsi que la ruine économique qui se dessinait éveillèrent peu à peu, dans certains éléments non-hongrois jusqu'alors loyaux, l'idée de se joindre aux Etats voisins jouissant des bonnes grâces de l'Entente. L'abandon du pouvoir au mois de mars 1919 au profit des communistes n'a fait qu'encourager cette tendance; bon nombre de personnalités non-hongroises se jetèrent dans les bras des

Tché
roug
bien
ruthé
comr
comr
nation
ment

31,7%
d'hab
d'hab
lions
à l'a
remen
sans
la H
1,4%
Fium
une v
ment
de la
de Sp
toire
mitat

S
évalu
à la
territo
Croat
territo
Slova

Tchèques, des Roumains et des Serbes, bien que les troupes rouges qui allaient reconquérir la Haute Hongrie aient été bien accueillies par les populations hongroise, slovaque, ruthène et allemande de cette région qui les considéraient comme des soldats hongrois. D'ailleurs le gouvernement communiste, par son décret 27, autorisa toutes les nationalités habitant sur un territoire compact suffisamment grand à réunir un conseil national spécial.

Le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, rattacha 31,7% du territoire de la Hongrie avec 5,3 millions d'habitants à la Roumanie, 19,4% avec 4,1 millions d'habitants à la Yougoslavie, 18,9% avec 3,5 millions d'habitants à la Tchéco-Slovaquie. A l'Autriche, à l'ancienne a'iee, bien qu'elle ne désirât originai-
re-ment sur ce territoire qu'un plébiscite, on rattacha sans aucune consultation populaire trois comitats de la Hongrie occidentale : l'actuel Burgenland constituant 1,4% du territoire avec 300.000 habitants. La ville de Fiume, et ses environs devint avec ses 50.000 habitants une ville libre, c'est-à-dire un Etat séparé, jusqu'au moment où d'Annunzio la conquist pour l'Italie. Sur la base de la décision arbitrale de la conférence des ambassadeurs de Spa, la Pologne acquit également une parcelle du territoire hongrois situé dans la partie septentrionale des comitats Árva et Szepes.

Sur la base du recensement opéré en 1910 on peut évaluer à 31,6% la population hongroise des régions cédées à la Roumanie, à 10,8% la population allemande; sur le territoire annexé à la Yougoslavie il y avait 41,9% de Croates, 13,5% de Hongrois, 10,6% d'Allemands; sur le territoire annexé à la Tchéco-Slovaquie il y avait 48,1% de Slovaques, 30,3% de Hongrois, 12,3% de Ruthènes et

7,4% d'Allemands. On peut donc constater que sur le territoire annexé à la Yougoslavie les Serbes ne constituaient que près d'un quart et sur le territoire donné à la Tchéco-Slovaquie il n'y avait pas de Tchèques. Sur les territoires échus à la Roumanie les Roumains formaient à peine la majorité en face des Hongrois et des Allemands de culture infiniment plus avancée. Même d'après la statistique officielle de 1921, si favorable aux Tchèques, on n'a pu trouver en Tchéco-Slovaquie que 50,8% de Tchèques, en Yougoslavie 46,2% de Serbes, en Roumanie 71,9% de Roumains. Le traité de Trianon, à la place du problème des nationalités de Hongrie, a donc créé trois Etats à grandes minorités ethniques; dans deux de ces Etats, les nationalités étaient représentées avec une plus forte proportion que dans la Hongrie d'avant-guerre (sans tenir compte de la Croatie), mais dans ces Etats il manquait cette tradition historique et dynastique, cette unité géographique et cette supériorité culturelle de la nation constitutive d'Etat, la multiplicité des liaisons de famille, la communauté de la vie séculaire, cette communauté du sort qui a, pendant des siècles, formé des liens si étroits et qui a considérablement facilité les rapports entre les Hongrois et les diverses nationalités.

Les luttes minoritaires de ces trois Etats sont tellement notoires qu'il est inutile de les expliquer en détail. Non seulement les Hongrois et les Allemands, mais les Slovaques, les Ruthènes et les Polonais voyaient dans la Tchéco-Slovaquie, les Croates, Macédoniens et Albanais dans la Yougoslavie, les Russes, Ukrainiens et les Bulgares de la Dobroudja dans la Roumanie leur geôle et au premier moment critique ils s'affranchirent de leurs fers. Il est particulièrement caractéristique qu'en 1939 les Slovaques

et en 1941 les Croates, dont Prague et Belgrade affirmaient respectivement qu'ils étaient des Tchécoslovaques et des Yougoslaves, ont constitué des Etats séparés et discrédité par là pour toujours l'idée de l'unité tchécoslovaque et yougoslave.

Parmi toutes les nationalités c'est aux Hongrois qu'il échet le plus mauvais sort. En effet, en raison de la puissance de l'Allemagne, la minorité allemande bénéficiait de certains égards; de même l'idéal slave imposait à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie certaines obligations vis-à-vis de leurs nationalités slaves, d'autre part le puissant voisin russe exerçait son influence sur le sort de ses nationaux se trouvant en Roumanie, tandis que les Bulgares de Macédoine et de la Dobroudja ainsi que les Hongrois, en raison de la mutilation de leurs mères-patries, ne pouvaient escompter une protection efficace de celles-ci. La Petite Entente a d'ailleurs emprunté à Vienne sa devise politique de « *divide et impera* » et, pour affaiblir les Hongrois, a accordé non seulement à leurs minorités slaves mais aussi à la minorité allemande certaines concessions pour pouvoir les utiliser en temps opportun contre les Hongrois. Les Hongrois opprimés espéraient de la S. D. N. une amélioration de leur sort, mais lorsqu'en 1929 il devint manifeste que le Conseil de la S. D. N. ne pouvait et ne voulait apporter aucun remède en cette matière, les pétitions que les minorités hongroises lui adressaient commencèrent à devenir plus rares.

La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie n'ont pas seulement relégué à l'arrière-plan l'usage de la langue des minorités dans les administrations et à l'école, mais elles ont aussi porté atteinte à l'existence même de leurs minorités, pour briser ainsi leur force de résistance

économique et leur conscience nationale. C'est dans ce même but que, contrairement aux dispositions des traités de paix, on refusa à des dizaines de milliers de citoyens minoritaires la qualité de citoyen, que la réforme agraire fut exécutée de telle manière que les terres enlevées aux propriétaires minoritaires dans les régions habitées par des minorités ne sont point passées aux non-possédants minoritaires, et que l'on ruina les instituts bancaires minoritaires au profit des banques tchèques, roumaines et serbes. C'est ainsi par exemple que pour le crédit de réescompte, pour les livraisons à l'Etat et les travaux à exécuter au compte de l'Etat les entrepreneurs et ouvriers minoritaires étaient éliminés, que les contribuables minoritaires étaient grevés de plus lourds impôts que le reste de la population etc. Les doctrines démocratiques affichées par les Etats de la Petite Entente ne furent appliquées au profit de la majorité, que tout au plus les premières années. Ensuite l'introduction de la dictature en Yougoslavie (1929), la loi sur la dissolution des partis en Tchécoslovaquie (1933), l'abandon du système parlementaire en Roumanie (1937), finirent par supprimer même l'illusion de la démocratie. Les ressortissants non tchèques, roumains ou serbes ont été, jusqu'à la fin, considérés comme les sujets de la domination; l'assassinat des deux Radić et de Šufflay, ainsi que la condamnation de Tuka à 15 ans de travaux forcés en sont bien la preuve. Derrière la façade de la démocratie se cachait un système policier à outrance avec un service d'espionnage prêt à tout, une armée d'agents provocateurs, une censure de la presse, un cabinet noir de la censure des lettres et des communications téléphoniques, des faux témoins etc. Les Etats de la Petite Entente ont emprunté ce système à l'absolutisme autrichien, mais ils

l'ap
inte
gens
n'ai
cile
pou
sent
hong
et r
dété
seur
dam

vue
Hon
tiqu
oblig
You
Layo
sign
rités
était
Etats
du t
nes h
nistr
avec
accep
autor
de T
respe
aucun

l'appliquaient d'une façon plus brutale encore. Les procès intentés non seulement aux politiciens mais aux petites gens ont été fréquents. Il n'y a presque pas de jour où l'on n'ait effectué des arrestations ou des perquisitions à domicile chez des personnes appartenant aux minorités. On pourrait écrire des volumes sur ces procès politiques, les sentences prononcées et les tortures qu'on infligeait aux hongrois minoritaires dans les prisons tchèques, serbes et roumaines. En Hongrie, les inculpés politiques étaient détenus dans les prisons d'Etat, dans les Etats-successeurs ils subissaient un traitement pire que les condamnés de droit commun.

La situation des minorités étaient donc, du point de vue humain, pire dans les Etats de la Petite Entente qu'en Hongrie avant 1918, bien que, en ce qui concerne la politique des nationalités, la Hongrie n'ait été liée par aucune obligation de droit international. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye, et la Roumanie, le 10 décembre 1919 à Paris, avaient signé un traité où elles s'engageaient à assurer aux minorités le respect de leurs droits. La signature de ce traité était d'ailleurs la condition de leur reconnaissance comme Etats. De plus, la Tchécoslovaquie, par les articles 10 à 13 du traité des minorités, était tenue d'accorder aux Ruthènes habitant au sud des Carpathes une autonomie administrative, scolaire, religieuse et linguistique compatible avec l'unité de l'Etat ; l'article 11 du traité des minorités, accepté par la Roumanie à Paris, l'obligeait à accorder une autonomie scolaire et religieuse aux Sicules et aux Saxons de Transylvanie. Ces engagements n'ont toutefois pas été respectés par ces trois Etats. Tandis que la Hongrie, sans aucune contrainte internationale, veillait scrupuleusement

au maintien de l'autonomie accordée à la Croatie, et que, durant cinquante années, il y eut à peine une ou deux atteintes à l'autonomie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie n'ont, pendant toute leur existence, fait honneur à aucune des obligations prises vis-à-vis des Ruthènes, des Sicules et des Saxons.

Dans la Hongrie de Trianon, la statistique de 1930 ne relève que 683.207 non-Hongrois (ce qui représente 7,9% de la population totale) dont 478.630 Allemands (5,5%), 104.819 Slovaques (1,2%), 27.683 Croates (0,3%), 20.564 Bounievatz, Schokats et autres slaves du sud (0,2%), 16.221 Roumains (0,2%) et 7.031 Serbes (0,1%). Les minorités nationales n'ont dans aucun comitat ou ville atteint la majorité de la population et dans les arrondissements il n'y en avait que 4 où une nationalité (allemande) avait la majorité.

Le décret gouvernemental No. 4.044/1919. M. E. avait, déjà avant la signature du traité de Trianon, pris des dispositions assurant une application moderne de la loi sur les nationalités de 1868. Après la ratification du traité, le décret gouvernemental 4.800/1923. M. E., dans des mesures dépassant les dispositions légales de 1868, garantissait l'emploi des langues minoritaires devant les tribunaux, les autorités administratives et dans les écoles. Selon ces dispositions, les organes de l'Etat et des arrondissements, de même que la justice de paix et les tribunaux de première instance devaient employer la langue de la minorité si celle-ci constituait au moins un cinquième de la population totale; les contrevenants étaient passibles de sanctions disciplinaires. La loi 2 de 1924 a prévu à ce sujet l'emploi de fonctionnaires et de juges connaissant les langues des minorités. D'après le décret 4800/1923

la la
pété
les
appa
grois
gner
lang
par l
fié p
décr
min
l'his
gner
grois
seign
lang
ses s
doive
des é
de la
sa lé
impa
quée
tiona
cartn

nales
du C
situa
sur l
que
culiè

Flach

la langue scolaire des écoles confessionnelles est de la compétence des fondateurs de ces écoles. D'autre part, dans les communes où le nombre des enfants d'âge scolaire appartenant à des minorités atteint 40, ou si les non-Hongrois constituent la majorité de la commune, on enseignera, si les parents de ces 40 élèves le désirent, dans la langue de cette minorité. Ces dispositions ont été assurées par le décret 110.478/1923—VIII. VKM. qui a été modifié plus tard par le décret 11.000/1935. M. E. Ce dernier décret prévoit l'enseignement en hongrois, dans les écoles minoritaires de langue hongroise, de la géographie, de l'histoire et des notions de droit constitutionnel, l'enseignement du chant dans les langues minoritaire et hongroise, tandis que les autres matières doivent être enseignées dans la langue minoritaire et la religion dans la langue maternelle des élèves, de sorte que, dans les classes supérieures, les matières enseignées en langue hongroise doivent aussi être enseignées dans la langue maternelle des élèves ou inversement. La Hongrie, malgré la perte de la majorité de ses nationalités, a continué à développer sa législation sur les nationalités. Des experts étrangers impartiaux reconnaissent que les règles juridiques pratiquées par les Hongrois à l'égard de leurs minorités nationales sont des plus libérales de toute l'Europe (Macartney).

La vie commune des Hongrois et des minorités nationales était à cette époque paisible et amicale. Le rapport du Congrès des nationalités européennes de 1931 sur la situation des minorités de Hongrie déclarait en se basant sur les renseignements puisés dans ces milieux mêmes, que les revendications des Allemands intéressaient particulièrement la langue et la culture et étaient basées sur

les lois et décrets de la Hongrie. La situation juridique des Allemands étant identique à celle des Hongrois, les Allemands de Hongrie n'ont pas constitué un parti politique spécial, mais selon leurs conceptions politiques, sociales et économiques, ils se sont intégrés dans les différents groupements politiques hongrois. Les Souabes de Hongrie ont donc continué de s'associer à la conception et aux buts politiques hongrois, et se sont montrés, selon le rapport, de bons patriotes. L'avènement du national-socialisme en Allemagne ouvrit la voie aux luttes entre le « Ungarländischer Deutscher Volksbildungsverein » fondé en 1924 par Jacob Bleyer, mort depuis, et l'opposition nationale-socialiste qui s'en est détachée. Ce nouveau groupement formule des exigences plus radicales sur le terrain linguistique et culturel, mais en politique il continue à collaborer avec les partis hongrois. Le traitement sur la base de l'égalité des nationalités a d'ailleurs été reconnu également dans le chapitre du rapport mentionné concernant la minorité slovaque. Dans le domaine linguistique — toujours selon le rapport — il n'y a aucune difficulté pratique parce que, dans les localités à population slovaques, une partie des fonctionnaires les plus importants connaît plus ou moins la langue slovaque ; sur le terrain culturel on a surtout reproché aux écoles *confessionnelles* et *communales* de ne pas user suffisamment des droits linguistiques légaux, et aux écoles de l'Etat, de ne pas laisser suffisamment de place à l'enseignement du slovaque. En dernière analyse on peut donc constater que dans les écoles confessionnelles et communales c'est l'indifférence, voire même l'opposition des citoyens non hongrois, qui est la cause que, malgré la bienveillance des gou-

vern
soit

tion
mar
ganc
affai
les A
déjà
quer
donc
men
nom
dant
Hon
teme
n'est
gyar
avec
raison
ché à
De r
ques
tion.
grie
léré à
grois
perso
point
diffic
faire
tutio

vernements hongrois, le nombre des écoles minoritaires soit resté inférieur à la proportion des minorités.

En ce qui concerne la magyarisation des noms, question dont on parle beaucoup, on a fait pertinemment remarquer dans le rapport, du côté allemand, que la propagande lancée pour la magyarisation des noms est une affaire interne de la société hongroise et n'intéresse point les Allemands si elle s'adresse à des éléments qui se sont déjà détachés de leur groupement ethnique et revendiquent consciemment la qualité de Hongrois. On ne peut donc faire grief à la société hongroise d'inciter les éléments qui ont fusionné avec les Hongrois d'échanger leur nom étranger contre un nom hongrois. Il est vrai cependant que bon nombre de fonctionnaires, qui se déclarent Hongrois, portent encore actuellement des noms complètement étrangers ; ceci prouve que cette propagande n'est pas menée à outrance. En ce qui concerne la magyarisation des noms des éléments qui n'ont pas fusionné avec les Hongrois, il faut prendre en considération les raisons personnelles, car un homme consciemment attaché à sa nationalité ne peut être contraint de l'abandonner. De même que les problèmes linguistique et culturel, cette question est intimement liée au problème de l'assimilation. L'assimilation rapide des nationalités dans la Hongrie de Trianon s'est poursuivie sur un rythme plus accéléré à cause de la grande supériorité en nombre des Hongrois. Dans la société hongroise il s'est trouvé certaines personnes pour prétendre que l'assimilation pouvait, du point de vue racial, être nuisible aux Hongrois. Il serait difficile toutefois de croire que le gouvernement veuille faire obstacle à la fusion normale et empêcher la constitution d'une société homogène du point de vue linguis-

tique. Une partie des nationalités de la Hongrie de Trianon, spécialement la classe intellectuelle, était favorable à cette assimilation, c'est pourquoi elle ne s'est pas prévalu des droits minoritaires en matières scolaire et linguistique. Ce problème de l'assimilation se posait donc, à l'époque de Trianon, non seulement entre les fractions extrémistes et le gouvernement hongrois, mais aussi entre les fractions extrémistes et modérées des nationalités.

14

LE RECOUVREMENT D'UNE PARTIE DES ANCIENS TERRITOIRES

A la suite de la sentence arbitrale de Vienne prononcée le 2 novembre 1938, la plus grande partie des territoires de la Haute Hongrie habités par des Hongrois et en mars 1939, après la dislocation de la Tchécoslovaquie, la majeure partie du territoire des Ruthènes firent retour à la couronne de Saint Etienne. Pendant quelques semaines ces régions firent partie d'un territoire slovaque autonome et respectivement d'un territoire ruthène sous direction ukrainienne dans la « seconde » république tchécoslovaque. En vertu de la deuxième sentence arbitrale du 30 août 1940, une partie de la Transylvanie et de la Hongrie orientale revinrent au pays, puis en avril 1941 la dissolution de la Yougoslavie eut comme conséquence le retour à la Hongrie de la Bácska, du triangle de Baranya, du Muraköz et des territoires habités par les Vendes.

du
les
des
d'au

Hon
Allen
Slov
Roun
Ruth
Croa
Serb
Bour
ha
la
Venc
Tzig
Yidd
Hébr
Juifs
Diffé
lite
Natio

duqu
nelle
qu'il
aussi
de la
égare
natio
vous

Le recensement effectué en 1941, qui tient compte du rattachement d'une partie des contrées sud, fournit les renseignements suivants au sujet des nationalités et des langues maternelles de la population de la Hongrie d'aujourd'hui :

	Langue maternelle	Nationalité
Hongrois	11.367.342 (77,5%)	11.881.455 (80,9%)
Allemands.....	719.762 (4,9%)	533.045 (3,6%)
Slovaques	268.913 (1,8%)	175.550 (1,2%)
Roumains	1.100.352 (7,5%)	1.051.026 (7,2%)
Ruthènes	564.092 (3,8%)	547.770 (3,7%)
Croates	127.441 (0,9%)	12.346 (0,1%)
Serbes	164.423 (1,1%)	159.000 (1,1%)
Bounievatz et Schokatz habitant le Sud de la Hongrie	77.484 (0,5%)	54.585 (0,4%)
Vendes, Slovènes ...	69.586 (0,5%)	20.336 (0,1%)
Tziganes	57.372 (0,4%)	76.209 (0,5%)
Yiddich.....	126.312 (0,9%)	
Hébreux.....	5.659 (0,8%)	
Juifs		139.041 (1,0%)
Différentes nationa- lités.....	29.435 (0,2%)	27.218 (0,2%)
Nationalités inconnues	1.400 (0,0%)	1.992 (0,0%)
Au total.....	14.679.573 (100%)	14.679.573 (100%)

Ce fut le premier recensement hongrois au cours duquel, en plus de la langue maternelle (la langue maternelle est la langue que l'individu reconnaît pour sienne, qu'il parle le mieux et le plus volontiers), on demanda aussi la nationalité des individus en posant la question de la façon suivante : « Libre de toute influence et sans égard pour votre langue maternelle, dites quelle est la nationalité à laquelle vous vous sentez appartenir et que vous reconnaissez comme étant vôtre ».

Du tableau ci-dessus il ressort que le nombre des habitants qui se reconnaissent de nationalité hongroise dépasse de 514.113 celui de ceux dont la langue maternelle est le hongrois. C'est surtout parmi les habitants de langue allemande que beaucoup se déclarèrent de nationalité hongroise, en chiffre rond 187.000 sur 720.000 (soit 25,9%). Donc, à l'apogée du mouvement populaire allemand, plus d'un quart de la population de langue allemande de Hongrie se sentait de nationalité hongroise et faisait complètement bloc avec la nation hongroise. Le nombre relativement élevé des Croates qui se déclarèrent non Croates est encore plus éloquent : 115.000 sur 127.000 (soit 91,5%); celui des Vendes également : 49.000 sur 70.000 (soit 71%). Cette situation provient sans doute de la satisfaction éprouvée par la majeure partie des Croates habitant le Muraköz et par la population de langue maternelle vende établie au Nord du Mura à la suite de leur rattachement à la patrie hongroise peu de temps après le recensement. Cela fut aussi sans doute la raison qui causa l'importante différence que l'on constate entre la langue maternelle et la nationalité des Bounievatz et des Schokatz habitant le Sud de la Hongrie : 23.000 individus sur 77.000, c'est-à-dire 5%, ont adopté la nationalité hongroise. Sur 269.000 habitants de langue slovaque, 93.000 (34,7%), c'est-à-dire plus d'un tiers, déclarèrent ne pas appartenir à la nationalité slovaque. Ce nombre est composé en majeure partie par des éléments qui vivent en Hongrie depuis la période qui suivit immédiatement le Traité de Trianon; mais, parmi les habitants de langue slovaque qui furent rattachés depuis au pays, il dut s'en trouver un grand nombre qui se déclarèrent de nationalité hongroise. Par contre,

parm
et ru
appar
(resp
Tziga
nation
tenir
langu
C
laque
tions
qui c
la po
politi
de la
I
au g
faveu
passe
rait d
alle
nation
appar
mand
sion c
vent c
a été
foncti
Allem
et les
être.
des A

des
oise
ter-
ants
de
.000
pu-
gue
oise
oise.
arè-
sur
ent :
ient
eure
ula-
du
oise
sans
l'on
des
la
5%,
abi-
plus
alité
par
iode
mais,
tta-
bre
ntre,

parmi les habitants de langue maternelle roumaine, serbe et ruthène, le nombre proportionnel de ceux qui se disent appartenir à une autre nationalité est bien plus minime : (respectivement 4,5—3,3—2,9%). Ce n'est que chez les Tziganes que l'on trouve une différence à l'avantage des nationalités, ainsi que chez les juifs qui se disent appartenir en plus grand nombre à la nationalité juive qu'à la langue yiddich ou hébraïque.

Ces données statistiques renforcent la thèse selon laquelle la langue et la nationalité ne sont pas des conceptions identiques et elles confirment l'expérience historique qui démontre qu'en Hongrie une partie importante de la population non-hongroise s'est toujours solidarisée politiquement avec les Hongrois et non avec des peuples de langue apparentée.

Le protocole hungaro-allemand de Vienne a imposé au gouvernement hongrois certaines obligations en faveur des Allemands de Hongrie, mais celles-ci dépassent à peine les droits que la législation hongroise assurait déjà aux diverses nationalités. Ce protocole hungaro-allemand du 30 août 1940 assure le maintien du caractère national (Volkstum) aux Allemands qui se déclarent appartenir au groupement ethnique (Volksgruppe) allemand, et leur garantit que cette appartenance et la profession de principes nationaux-socialistes allemands ne peuvent entraîner pour eux des désavantages. Une innovation a été apportée en ce qui concerne la nomination des fonctionnaires ; on doit procéder à la nomination des Allemands conformément à leur proportion numérique et les fonctionnaires allemands doivent en premier lieu être nommés près des autorités en territoire habité par des Allemands. Le protocole de Vienne impose à la Hon-

grie d'accorder, outre la permission de l'entretien des écoles primaires allemandes, la permission de constituer des écoles allemandes (*volksdeutsche Schulen*) de degré moyen et secondaire et des écoles techniques ainsi que l'entretien des écoles normales appelées à former le personnel enseignant de ces établissements. La disposition suivant laquelle les Allemands formant au moins un tiers de la population d'un arrondissement administratif peuvent faire usage de leur langue devant les autorités est moins avantageuse que les dispositions du décret 4.800/1923. M. E. Après la déclaration du devoir de loyalisme des Allemands de Hongrie envers l'Etat hongrois, le protocole assure aux Allemands vivant sur le territoire de la Transylvanie et de la Hongrie orientale recouvrée le droit de retourner en Allemagne.

La sentence arbitrale n'obligea la Hongrie, vis-à-vis des Roumains restés sur le territoire recouvré, qu'à les traiter sur le pied d'égalité avec les autres citoyens hongrois, ce qui a d'ailleurs toujours été la règle en Hongrie. La Roumanie assumait également des obligations analogues vis-à-vis des Hongrois restés en Roumanie.

La législation hongroise a élaboré, en dehors de toute obligation internationale, la loi relative à la protection pénale des sentiments nationaux de la population non hongroise (loi 5 de 1941). En vertu de celle-ci, quiconque emploie des termes péjoratifs envers les membres d'une des nationalités de la Hongrie et les blesse dans leurs sentiments nationaux, à moins que sa faute ne tombe sous le coup d'une autre loi plus sévère, est passible d'une peine allant jusqu'à un an de prison. Cette loi ouvre une nouvelle voie du point de vue de l'évolution du droit des nationalités.

Après le protocole de Vienne, le décret ministériel 700/1941. M. E. modifia le décret 11.000/1935. M. E. dans le sens que les matières enseignées jusqu'alors en hongrois dans les écoles minoritaires (géographie, histoire, notions constitutionnelles) doivent également être enseignées dans la langue des nationalités. Le système mixte ne subsiste que dans les communes où les parents des enfants de moins de 15 ans le désirent. Ce décret s'applique à toutes les nationalités bien que le protocole de Vienne n'y ait point obligé le gouvernement hongrois. Il fut appliqué par le décret 25.370/1941 du Ministère de l'Instruction Publique qui a prévu que dans 372 écoles du pays on passerait au plus tard le 1er mars 1942 à l'enseignement dans la langue maternelle des élèves, à moins que les parents d'au moins 20 enfants d'âge scolaire ne désirent le maintien du système mixte. Dans ce cas, sous le contrôle d'un comité de trois membres (le délégué du ministère de l'Instruction Publique et des Cultes, celui de l'autorité ecclésiastique de la commune et des parents des élèves), on déterminerait par scrutin secret la langue scolaire. Sur les territoires recouverts on n'avait point besoin de telles dispositions, puisque le décret 133.200/9—1939 du Ministère de l'Instruction Publique et des Cultes permit aux écoles slovaques, ruthènes et allemandes de poursuivre leur enseignement et n'introduisit point le système mixte. Lors de l'exécution pratique du décret 25.370/1941, le Ministère autorisa, si l'on désirait le maintien du système mixte dans les conditions mentionnées, tout en négligeant le vote, à diviser l'école en deux sections — une section mixte et une section unilingue (celle des nationalités) ; il fallait simplement que l'école possédât plus d'un instituteur.

Pour la mise en application de la disposition du protocole de Vienne assurant aux Allemands de Hongrie le droit de former des associations de jeunesse, économiques, sportives et artistiques, le décret 2.300/1941. M. E. permet à l'organisation des «levente» de disposer de sections allemandes. La Fédération des Allemands de Hongrie (Volksbund der Deutschen in Ungarn) peut également, en vue de l'occupation et de l'instruction de la jeunesse, former une organisation dont ne peuvent faire partie que des personnes appartenant au groupe ethnique allemand.

Lors de l'incorporation de la Subcarpathie (loi 6 de 1939) le législateur autorisa le Président du Conseil à présenter un projet de loi relatif à l'autonomie de la Subcarpathie. La situation juridique de ce territoire fut provisoirement réglementée par le décret 6.200/1941. M. E. En vertu de celui-ci le chef de l'Etat nomme un haut commissaire pour ce territoire et un conseiller suprême élevé au rang de ministre. La compétence du haut-commissaire comprend le pouvoir de donner des statuts dans le comitat, puis des fonctions de préfet et d'inspecteur scolaire supérieur. Le Conseiller suprême assiste le Haut Commissaire dans les affaires intéressant la communauté ; il est en outre le président du comité de huit membres nommé par le Président du Conseil qui est chargé d'élaborer des expertises et des rapports techniques. Les langues officielles de la Subcarpathie sont le hongrois et le ruthène. Les lois doivent être publiées dans une traduction authentique ruthène. Les habitants de Subcarpathie peuvent s'adresser aux autorités d'Etat et autonomes et aux ministères en langue ruthène, dans ce cas les pétitions doivent être expédiées en ruthène. Contrairement

à la loi 4 de 1898, le ministre de l'Intérieur est autorisé à donner des noms officiels hongrois et ruthènes aux communes du territoire subcarpathique. En conséquence, le décret du Ministre de l'Intérieur No. 14.500/1939 a prévu pour les localités de cette région des dénominations ruthènes officielles. Ce décret est d'autant plus important dans l'histoire du droit hongrois des nationalités que depuis l'abandon de la langue latine c'est la première fois qu'on s'écarte du principe selon lequel la langue officielle de la Hongrie proprement dite est exclusivement le hongrois.

Toutes ces dispositions juridiques prouvent que la législation et le gouvernement hongrois, après le retour d'une partie des nationalités détachées en 1918, ont garanti à celles-ci des droits plus étendus que ceux dont elles disposaient dans la Hongrie d'avant Trianon ou d'après. La législation et le gouvernement tiennent compte de ce que la proportion des nationalités est plus grande que dans la Hongrie de Trianon et que la conscience nationale des nationalités s'est accrue depuis 1918. Elles tiennent en même temps compte de la situation spéciale de chaque nationalité. Outre la législation et les décrets, le gouvernement pratique vis-à-vis des nationalités une politique tendant à satisfaire leurs besoins et à assurer leur bonheur dans la patrie hongroise à laquelle elles ont fait retour après 20 ans de séparation.

S. A. S. le Régent Nicolas Horthy a achevé en langue slave son discours de Kassa adressé, en novembre 1938, à la population de la Haute Hongrie rattachée, prouvant par là sa bienveillance envers les nationalités. Cette même bienveillance est à constater dans les différentes déclarations des présidents du conseil hongrois. Lors de

la promulgation du décret 700/1941, le président du conseil comte Paul Teleki a déclaré : « Tout le monde a le droit incontestable de conserver sa langue maternelle, ses coutumes et ses traditions ancestrales et l'Etat hongrois, comme tous les autres Etats, doit assister dans cette tâche ses citoyens d'une autre langue, il doit rendre possible l'instruction en leur langue, bien plus il doit même l'encourager. Nous devons garantir le libre développement de la culture des nationalités pour qu'elles puissent garder leur caractère national. Mais nous devons en même temps veiller que cela se fasse en une concordance et réciprocité parfaites et sans dresser les nationalités l'une contre l'autre. Je ne veux pas — comme il est d'ailleurs impossible — magyariser quelqu'un malgré sa volonté et ses sentiments, mais je ne supporterai pas non plus que quelqu'un malgré sa volonté et ses sentiments soit compté parmi l'une ou l'autre nationalité, voire même qu'on le contraigne par une pression morale à adopter une autre nationalité ». Tandis qu'en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Yougoslavie existait le principe que chaque minorité jouissait d'autant de droit qu'elle était capable d'en acquérir (Masaryk), le comte Paul Teleki, conformément à la vieille tradition hongroise, proclama une politique de nationalités constructive. Il ne voulait pas considérer le problème des nationalités sous l'angle des luttes incessantes, mais voulait le résoudre sur la base d'une compréhension mutuelle. Il condamna l'assimilation forcée mais se dressa en même temps contre la tendance dénationalisatrice du jeune mouvement nationalitaire.

Le Président du Conseil Nicolas de Kállay a également maintes fois attiré l'attention sur l'importance du problème des nationalités et prit de nombreuses dispositions prati-

ques pour faire entrer ce principe dans la conscience nationale.

Après le retour d'une partie des territoires séparés pendant vingt ans, le parlement hongrois appela également des députés slovaques, ruthènes, allemands et serbes à siéger à la Chambre des Députés. Le chanoine-prévôt uniate Alexandre Ilniczky devint Conseiller suprême de la Subcarpathie. A la tête du comitat de Máramaros le gouvernement plaça un préfet de nationalité roumaine. L'Etat hongrois reprit à son compte bon nombre de fonctionnaires tchèques, roumains et serbes, en général tous ceux qui n'avaient pas manifesté de sentiments antihongrois durant l'occupation.

Le nombre des écoles primaires non-hongroises s'élève à 2.862. De celles-ci, 2.099 sont des écoles de l'Etat. Dans ces écoles, 4.955 instituteurs enseignent dans la langue des nationalités, 980 ont adopté le système mixte. Par rapport à la situation de 1918 on peut relever qu'actuellement c'est l'Etat et non point les Eglises qui veille à ce que les élèves de langue non-hongroise reçoivent leur instruction dans leur langue maternelle. En plus des écoles primaires, il existe 34 écoles primaires supérieures, 11 pour apprentis, 3 écoles commerciales, 1 école industrielle, 10 écoles normales pour instituteurs et institutrices et 34 lycées non-hongrois. Bien que la Hongrie actuelle constitue à peine la moitié de la Hongrie entière d'avant la première guerre mondiale et ne constitue que les $\frac{2}{3}$ de la Hongrie sans la Croatie, le nombre des écoles non-hongroises dépasse celui d'avant 1918.

Le « Volksbund der Deutschen in Ungarn » englobe les éléments nationaux-socialistes des Allemands de Hongrie. L'Association culturelle slovaque (Uhorsko-Kra-

jinsky Vzdelaváci Spolok Slovensky), fonctionnant depuis plus d'un demi siècle, ainsi que l'Association saint Adalbert de caractère catholique constituée en 1941, servent l'intérêt culturel slovaque. La plus importante association culturelle des Ruthènes est l'Association appelée « Duchnovitch » et celle des Serbes la « Srpska Matica ». De l'activité culturelle roumaine on ne pourra dresser un tableau complet qu'après la révision de l'activité des associations fonctionnant en Transylvanie recouvrée. Tous les groupements ethniques disposent d'organes de presse propres.

Il ressort de ce qui précède que le gouvernement hongrois, au cours des dernières années, malgré les vicissitudes de la guerre et des recouvrements territoriaux, a jeté les bases d'une politique des nationalités conforme aux exigences des temps modernes ; en tenant compte des événements qui se sont déroulés ce dernier quart de siècle, du renforcement des sentiments nationaux de ses groupements ethniques et des intérêts bien compris du pays de Saint Etienne.

trai
pou
l'éla
pro
me
l'ou
tört
son
192
men
des
les
rela
dial
Nég
de
mar
orsz
pest
des
d'un
toir
Ent
and
her
nest
pan

BIBLIOGRAPHIE

Le nombre des livres, des brochures et des articles ayant trait à la question des nationalités hongroises est immense et pour ainsi dire impossible à englober dans un seul regard, mais l'élaboration complète et scientifique du développement de ce problème manque encore. Les chapitres où nous trouvons le meilleur résumé synthétique de la question figurent dans l'ouvrage de Valentin Hóman et de Jules Szekfű « Magyar történet » (Histoire Hongroise, Budapest, 1935—36). Dans son ouvrage « Defensio nationis Hungaricae » (Budapest, 1920), Benoît Jancsó a soigneusement étudié le mouvement nationalitaire moderne de la Hongrie et la situation des nationalités avant 1918, mais ne s'étend que brièvement sur les événements d'avant 1790. On peut trouver des renseignements relatifs à l'histoire des nationalités avant la première guerre mondiale dans l'édition du Ministère des Affaires Etrangères « Les Négociations de la Paix Hongroise. Compte-rendu sur les travaux de la Délégation de Paix de Hongrie à Neuilly s/S. de janvier à mars 1920 » (Budapest, 1921). André Moravek : « Magyarország nemzetiségei » (Les nationalités de Hongrie), Budapest, 1934, exposition en raccourci de la question. « Destin des minorités » (Paris, sans date) par Aldo Dami, résume d'une façon concise l'histoire des nationalités des territoires hongrois annexés aux anciens Etats de la Petite Entente. Les ouvrages de C. A. Macartney : « National States and National Minorities » (Londres, 1934) et « Hungary and her Successors » touchent aussi à notre problème. L'étude d'Ernest Flachbarth : « The History of the Minorities » (A Companion to Hungarian Studies. Published by the Society of

the Hungarian Quarterly. Budapest, 1943.) donne une esquisse de l'histoire de la question des nationalités en Hongrie. L'ouvrage d'Eugène Horváth : « Magyarország és a nemzetiségi kérdés 1815—1920 » (La Hongrie et la question des nationalités 1815—1920) (Budapest, 1920) fait connaître, comme l'indique le titre, l'histoire du problème après 1815.

Avant la première guerre mondiale, en 1913, la question des minorités hongroises a été étudiée au point de vue ethnique en premier lieu dans l'ouvrage « Nemzetiségi Ismertető Könyvtár » (Bibliothèque des publications sur les nationalités) par Oreste Szabó. Voici quelques volumes de la série : Grégoire Moldován : « A magyarországi románok » (Les Roumains de Hongrie), Adolphe Pechány : « A magyarországi tótok » (Les Slovaques de Hongrie), Oreste Szabó : « A magyar oroszokról (ruthének) » (Des Ruthènes), Velimir Juga : « A magyar szent korona országában élő szerbek » (Les Serbes qui vivent dans les provinces de la Sainte-Couronne hongroise), Emile Neugeboren : « Az erdélyi szászok » (Les Saxons de Transylvanie), Victor Bruckner : « A szepesi szász nép » (Le peuple saxon de Szepes), Géza Czirbusz : « A délmagyarországi németek » (Les Allemands de la Hongrie du Sud), Mathias Nitsch : « A dunántúli németesség » (Les Allemands de Transdanubie) et Géza Czirbusz : « A temes- és torontálmegyei bolgárok » (Les Bulgares des comitats Temes et Torontál).

« A tót nemzetiségi mozgalom » (Le mouvement des nationalités slovaques) (Liptószentmiklós, 1912) de Louis Steier est encore aujourd'hui le meilleur ouvrage sur l'histoire du mouvement des nationalités slovaques de Hongrie. L'histoire plus ancienne des Ruthènes a été écrite par Antoine Hodinka dans son livre : « A munkácsi görög-katholikus püspökség története » (Histoire de l'évêché catholique-uniate de Munkács) (Budapest, 1909). Nous avons un ouvrage plus récent et plus détaillé de leur histoire par Alexandre Bonkáló : « A ruthének » (Les Ruthènes) (Budapest, sans date, Franklin). Benoît Jancsó, qui était le plus au courant de la question roumaine de Hongrie, a développé l'histoire de cette question avant 1918 dans son ouvrage « A román irredentista mozgalmak története » (Histoire des mouvements irrédentistes roumains) (Budapest, 1920). L'histoire des Saxons de Transylvanie a été écrite de la façon la plus détaillée par Fr. Teutsch : « Die Siebenbürger Sachsen in Vergangenheit und Gegenwart » (2. vermehrte Auflage. Hermannstadt, 1924). Du côté hongrois cette question fut reprise dernièrement par Béla Pukánszky dans son ouvrage « Erdélyi szászok és magyarok » (Saxons et Hon-

groi
qui
föld
pest
Jose
cro
194
jele
date

par
hist
sieb
« B
194
syly

seig
ouv

eth
nisc
(Bu
(La
la t
chap
qui
à la
sult
von
« R
Tra
men
est :
tia
Mal

nati
« A
nati
num
l'an
de
volu

Flac

grois de Transylvanie) (Budapest, sans date, Franklin) et qui fait connaître dans son livre « Német polgárság magyar földön » (Bourgeoisie allemande sur la terre hongroise) (Budapest, sans date, Franklin) l'histoire des Allemands de Hongrie. Joseph Bajza s'étend sur certaines parties du problème croate : « A horvát kérdés » (La question croate) (Budapest, 1941). L'étude d'Alexandre Mikola : « A vendég multja és jelene » (Le passé et le présent des Vendes) (Budapest, sans date) est le meilleur résumé de l'histoire des Vendes.

Concernant l'histoire des nationalités de Transylvanie, comparons les recueils suivants : la très belle édition de la Société historique hongroise : « Siebenbürgen » (Budapest, 1940); « Die siebenbürgische Frage » (Budapest, 1940) par Emerich Lukinich; « Erdély népei » (Les peuples de Transylvanie) (Budapest, 1941) par Elemér Mályusz et « A történeti Erdély » (La Transylvanie historique) (Budapest, 1936) par Nicolas Asztalos.

En dehors des ouvrages précités, nous trouverons des renseignements sur les questions de détail dont s'occupe le présent ouvrage dans les livres suivants, parus récemment :

Les différentes études d'Etienne Knieszsa sur la composition ethnique de la Hongrie au moyen âge et principalement : « Etnische Entwicklung », Ungarn. « Das Antlitz einer Nation » (Budapest, 1940); Etienne Szabó : « A magyarság életrajza » (La biographie des Hongrois) (Budapest, 1941). Nous trouvons la théorie de Václav Chaloupecky développée dans le premier chapitre de l'ouvrage « Staré Slovensko » (Bratislava, 1923) qui contient aussi un résumé en français. Relativement à la formation du peuple et de la langue roumains, consultez les ouvrages de Gustave Weigand : « Ethnographie von Makedonien » (Leipzig, 1924) et de Louis Tamás : « Romains, Romans et Roumains dans l'histoire de la Dacie Trajane » (Budapest, 1936). La plus récente collection des documents relatifs à l'établissement des Roumains en Transylvanie est : « Documenta historiam Valachorum in Hungaria illustrantia » (Budapest, 1941) par Antoine Fekete Nagy et Ladislav Makkai.

Elemér Mályusz a développé sa théorie sur la politique des nationalités de la Hongrie du moyen âge dans une étude intitulée « A középkori magyar nemzetiségi politika » (La politique nationalitaire des Hongrois au moyen âge), publiée dans les numéros 7—8 et 9—10 de la revue « Századok » (Siècles) de l'année LXXIII, tandis que nous trouvons l'opinion contraire de Jules Szekfű dans plusieurs de ses études parues dans le volume « Állam és nemzet » (Etat et nation) (Budapest, 1942).

Dans son étude «Die Verfassung Siebenbürgens» (volumen Siebenbürgen) François Eckhart nous parle des droits de nationalités de Transylvanie. Consultez en outre Zsombor Szász : «National Autonomies in Transylvania» (The Hungarian Quarterly Vol. VI N° 1) et relativement à l'histoire de la population du Banat l'étude d'Eugène Horváth : «The Banat» (Budapest, 1931). Tout dernièrement Antoine Hodinka s'est occupé des relations existant entre Rákóczi et les Ruthènes : «II. Rákóczi Ferenc fejedelem és a gens mes fidelissima» (Pécs, 1937) avec un résumé français. La chanson populaire slovaque du XVIII^e siècle citée d'après l'«Anthologia» de Charles Csecsothka (Budapest, 1934) et Pierre Bod d'après Jules Farkas : «A magyar irodalom története» (Budapest, 1934.) La loi tchèque de l'année 1615 nous est expliquée par Emmanuel Rádl dans : «Der Kampf zwischen Teschechen und Deutschen.» (Reichenberg, 1928). Daniel Rapant nous fait connaître objectivement la question des nationalités de la Hongrie du XVIII^e siècle : «K počiatkom maďarizácie» (Bratislava, 1927—31).

En ce qui concerne les mouvements nationaux de la fin du XVIII^e siècle consultez principalement Jules Szekfü : «Iratok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez 1790—1848» (Documents sur l'histoire de la langue d'Etat hongroise) (Budapest, 1926). Sur l'attitude des Slovaques pendant la guerre d'indépendance de 1848—49 Louis Steier dans «A tót nemzetiségi kérdés 1848—49-ben» (La question de la nationalité des Slovaques en 1848—49) (Budapest, 1895), sur celle des Serbes : Joseph Thim dans «A magyarországi 1848—49-iki szerb fölkelés története» (Histoire de la résurrection serbe de 1848—49 en Hongrie) (Budapest, 1940) et sur celle des Roumains Benoît Jancsó : «Szabadságharcunk és a dáko-román törekvések» (La Guerre de la Liberté et les aspirations daco-romanes) (Budapest, 1895) nous fournissent d'amples détails.

Albert Berzeviczy nous renseigne sur la situation qui régnait en Hongrie à l'époque de l'absolutisme autrichien : «Az abszolutizmus kora Magyarországon 1849—1865» (Époque de l'absolutisme en Hongrie 1849—65) (Budapest, 1922—25). Je cite Hurban de Csecsothka. L'ouvrage de Nicolas Mester nous a fait connaître récemment la situation dans la Transylvanie : «Az autonóm Erdély és a román nemzetiségi követelések az 1863—64. évi nagyszebeni országgyűlésen» (La Transylvanie autonome et les revendications de la nationalité roumaine à la Diète de Nagyszeben en 1863—64) (Budapest, 1936), et celui de Théodore Bacsinzky nous montre l'attitude des Ruthènes : «Orosz-ruszin kapcsolatok a XIX. század közepén»

(Re
194
l'an
elét
lem

Aus
de l
lism
von
Szel
géné

slov
« A
met
(Péc
(Péc
de
uher
exer
tiqu
rense
allen
erinn
de c
de J
de la
de n

la po
in H
parti
nalit
recon
et c'
« Os

1900
Luk
rains
emlé
comt
(Bud

Flaci

(Relations russo-ruthènes au milieu du XIX^e siècle) (Ungvár, 1942). Ivan Nagy nous expose la motion du Parlement de l'année 1861 : « A nemzetiségi törvény a magyar parlament előtt 1861—1868 » (La « loi des nationalités » devant le parlement hongrois en 1861) (Budapest, 1930).

Dans le grand ouvrage de Louis Eisenmann : « Le Compromis Austro-Hongrois » (Paris, 1904) nous trouvons la reconnaissance de la législation des nationalités hongroise de l'époque du dualisme. Sur la question du « compromis des nationalités » nous trouvons des renseignements intéressants dans l'ouvrage de Jules Szekfű : « Három nemzedék és ami utána következik » (Trois générations et ce qui les suit) (Hatodik kiadás. Budapest, 1940).

Les dossiers relatifs à la suppression des trois lycées slovaques ont été édités par Ladislav Ruttkay dans son étude : « A felvidéki szlovák iskolák megszüntetése 1874-ben » (Fermeture des écoles slovaques de la Haute-Hongrie en 1874) (Pécs, 1939). « Czambel-emlékkönyv » (Fragments Czambel) (Pécs, 1937) rédigé par Louis Steier nous montre l'activité de Samuel Czambel. Dans l'ouvrage « Dējiny mad'aru a uherského štátu » (Praha, 1934) nous trouvons la critique exercée par l'historien tchèque Joseph Macárek sur la politique des minorités de Coloman Tisza. Nous trouverons des renseignements intéressants sur le mouvement de la nationalité allemande dans les mémoires d'Edmond Steinacker : « Lebens-erinnerungen » (München, 1937) qui démontrent l'insignifiance de ce mouvement avant 1918. En dehors de cet ouvrage celui de Joseph Kristóffy : « Magyarország kálváriája » (Le calvaire de la Hongrie) (Budapest, 1927) nous fait connaître la politique de minorités de François-Ferdinand.

Parmi les œuvres de Seton-Watson (Scotus Viator) attaquant la politique raciale hongroise, la plus célèbre est « Racial Problems in Hungary » (Londres, 1908) qui s'appuie sur des informations partiales données par des politiciens appartenant aux nationalités. Dans « Slovakia then and now » (London, 1931) l'auteur reconnaît que le groupe slovaque anti-hongrois est minime et c'est ce que dit également Vavro Šrobár dans son ouvrage « Osvobozené Slovensko ».

Certains détails de la politique des nationalités des années 1900—1914 sont mis en valeur par les mémoires de Georges Lukács : « Életem és kortársaim » (Ma vie et mes contemporains) (Budapest, 1936), de Joseph Szerényi : « Régmúlt idők emlékei » (Souvenirs des temps jadis) (Budapest, 1925), du comte Théodore Batthyány : « Beszámoló » (Mon exposé) (Budapest, sans date, Athenaeum). La politique du comte

Étienne Tisza est surtout caractérisée par ses lettres: « Tisza István összes munkái » (Les œuvres d'Étienne Tisza) 4^{ème} série. Le titre de l'ouvrage de l'historien slovaque Fr. Hrušovszky cité dans le texte est: « Slovenské dejiny » (Turčiansky Sv. Martin, 1939).

Les ouvrages suivants ont défini les droits des minorités des différents pays: ceux de la Russie avant la première guerre: Wiatscheslaw Gribowski: « Das Staatsrecht des Russischen Reiches » (Tübingen, 1914) et Rafael Erich: « Das Staatsrecht des Grossfürstentums Finnland (Suomi) » (Tübingen, 1912) ceux de l'Allemagne, Oscar Fischbach: « Das öffentliche Recht des Reichslandes Elsass-Lothringen » (Tübingen, 1914) et Georges H. J. Erler: « Das Recht der nationalen Minderheiten » (Münster, 1931), en outre Walter Schücking: « Das Nationalitätenproblem » (Dresden, 1908) et ceux d'autres nations Jan Auerhan: « Die sprachlichen Minderheiten in Europa » (Berlin, Friedenau, 1926). Les droits des nationalités des Etats-Unis: « Das Volksgruppenrecht in den Vereinigten Staaten von Amerika » (Essen, 1940) par Heinz Kloss. Pierre Paul Domokos nous fait connaître la situation des Hongrois de Moldavie: « A moldvai magyarság » (Les Hongrois de Moldavie) (Csíksomlyó, 1931).

Nous avons emprunté les renseignements d'Edmond Tarján que nous avons employés dans notre texte à l'étude « Der Weg der Tschechoslovakei und die ungarische Minderheit » (sans indication de lieu ni de date). « L'aide-mémoire sur la situation de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie » (Budapest, 1934) publie en traduction française le discours d'André Hlinka prononcé à Carolinum; les renseignements de Ladislav Buday proviennent de son ouvrage « Ungarn nach dem Friedensschluss » (Berlin u. Leipzig, 1922). J'ai pris ce que j'ai cité d'Ivan Dérer dans « Československá otázka » (Praha, 1935). Dans la traduction française de cet ouvrage « Tchèques et Slovaques » je n'ai pas trouvé la phrase citée, mais il écrit aussi ceci: « bien qu'ils fussent nés de parents slovaques, l'école, le milieu, l'administration hongroise de l'Etat, l'affaiblissement de leur résistance morale, ont transformé ces Slovaques magyarisés en Hongrois convaincus » (p. 33). La constatation du changement de la frontière linguistique hungaro-slovaque se trouve dans l'ouvrage de A. Petrov: « Prispěvky k historické demografii Slovenska » (Praha, 1924).

Pour les renseignements relatifs à la situation de droit public des nationalités de la Grande Hongrie annexées aux Etats de l'ex Petite Entente, on se référera à l'ouvrage d'Eugène Horváth: « A trianoni békeszerződés megalkotása és a revízió útja » (La constitution des traités de paix de Trianon et la voie de

la re
des
elsza
l'édit
« Ész
cerne
ouvra
Leipz
Fran
1930
märk
ausga
publ
proc
Slov
consu
jei m
1906
tière
En c
1918
rech
II an
szakí
la R
roum
(Épo
rités
nous
des r
litéte
Amm
myst
Hung
Nous
la té
Tché
« Mi
(Bud
la sit
Trian
(« Vi
(« Un

la revision) (Budapest, 1939). Relativement à la réunion publique des Serbes de Ujvidék cp. l'étude d'Eméric Prokopy: « Az elszakított délvidek » (La Basse-Hongrie détachée) paru dans l'édition de l'institut des minorités de l'Université de Pécs: « Észak, Kelet, Dél és Nyugat » (Pécs, 1937) et, en ce qui concerne la réunion slovaque de Turócszentmárton, le puissant ouvrage de Louis Steier: « Ungarns Vergewaltigung » (Zürich-Leipzig-Wien, 1929). J'ai cité Milan Ivánka de l'ouvrage de François Jehlicka: « Une étape du calvaire Slovaque » (Paris, 1930). Leo Epstein publie la résolution des assemblées de Késmárk des Allemands de Szepes et de la Haute Hongrie: « Studienausgabe der Verfassungsgesetze der Tschechoslowakischen Republik » (Reichenberg, 1923), où il rend également compte de la proclamation de la république slovaque de l'Est. Relativement aux Slovaques de l'Est et à l'origine yougoslave de la langue slovaque consultez principalement de Samo Czambei: « Slovenská rec a jej miesto v rodine slovanských jazykov » (Turčiansky Sv. Martin, 1906); d'Ernest Flachbarth: « Les problèmes de la nouvelle frontière hongaro-slovaque » (Nouvelle Revue de Hongrie, mai 1939). En ce qui concerne l'attitude des Ruthènes dans les années 1918—1919 voir Ernest Flachbarth: « Die völker- und staatsrechtliche Lage Karpatorusslands: (« Nation und Staat », II année, N° 4) ainsi que Gabriel Darás: « A Ruthénföld elszakításának előzményei » (Événements du détachement de la Ruthénie) (Újpest, 1936). En ce qui concerne la politique roumaine de Jászi voir Gustave Gratz: « A forradalmak kora » (Époque des révolutions) (Budapest, 1935). La situation des minorités hongroises sous le règne tchèque, roumain et yougoslave nous est communiqué d'une façon détaillée et objectivement par des rapports parus dans l'ouvrage qui a pour titre « Die Nationalitäten in den Staaten Europas » (Wien-Leipzig, 1931) de Ewald Ammende. Consultez en outre de Gabriel Gobron: « La Hongrie mystérieuse » (Paris, sans date) et de Sir Robert Gower: « The Hungarian Minorities in the Succession States » (London, 1929). Nous trouvons des renseignements à faire dresser les cheveux sur la tête sur les procès politiques intentés contre les Hongrois de Tchécoslovaquie dans le recueil publié par Ladislav Hangel: « Mit élt át a Felvidék » (Ce qui se passait en Haute-Hongrie) (Budapest, 1940).

C'est l'auteur du présent ouvrage qui a fait connaître la situation des minorités en Hongrie à l'époque du traité de Trianon et après 1938 dans ses études « Les minorités ethniques » (« Visages de la Hongrie: Paris, 1938) et « Die Nationalitäten » (« Ungarn. Das Antlitz einer Nation » Budapest, 1939).

INDEX

- Albina, institut financier roumain de Transylvanie 135
 Allgemeiner Deutscher Schulverein 82
 Apponyi, comte Albert 103—7, 116
 Assimilation linguistique 139—147, 163—4
 Astra (Associatiunea Transilvana), association culturelle
 roumaine 88
 Autonomie de la Croatie 13, 55, 72—3, 160
 Autonomie de l'église orthodoxe roumaine 69—72, 118
 Autonomie de l'église orthodoxe serbe 67—69, 71—2, 118
 Autonomie des districts roumaines médiévaux 12
 Autonomie des Ruthènes des Carpathes du Sud 159
 Autonomie des Saxons de Szepes 11—2, 14
 Autonomie des Saxons de Transylvanie 10—11, 14
 Autonomie du voïvodat ruthène de Bereg 12, 18
 Autonomie religieuse et scolaire des Sicules et Saxons de
 Transylvanie 159
 Avram, Jancu 47—49, 52, 56

 Bánffy, baron Désiré 95
 Barnuțiu, Simon 45
 Bazovsky, Louis 102
 Bél, Mathias 28
 Beneš, Edouard 113
 Bernolák, Antoine 35, 94
 Björnson, Björnsterne 101
 Bleyer, Jacob 162
 Bobrinski, comte Vladimir 111—2

- Çatareu (Kataref) 112
 Československá Jednota (Unité Tchécoslovaque) 93, 100
 Christea, Miron 97
 « Clause secrète » de Túrócszentmárton 149
 Compromis austro-hongrois 61
 Constitution de la Transylvanie 19—20
 « Continuité daco-roumaine » 6—7, 39
 Csernova, affaire de 100—1
 Czambel, Samuel 78, 93—4, 110

 Deák, François 41—2, 66, 75, 86
 Dérer, Ivan 141
 Diploma Andreanum (1224) 10
 Diploma Leopoldinum (1691) 23
 Diplôme d'octobre (1860) 57—59
 Dobrianski, Adolf 50
 Dragoş, Jean 47—8
 Draskovich, comte Jean 38
 Duchnovitch, Alexandre 57
 Dula, Mathias 110
 Dvorčák, Victor 149—50

 Egán, Edouard 136
 Eisenmann, Louis 66
 Eötvös, baron Joseph 66
 Exhortations de Saint Etienne 7—8

 Fiume, ville de 73, 74, 118
 François Ferdinand, archiduc 96—7
 François Joseph I. 47
 Frank, Ivo 97
 Friedjung, Henri 99

 Gaj, Louis 37, 39, 42
 Goga, Octavien 102, 108, 113
 Gyulafehérvár, résolution de 150

 Herczeg, François 139
 Hieronymi, Charles 91
 Hlas, revue slovaque 93
 Hlinka, André 94, 99, 100, 109, 132, 149
 Hodža, Michel 36, 43
 Hodža, Milan 97, 119, 148, 152
 Hora et Kloska, soulèvement de 27

Horthy, Nicolas de Nagybánya, Régent de Hongrie 171
 Hrušovszky, Fr. 117
 Hurban, Joseph Miloslav 36, 43—4, 55

Illyrisme 37, 39—40

Jászi, Oscar 152
 Jehlička, François 149
 Jelačić, baron Joseph 42—44, 46
 Jeunes-Saxons 81
 Jorga, Nicolas 102, 112—3
 Juga, Velimir 133

Kállay, Nicolas 172
 Karadjich, Vouk Stefanovitch 37
 Kaunitz, duc Wenzel Antoine 34
 Khuen-Héderváry, comte Charles 84, 107—8
 Kollár, Jean 36
 Kossuth, François 99
 Kossuth, Louis 41, 47—8, 51—4
 Kramář, Charles 102
 Kray, Jacob 28
 Krman, Daniel 28
 Kvaternik, Eugène 83

Landtag de Nagyszeben 60
 Lemény, Jean 40, 45—6
 Liga Culturala 90, 95
 Loi des nationalités (1849) 52—4
 Loi des nationalités (1868) 58—67, 90, 92, 94—5
 Loi des nationalités de la Bohême (1615) 30
 Lukács, Georges 106

Macartney C. A. 161
 Macúrek, Joseph 84—90
 Maior, Pierre 39
 Maioresco, Jon 50
 Mangra, Vasile 108
 Masaryk, Thomas G. 93, 113, 150
 Matica Slovenská 109
 Matica Srpska 174
 Magyarisation des noms 163
 Meakulpinsky (pseudonyme) 94
 Memorandum, affaire 90—1

Me
 Mi
 Mi
 Mi
 Mi
 Mo
 Mo
 Mu
 Mu
 Ne
 Om
 Par
 Par
 Par
 Pas
 « Pa
 Pet
 Pet
 Plé
 Poli
 Poli
 Pop
 Pop
 Prot
 Rad
 Rák
 Rap
 Res
 Rés
 Rés
 Rés
 Rés
 Rés
 Rot
 Rot
 Sag
 Schi

- Memorandum de Túrócszentmárton 58—9
Micu (Klein), Innocent 26
Micu (Klein), Samuel 39
Mihu, Jean 108
Miklóssy, Etienne III
Miletich, Svetozar 57, 80
Mocsonyi, Alexandre 74, 79, 94
Moga, Ladislav 39
Mudroň, Paul 92
Müller, Gottfried 47, 49

Neugeboren, Émile III

Omladina, société secrète serbe 80

Panserbisme 37
Panslavisme 36, 40, 77, 110
Párvy, Alexandre 109
Pasitch, Nicolas 80
« Pays associés » 13
Petite Entente, politique de minorités de la 157
Petrov, A. 142
Plébiscite de Sopron 151
Polit, Michel 81, 92
Politique économique du gouvernement hongrois vis-à-vis des
nationalités 130—7
Pop, Georges 92
Popovici, Aurel 50, 90, 97
Protocole hungaro-allemand de Vienne (1940) 167—8

Radić, Etienne 158
Rákóczi, François II. 28—9
Rapant, Daniel 28
Rescriptum Declaratorium Illyricae Nationis 24
Résolution de Gyulafehérvár (1918—9) 150—1
Résolution de Késmárk (1918—9) 151
Résolution de Medgyes (1918—9) 151—2
Résolution de Túrócszentmárton (1918—9) 148—9
Résolution de Újvidék (1918—9) 148
Roth, Daniel 50
Roth, Etienne Louis 50

Saguna, baron André 46, 49, 52, 59, 79
Schismatisme III

Schücking, Walter 126
 Sentence arbitrale de Vienne (1938) 164
 Sentence arbitrale de Vienne (1940) 164, 168
 Seton Watson (Scotus Viator) 101
 Siebenbürgische evangelische Landeskirche 119
 Sincai, Georges 39
 Slavici, Jean 78
 Société des Nations 157
 Starčević, Antoine 83
 Statut des Vlachs (1630 et 1667) 18—9
 Štefanek, Antoine 101
 Štefánik, Milan 113
 Steinacker, Edmond 97
 Stere, Constantin 108
 Stratimirovich, métropolitaine serbe 37
 Stratimirovich, Georges 43, 52
 Stúr, Louis 36, 40, 43—4, 55
 Sturdza, Démétrius 78—9
 Subcarpathie 170—1
 Sufflay, Milan 158
 Supplex libellus Valachorum 33
 Szapáry, comte Jules 83
 Széchenyi, comte Etienne 40—1
 Szemere, Barthélemy 42

Teleki, comte Paul 172
 Deutsch, Fr. 152
 Thököly, Imre 29
 Thököly, Sabbas 32
 Thun, comte Léon 36
 Tisza, Coloman 76, 84, 89
 Tisza, comte Etienne 107—9, 112, 114—6
 Tolstoï, comte Léon 101
 Traités de minorités 159
 Trianon, traité de paix 147, 155—6
 Tchernoyevitch, Arsen 23
 Tuka, Adalbert 89, 149, 158

Uhorsko-Krajinský Vzdělávací Spolok Slovenský, association
 culturelle slovaque 173
 Ungarländischer Deutscher Volksbildungsverein 162
 Universitas Saxonum 11, 20, 56, 81—2

Vajc
 Vieu
 Vlac
 Voiv
 Voiv
 Volk
 Wes
 Zay,
 Zrin

Vajda Voëvod, Alexandre 97, 114
Vieux-Saxons 81
Vlad, Aurel 96, 106
Voïvodat ruthène de Bereg 12, 18
Voïvodat serbe 55
Volksbund der Deutschen in Ungarn 170, 173

Wesselényi, baron Nicolas 45

Zay, comte Charles 36

Zrinyi, Nicolas, Pierre et Hélène 29

NRH. Editeur responsable : Ernest Flachbarth

434734. — S. A. Athenaeum. Responsable pour l'Imprimerie : A. Kárpáti directeur

TABLE DES MATIÈRES

I. Le moyen âge	5
II. L'époque de l'occupation ottomane.....	17
III. L'époque de la grande colonisation intérieure.....	20
IV. Evolution des mouvements nationalistes modernes	31
V. La Guerre de la Liberté de 1848—49.....	41
VI. L'absolutisme et le régime du provisoire	54
VII. Les lois sur les nationalités	61
VIII. Le gouvernement Coloman Tisza et les nationalités	76
IX. Le radicalisme des nationalités.....	90
X. Le gouvernement de coalition et la loi d'Apponyi	96
XI. La politique du comte Etienne Tisza en matière de nationalités	107
XII. La situation des nationalités avant 1918	117
XIII. L'époque de Trianon	147
XIV. Le recouvrement d'une partie des anciens territoires	164
Bibliographie.....	175



LA HONGRIE ENTRE L'ORIENT ET L'OCCIDENT

Série d'études
avec un essai sur l'amitié
franco-hongroise par le

★

COMTE ROBERT DE DAMPIERRE

Comte Maurice Esterházy: Entre l'Orient et l'Occident.
Comte Albert Apponyi: La nation hongroise entre
l'Orient et l'Occident. * Ladislás Kádár: Géographie et
Histoire. * Louis Elekes: L'État hongrois et les peuples
danubiens au moyen âge. * Elemér Mályusz: Traits
orientaux et occidentaux de la société hongroise. *
Thomas Lengyel: La Hongrie entre l'Orient et l'Occi-
dent de 1845-1914. * Ladislás Tóth: La Chrétienté
hongroise entre l'Orient et l'Occident. * Michel Babits:
Littérature hongroise. * Ladislás Gáldi: La langue
hongroise entre l'Orient et l'Occident. * Étienne Csabai:
Les transformations de l'art hongrois. * Ladislás Lajtha:
La danse hongroise. * Alexandre Veress: La musique
populaire hongroise. * Rodolphe Ruiz: Budapest entre
l'Orient et l'Occident.

★

HACHETTE ET C^{IE}
PARIS — CLERMONT-FERRAND

1944

Broché: 6 francs suisses

Relié toile: 8 francs suisses



QUE VEUT LA

„NOUVELLE REVUE DE HONGRIE“?

AU MILIEU de l'Europe vit une nation de douze millions d'hommes qui, suivant l'expression imagée de l'un de ses plus éminents amis français, est muette. Muette parce que sa langue, une langue riche en nuances, en beautés, en force expressive, est incompréhensible à tous ceux qui ne l'ont pas approfondie. Les langues indo-européennes ne sont d'aucun secours à qui la veut comprendre, elle reste aussi mystérieuse pour ceux qui en abordent l'étude avec la connaissance de l'un ou même de chacun des grands idiomes européens.

Faire connaître cette nation dont le monde extérieur n'entend pas la voix, nation extrêmement intéressante cependant, avec son grand passé et sa vie aux multiples aspects: tel est le but de la NRH. De l'universalité de la langue française, le peuple hongrois est en droit d'espérer la compréhension des problèmes, nationaux et internationaux, qui se posent pour lui. Cet flot isolé linguistiquement, la NRH se propose de le rendre accessible de tous côtés. Au près de la grande politique, elle réserve une place dans ses colonnes à la vie économique et sociale, artistique et scientifique de la nation. Elle compte parmi ses collaborateurs les plus hautes autorités dans tous les domaines de la vie hongroise, les représentants de tous les partis et de toutes les opinions, écrivains, savants, artisans de la vie pratique. Pour être le miroir de la vie nationale, il faut que la NRH soit éclectique.

La NRH n'est pas un organe de propagande, et si par propagande on entend le désir d'influencer, rien n'est plus loin de ses intentions que la propagande. Sa seule arme est celle de la persuasion, sa seule norme la vérité.

A côté de ces buts nationaux, cette revue se propose aussi des buts d'ordre international. Ses colonnes sont ouvertes aux publicistes éminents des nations étrangères, aux Français comme aux représentants de chaque peuple sans exception. La NRH désire laisser la parole aux hommes les plus autorisés pour présenter sous leur véritable jour les problèmes centre-européens. Elle veut en effet porter ses regards bien au delà des frontières géopolitiques du peuple hongrois. Outre l'Europe Centrale, les Balkans l'intéressent particulièrement et elle s'efforce de procurer à ses lecteurs le bénéfice d'un service d'informations fidèles sur chacun des Etats balkaniques.

La NRH, radicalement réorganisée pendant la vingt-cinquième année de sa publication, s'adresse à tous les amis de la cause européenne et à tous ceux qui s'intéressent à cette cause.



“?

mes
ran-
en
ous
ont
euse
ême

oix,
t sa
ilité
om-
sent
ndre
une
ien-
utes
s de
de
RH

on
que
me

dre
des
que
les
re-
res
ans
urs
al-

de
ous

